

Le Projet de Paix Perpétuelle

de l'Abbé de SAINT-PIERRE

comparé au Pacte de la Société des Nations

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Droit public et Économie politique)

Présentée et soutenue le Jeudi 6 Juin 1929, à 14 heures

PAR

Gilberte DEROCQUE

MEMBRES DU JURY :

Président : M. LE FUR.

Suffragants { M. DE LAPRADELLE, Professeur.
M. GIDEL, Professeur.

— PARIS —

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & Cie, ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT, 14 (V°)

— 1929 —



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

Le Projet de Paix Perpétuelle

de l'Abbé de SAINT-PIERRE

comparé au Pacte de la Société des Nations

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Droit public et Économie politique)

Présentée et soutenue le Jeudi 6 Juin 1929, à 14 heures

PAR

Gilberte DEROCQUE

MEMBRES DU JURY :

Président : M. LE FUR.

Suffragants { M. DE LAPRADELLE, Professeur.
M. GIDEL, Professeur.

— PARIS —

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & Cie, ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT, 14 (V°)

— 1929 —



BIBLIOGRAPHIE

ACCORDS DE LOCARNO (1925).

ALEMBERT (d'). — *Histoire des membres de l'Académie française morts depuis 1700 jusqu'en 1771.*

Annuaire de la Société des Nations, 1920-1927.

Annuaire de la Société des Nations, 1928.

BEAUREPAIRE (de). — *L'abbé de Saint-Pierre. Discours de réception de M. G. de Beaurepaire à l'Académie de Rouen.*

BENTHAM (Jeremy). — *Works of Jeremy Bentham collected under superintendance of his executor John Bowring. Tome II.*

BEUVE-MERY. — *La théorie des Pouvoirs publics d'après François Vitoria et ses rapports avec le droit contemporain. (Thèse 1928).*

BONNARD. — *Essai sur la conception d'une Société des Nations avant le xx^e siècle. (Thèse 1921).*

BOURGEOIS (Léon). — *L'œuvre de la Société des Nations, 1920-1923.*

BRUNET. — *La Société des Nations et la France.*

CHARLIER (Raymond). — *Pierre Dubois, précurseur du pacifisme et de l'arbitrage international.*

Conférence de la Haye de 1899.

Conférence de la Haye de 1907.

Cour permanente de Justice internationale (la)
publiée par la Section d'Information du Secrétariat de la S.D.N.

CRUCÉ (Emeric). — *Le nouveau Cynée.*

DROUET. — *L'abbé de Saint-Pierre ; l'homme et l'œuvre*
(Thèse de Lettres 1912).

DUBOIS (Pierre). — *De Recuperatione Terræ Sanctæ de Pierre Dubois*, publié par Ch. Langlois.

Les Fondateurs du droit international public.
Vitoria par Barthélemy et *Suarez* par Rolland.

GEOUFFRE DE LAPRADELLE. — *Cours de droit international public* 1925-1926.

GOUMY. — *Etude sur la vie et les écrits de l'abbé de Saint-Pierre* (Thèse de Lettres 1859).

GRALINSKI. — *Le règlement pacifique obligatoire des différends internationaux suivant le pacte de la Société des Nations* (Thèse 1925).

HODÉ. — *L'idée de Fédération internationale dans l'Histoire ; les précurseurs de la Société des Nations* (Thèse 1921).

HOJER (Olof). — *Le Pacte de la Société des Nations.*

— *La solution pacifique des litiges internationaux avant et depuis la Société des Nations.*

KANT (Emmanuel). — *Essai philosophique sur la paix perpétuelle.*

LACROIX (Mgr). — *Un apôtre de la Paix : l'abbé de Saint-Pierre* (Grande Revue, mai 1919).

LALOUEL. — *La Société des Nations, ses origines, son organisation, ses résultats.*

LAVALLAZ. — *Essai sur le désarmement et le pacte de la Société des Nations.*

LE FUR (Louis). — *La paix perpétuelle et l'arbitrage international* (Revue générale de Droit international public, 1909).

MAKOWSKI. — *La conciliation, l'arbitrage et le règlement judiciaire.*

MATHIEU. — *Evolution de l'idée de Société des Nations* (Thèse 1923).

MILENKOVITCH. — *Le problème de la Sécurité européenne d'après les Accords de Locarno.*

OPPENHEIM. — *Le caractère essentiel de la Société des Nations* (Revue de Droit international public).
Pacte de la Société des Nations (1919).
Pacte Kellog (1929).

POINCARÉ. — *Lettre à M. Ruffin* (1924).
Protocole de Genève (1924).

ROUSSEAU (Jean-Jacques). — *Extrait du Projet de Paix perpétuelle de M. l'abbé de Saint-Pierre.*
— *Jugement sur la Paix perpétuelle.*

SAINT-PIERRE (abbé CASTEL DE). — *Projet pour rendre la Paix perpétuelle en Europe* (2 volumes).

- *Projet de Traité pour rendre la paix perpétuelle entre les souverains chrétiens* (1717), Tome III.
- *Abrégé du projet de paix perpétuellement, inventé par le roi Henri le Grand... approprié à l'état présent des affaires générales de l'Europe* (1729).
- *Projet d'une paix perpétuelle et générale entre toutes les Puissances de l'Europe* (1747).
- *Annales politiques.*
- *Ouvrages de morale et de politique.*
- *Manuscrits* (Rouen).

SCELLE (Georges). — *La Société des Nations à Genève ; les débuts de son évolution.* (Revue politique et parlementaire, 1921).

- *La Société des Nations ; sa nécessité, son but, ses origines, son organisation* (1922).

SEROUX D'AGINCOURT. — *Exposé des projets de paix perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre (et de Henri IV), de Bentham et de Kant* (Thèse 1905).

SIÉGLER-PASCAL. — *Un contemporain égaré au XVIII^e siècle. Les projets de l'abbé de Saint-Pierre* (Thèse 1900).

La Société des Nations, publiée par la Section d'Information du Secrétariat de la S.D.N.

SOULLIER. — *La Société des Nations ; son organisation, ses caractères, son œuvre générale, son rôle dans le maintien de la paix.* (Thèse 1924).

SULLY. — *Economies royales.*

TERASAKI. — *William Penn* (Thèse 1925).

VESNITCH. — *Deux précurseurs du pacifisme et de l'arbitrage international : Dubois et Crucé.*



Nous tenons à remercier tout particulièrement M. Ch. Dupuis, membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, qui a bien voulu nous permettre de consulter des notes personnelles prises par lui sur le Projet de Paix Perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre. Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de notre profonde gratitude.

PRÉFACE

Pour la première fois dans l'Histoire, en 1919, à la suite d'une guerre qui a dépassé toutes les autres en horreur, et pour en éviter le retour, les gouvernements ont formé entre les belligérants une association juridique destinée à maintenir la paix parmi eux, substituant ainsi à l'idée matérielle de la force l'idée morale du droit dans les rapports entre Nations.

Le grand rêve séculaire d'une Société des Nations devint enfin une réalité.

Le pacte de 1919 est apparu à plus d'un comme tout à fait nouveau ; avant lui, on avait connu des traités d'alliance et d'amitié, mais il s'agissait généralement d'ententes à caractère guerrier. Cependant, au cours des siècles, on avait parlé d'union entre les peuples, plusieurs mêmes avaient ébauché des projets de ligue des nations, mais jamais aucun d'eux n'avait vu mettre son projet à exécution.

Cette noble conception de 1919 n'est donc pas le produit d'un seul cerveau, mais la réalisation d'aspirations de tous les hommes de progrès d'hier et d'aujourd'hui.

L'idée première d'une organisation politique interna-

tionale n'appartient pas au Président Wilson ; il eut seul cependant le pouvoir de la faire sortir du domaine des penseurs et des pacifistes, et d'en faire une réalité vivante, en recueillant l'adhésion, et l'adhésion active, des gouvernements, sauf celle des Etats-Unis. Il usa de ce pouvoir pour créer un instrument capable de rendre les guerres, non pas impossibles, mais moins faciles. Le pas était désormais franchi.

La Société des Nations telle qu'elle a été conçue à Genève d'après les différents projets élaborés au cours de la guerre : nations coordonnées sous l'autorité d'un Conseil supérieur qui les éclaire sur leurs intérêts, les départage dans leurs querelles, et au besoin leur impose les solutions que la justice dicte à leurs différends, n'est point chose nouvelle ; des plans de cette sorte existaient déjà, inspirés aussi par l'amour de l'humanité.

Parmi les constructeurs, la France en compte quelques-uns : Dubois, Crucé, Sully, l'abbé de Saint-Pierre, Jean-Jacques Rousseau ; en Espagne, on remarque Vitoria et Suarez, et en Allemagne Kant. Penn et Bentham se rattachent au groupe anglo-saxon.

De tous ces esprits éclairés, l'abbé de Saint-Pierre fut certainement le plus convaincu et le plus curieux, et aussi le plus décrié par ses contemporains. Les événements qui ont suivi la grande guerre l'ont tiré de l'oubli.

La joie de l'abbé de Saint-Pierre aurait été profonde s'il lui avait été permis d'assister à la réalisation de son projet le plus cher : la constitution d'une Société des Nations. Il aurait pu, sans que sa douce figure marquât

quelque étonnement, participer aux travaux d'élaboration du pacte, et, avec grande aisance, prendre ensuite place autour du tapis vert de Genève. C'est ce que nous voulons montrer.

Pierre DUBOIS

Le premier plan de paix universelle qui soit connu vient d'un avocat de Coutances, Pierre Dubois, qui l'a exposé en latin dans son livre « *De Recuperatione Terrae Sanctae* » écrit vers 1305, publié seulement en 1611.

Dubois préconise la pacification générale, chrétienne, comme seul moyen de reprendre la Terre Sainte aux Mahométans. Il s'agit donc d'une *Société entre Chrétiens*, et dont seraient exclus les Infidèles. La discorde qui règne en Europe est regardée comme un empêchement à toute intervention contre les Turcs ; il faut donc commencer par établir la bonne entente entre les Princes de l'Europe.

Par quel moyen y parvenir ?

Dubois écarte l'idée d'un chef suprême de l'humanité, soit en la personne de l'Empereur, soit en celle du Pape, La plus grande justice et la plus grande égalité doivent régner, et le droit international ne sera respecté que dans une entente entre les Chefs d'Etats réunis en un *Concile* ou *Congrès*. Les membres de ce congrès seront entièrement égaux, sans que la question de catholicité entre en jeu.

Le lieu de résidence sera Toulouse.

Il ne suffit pas d'un engagement des Princes à respecter la paix pour que celle-ci soit maintenue : une *procédure d'arbitrage* doit être instituée afin de trancher les conflits susceptibles de s'élever. « Le Concile nommera des arbitres religieux ou autres, hommes « sages, experts et fidèles, qui, après avoir prêté ser-
« ment, éliront, pour l'une et l'autre partie, trois juges
« parmi les prélats, trois autres parmi les laïques ; ce
« seront des gens dans l'aisance et tels qu'ils ne puis-
« sent pas être corrompus par l'amour, la haine, la
« crainte, la concupiscence... »

La sentence prononcée pourra ne pas satisfaire les parties ; on en appellera alors au Saint-Siège.

En ce qui concerne la procédure des débats, tout est réglé suivant le droit civil.

C'est donc, en définitive, une *République chrétienne* que demande Dubois, avec une *organisation arbitrale* au sommet de laquelle se trouve le *Saint-Père*.

Dans le « *De Recuperatione Terrae Sanctae* », l'auteur, poussé par un désir insatiable de progrès, traite encore de sujets aussi nombreux que différents : suppression du pouvoir temporel des papes, transformation des monastères de femmes en lycées de jeunes filles, enseignement des langues vivantes, etc... Ces réformes devront précéder ou maintenir la paix.

Considérer l'établissement d'une Société des Nations juridiquement organisée et munie d'un tribunal arbitral comme seul moyen d'assurer la paix perpétuelle était

entreprise toute nouvelle à une époque où la question d'union entre les peuples, regardée aujourd'hui comme indispensable à leur vitalité, ne préoccupait nullement les esprits.

François de VITORIA

François de Vitoria, dominicain espagnol qui enseigna la théologie à Salamanque, de 1526 à 1546, a exprimé l'idée qu'il se faisait des rapports entre les peuples dans ses « *Relectiones de Indis et de jure belli* ».

Ces Relectiones sont des leçons de théologie, mais certaines questions internationales y sont traitées.

C'est dans cet ouvrage que l'on trouve, pour la première fois, le terme de *jus inter gentes*, et qui est pris dans le sens de lien juridique qui unit les nations entre elles.

Vitoria ne conçoit pas que les nations puissent vivre isolées les unes des autres, sans qu'il y ait entre elles aucun rapport de droit. Au principe de l'indépendance des Etats, défendu par plusieurs, il substitue celui d'*interdépendance*, justifié par la solidarité politique qui est à la base de la société internationale.

« Il y a eu une *societas naturalis* des nations... Il y a eu à l'origine du monde une époque où tout était commun ; les individus avaient des droits égaux sur l'ensemble des choses ; puis, les groupes nationaux se sont formés, s'attribuant plus particulièrement certains territoires ; mais — et c'est ici qu'intervient comme

« l'idée d'un contrat social international — jamais
« l'intention des nations n'a été de supprimer par cette
« division le commerce naturel ; les individus ont donc
« conservé certains droits qui étaient communs à l'état
« de nature ». (J. Barthélemy).

De cette idée d'organisation juridique embrassant l'humanité entière, découlent, pour chaque communauté d'Etat, le droit et même le devoir de faire respecter ce qui revient à ses membres, c'est-à-dire le droit au commerce qui, pris dans un sens général, comprend : les droits de circulation et de navigation ; les droits d'immigration et de naturalisation ; le droit de commerce proprement dit ; les droits de prédication et de colonisation ; enfin le droit de guerre qui sanctionne tous les autres.

Vitoria a bien senti l'interdépendance des nations et en a formulé le principe, mais il n'est pas allé jusqu'au bout de son idée : il n'a pas montré la nécessité qu'il y a à donner à cette société un organe universel, une force internationale, indispensable pour resserrer les liens qui unissent ses membres et pour assurer à chacun d'eux le respect de ses droits ; seul l'Etat lésé est compétent pour poursuivre l'Etat coupable et c'est par la voie de la guerre qu'il cherche à obtenir justice. Toutefois, Vitoria demande que la cause qui décide la partie lésée à prendre les armes soit la réparation d'une injustice : pas de guerre juste sans cause légitime, à moins que celui qui entreprend les hostilités soit de bonne foi. De même, il prie les Princes de ne recourir à la guerre qu'à la dernière extrémité, lorsqu'ils y sont absolument contraints.

Il y a un abîme entre l'ébauche d'organisation internationale de Vitoria et le plan élaboré par son devancier Dubois.

Le mérite de Vitoria est d'avoir soutenu avec vigueur que les nations, qui ne sont pas faites pour se clore chez elles et pour vivre dans l'isolement, formaient une société universelle. Il refuse à l'Empereur et au Pape toute domination sur cette Société ; mais il ne parle pas de son organisation. Il reconnaît à chacun de ses membres certains droits ; mais parmi ceux-ci se trouve le droit de guerre ; or, le but poursuivi par tous les constructeurs de sociétés des nations est précisément celui de créer un organe puissant, seul compétent pour faire régner la justice, et de le pourvoir de moyens tels que le recours à la guerre soit, non plus un mode de procédure habituel, mais extraordinaire.

Vitoria a-t-il pensé réellement que cette société pouvait vivre juridiquement, sans autre organisation ? Il est plus vraisemblable qu'il a voulu simplement affirmer le principe de son existence, s'en rapportant aux générations suivantes pour en aménager les rouages.

François SUAREZ

Un autre théologien espagnol, le jésuite François Suarez (1548-1617), s'est occupé, accidentellement n'étant pas internationaliste de profession, de questions internationales qu'il a traitées dans deux de ses ouvrages : le « *Tractatus de legibus ac Deo legislatore* » et le « *De bello* » qui fait partie du « *De triplici virtute theologali* ».

La théorie de Suarez sur le *jus gentium* se trouve dans le « *de Legibus* ».

Le *jus gentium* est « le droit que tous les peuples et les différentes nations doivent observer entre eux ». Ce droit est basé sur l'existence d'une sorte de *Société des Etats* : « le genre humain, quoique divisé en plusieurs peuples et en divers royaumes, présente toujours quelque unité, non seulement spécifique, mais encore politique et morale, unité que commande le précepte naturel d'amour mutuel et de charité qui s'étend à tous, même aux étrangers.

..... « Si chaque Etat, république ou royaume, constitue en soi une communauté parfaite, il n'en est pas moins vrai que chacune de ces communautés est aussi membre d'un ensemble qui constitue le genre

« humain. Ces communautés ne peuvent se suffire à
« elles-mêmes dans leur isolement et ont besoin de
« relations, d'aide réciproque et de société pour assurer
« leur développement ».

Suarez a bien compris qu'il existait une *communauté humaine* : les Etats, unis par un certain lien, constituent une société dont l'organisation juridique relève du *jus gentium*.

Dans le « *De bello* », Suarez étudie le *droit de guerre*.

Quand un litige s'élève entre deux Puissances, celles-ci ne peuvent recourir à un juge suprême puisqu'il n'en existe pas ; c'est aux parties que revient le soin d'appliquer le droit, de faire triompher la justice, et la procédure employée sera la guerre.

La théorie du droit de guerre, chez Suarez, est fondée tout entière sur l'idée de *justice*, à laquelle vient s'ajouter celle de *charité*. Il faut alors chercher ce qui est juste ou ce qui est injuste dans une guerre pour conclure de sa légitimité ou de sa non légitimité.

La guerre est-elle, en soi, un bien ou un mal ?

La guerre, en soi, n'est pas contraire à la loi chrétienne ; la guerre défensive est permise, le droit de défense étant, pour chaque peuple comme pour chaque individu, un droit naturel ; souvent même, elle est nécessaire ; la guerre offensive n'est pas toujours un mal ; elle est permise et est même obligatoire quand elle est commandée par la défense de droits violés.

Toutefois, pour que la guerre soit juste, certaines conditions sont requises .

Elle doit être déclarée par l'autorité compétente : « la

« guerre entreprise sans autorité légitime n'est pas seulement contraire à la charité, elle est aussi contraire à la justice, même si elle a une juste cause ». Cette mesure n'intéresse que la guerre offensive, quiconque souffre d'une agression ayant le droit d'y répondre ; elle doit avoir une cause légitime ; une cause n'est légitime que si elle est la réparation d'un préjudice, réparation qui ne peut être obtenue autrement que par la voie des armes. La juste cause de la guerre se résume ainsi : « infliger une juste peine à celui qui, ayant causé un tort, se refuse à fournir une juste satisfaction en dehors de la guerre ». Prendre ainsi les armes n'est pas aller contre la justice et la charité ; il n'en est pas de même pour celui qui, sans juste cause, entreprend la guerre ; la réparation des torts commis lui revient alors.

En dernier lieu, Suarez édicte certaines règles à observer dans la conduite des hostilités et qui sont basées toutes sur les deux grands principes de la justice et de la charité.

Malgré l'idée qu'il a eue de l'existence d'une solidarité entre les Etats, Suarez ne s'oppose nullement à la guerre ; bien plus, il la conçoit comme l'exercice d'un droit, c'est-à-dire la considère comme légitime tant qu'elle respecte la morale.

Ce n'est pas là, évidemment le point de vue auquel se sont placés les précurseurs de la Société des Nations, et on pourrait être quelque peu étonné de voir Suarez figurer parmi ces derniers ; mais Suarez a subi l'empreinte de son temps : il se borne à compléter l'œuvre de ses prédécesseurs théologiens sur le droit de guerre, se fai-

sant remarquer par la grandeur de l'idée morale sur laquelle il fait reposer l'exercice de ce droit.

Ce qui vaut à Suarez la place qu'il occupe dans cette étude, c'est, d'abord, la définition qu'il a donnée de la *Société des Etats*, puis l'idée qu'il a émise à propos de l'*arbitrage* dans un passage du « *Tractatus de legibus ac Deo legislatore* » : « On se demande si les souverains « sont obligés de s'en rapporter à l'arbitrage des gens « de bien..... je crois que l'affirmative est très probable, « car on est tenu d'éviter la guerre par tous les moyens « possibles et honnêtes... Mais il faut faire sur ce point deux observations : le souverain n'est pas obligé de s'en « rapporter au jugement de ceux qu'il n'a pas lui-même « institués comme arbitres ; il faut donc que les arbitres « soient agréés par les deux parties ; mais on n'aime pas « beaucoup à employer ce moyen, aussi y recourt-on « très rarement ».

Suarez se déclare nettement pour l'arbitrage ; il pense que c'est la meilleure voie à suivre pour trancher les conflits entre Etats ; mais il estime son emploi très difficile, l'accord de l'un et l'autre des souverains en litige étant indispensable pour le choix des arbitres.

Suarez reconnaît bien que, dans un différend entre princes chrétiens, le Pape peut évoquer l'affaire devant lui sans accord préalable de ces princes ; mais on répond à cela que le Pape n'intervient que lorsqu'il le veut bien, entre princes chrétiens seulement, et que son arbitrage a le caractère d'un arbitrage spirituel, la constitution d'un tribunal arbitral laissant intacte la souveraineté des Etats qui, selon Suarez, est chose sacrée.

Emeric CRUCÉ

Dans « *Le nouveau Cynée, ou Discours des occasions et moyens d'établir une paix générale et la liberté du commerce par tout le monde* » (1623), Eméric Crucé, s'adressant aux monarques de son temps, donne un plan de Société internationale.

Ce titre de nouveau Cynée est tiré d'une histoire de Plutarque dans laquelle Cynée, conseiller de Pyrrhus, prêche la paix à son maître ; comme ce sage, Crucé se pose en défenseur de la paix.

Crucé laisse de côté les révolutions intérieures ; il affirme que les causes des guerres étrangères peuvent se ramener à quatre : l'honneur, le profit, la réparation de quelque tort, l'exercice, la religion et le débordement des peuples à la recherche de nouvelles demeures ne doivent pas être mentionnés : celui-ci se fait rare maintenant, celle-là, comme l'expérience le vérifie, ne sert, le plus souvent, que de prétexte.

La guerre entreprise pour l'honneur est la plus commune et semble la plus légitime : « Si le désir d'honneur est naturel à une âme généreuse, il est bienséant

« qu'elle le cherche dans l'exercice des armes, puisque
« toute la gloire en dépend, selon le jugement com-
« mun ». Mais c'est là une erreur : « Nuire et tuer est
« une chose facile » ; un acte à la portée de l'animal le
plus petit soit-il et devant lequel nous pouvons succom-
ber ne mérite pas notre estime. La vaillance vulgaire,
qui consiste dans la force, n'est donc pas digne de tant
de louange ; de plus, l'honneur acheté à prix de sang
ne peut être que misérable et honteux.

La guerre pour le profit cause de bien grands maux
et n'a souvent pour résultat qu'un profit douteux ; elle
réserve fréquemment à celui qui l'entreprend l'appau-
vrissement, la servitude et les outrages au lieu de la
réparation à laquelle il aspire, et, si quelques soldats
s'y enrichissent, beaucoup n'y trouvent que la mort, les
blessures ou les maladies ; le mal vient plus vite que le
bien : l'histoire et l'expérience le prouvent.

Une troisième occasion de guerre se présente aux Prin-
ces qui ont à rentrer en possession de quelque ancien
droit où à se venger d'un tort reçu. D'abord, ce procédé
n'aboutit pas au résultat désiré : les Princes « pour une
« lieue de pays qu'ils voulaient gagner sur les usurpa-
« teurs en ont perdu cinquante et ont mis en danger
« leur Etat ; quelques-uns y ont laissé l'honneur et la
« vie ». Ensuite, ce procédé n'est pas légitime et est mal
fondé : « les Monarchies.... viennent immédiatement de
« Dieu.... qui donne les sceptres et les ôte quand bon
« lui semble, en ôtant pareillement le moyen de les
« recouvrer ». Il y a là une très belle pensée que Crucé
pouvait mettre en avant étant donnée l'influence que

l'idée de Dieu exerçait sur l'esprit des hommes de cette époque, et qui se manifestait dans leurs actes.

Dieu est par conséquent le maître des Monarchies : si Dieu enrichit une puissance au détriment d'une autre, celle-ci doit se souvenir que la même faveur a été accordée à ses prédécesseurs et les a portés à la gloire. Les Princes ont à se soumettre à la volonté du Créateur : « il n'est pas en puissance des hommes de rompre un ordre divinement établi ».

Quant à la guerre pour l'exercice, il est plus difficile d'y remédier, les hommes étant impatients de repos, surtout les gens de guerre, hommes bien portants et forts qui trouvent dans la prise des armes, de quoi assouvir leur activité. « Le monde n'est pas fait pour de tels gens », dit Crucé, « il les faut tous envoyer aux canni- bales et sauvages qui n'ont rien de l'homme que la figure ; maudit naturel qui cherche le repos dans l'inquiétude, l'honneur en l'infamie et le passe-temps en l'inhumanité ».

Pour entretenir la force et la valeur militaire, pour éviter l'oisiveté des gens de guerre établis sur les frontières, on pourra recourir à divers procédés employés jadis par les Romains : tournois, représentations de batailles terrestres et navales, chasse, répression des vols et des brigandages.

Crucé condamne la guerre en général, non seulement par respect de la dignité humaine, mais en invoquant encore le bien-être économique auquel il consacre une partie de son ouvrage.

De la guerre, Crucé passe à l'organisation de l'institution pacifique sur laquelle reposera la paix universelle. Les souverains entretiendront perpétuellement, dans une ville quelconque, des ambassadeurs qui formeront une *assemblée* chargée de *juger* les différends susceptibles de s'élever entre les Princes ; les parties seront représentées par leurs propres ambassadeurs qui se chargeront d'exposer les plaintes de leurs maîtres ; les jugements seront prononcés par tous les autres membres de l'assemblée. Pour autoriser davantage le jugement, les grandes Républiques, telles que Venise et la Suisse, auront également leurs agents au lieu de l'assemblée ; mais seuls seront juges titulaires les envoyés des Monarchies, les députés des Républiques ne devant intervenir qu'en cas de partage des voix. Le territoire de Venise semble être l'endroit le plus favorable comme siège des ambassadeurs : « Il est comme neutre et indifférent à tous les Princes ; « il est proche des plus signalées Monarchies de la terre ».

Etouffant toute affection pour son pays et faisant preuve d'une grande impartialité, Crucé ne pense qu'au bien de la Société, sans mettre en avant celui de la France : il accorde à chacune des puissances représentées le rang qui semble le mieux lui convenir ; la préséance sera donnée au Pape, « tant à cause de l'honneur que lui défèrent « les Princes chrétiens et du devoir qu'ils lui rendent « presque tous, en fait de spiritualité, que pour le respect de l'ancienne Rome de laquelle il est le Seigneur « temporel ».

Viendra ensuite l'Empire turc, Constantinople, qui est le siège de l'Empire oriental, allant de pair avec Rome.

Crucé n'exclut donc pas les Infidèles, et c'est là un point sur lequel il se sépare nettement de Pierre Dubois. Prendront place au sein du conseil l'Empereur chrétien, les rois de France, d'Espagne, de Perse et d'Ethiopie, la Tartarie, la Chine et la Moscovie ; puis la Grande-Bretagne, la Pologne, le Danemark, la Suède, le Japon, le Maroc, le Grand-Mogol et les autres monarques des Indes orientales et occidentales. La présidence de l'Assemblée sera donnée au doyen d'âge ou à chaque membre à tour de rôle. La tâche de cette assemblée est résumée dans le passage suivant : « Cette compagnie jugerait les débats qui « surviendraient tant pour la préséance que pour autre « chose, maintiendrait les uns et les autres en bonne « intelligence, irait au devant des mécontents et les apaiserait par la voie de la douceur, si faire se pouvait, ou, « en cas de nécessité, par la force ». Ainsi ce n'est pas seulement un arbitrage universel, c'est encore l'*exécution* par la *contrainte* des décisions données par l'arbitre : ceux qui s'opposeraient aux décisions prises par l'assemblée à la pluralité des voix seront poursuivis par les armes, grâce à l'action militaire entreprise collectivement par les nations juges.

La paix universelle ne pourra être maintenue qu'à ce prix ; tant que les souverains ne communiqueront pas entre eux par l'entremise de leurs ambassadeurs, ils empiéteront forcément les uns sur les autres pour étendre leur puissance et recourront à la force sur le moindre prétexte.

Crucé est un simpliste : il ne demande pas le remaniement des royaumes ; les Princes devront se contenter de

leurs possessions actuelles ; la paix s'établira sur les faits acquis ; ce sera le maintien du *statu quo*.

Pour l'exécution du plan, Crucé fait appel à l'initiative du Pape, personne la plus capable, dont le devoir sera de « moyenner une concorde générale entre les Princes « chrétiens ». A l'égard des Musulmans, ce sera le roi de France qui, « pour le crédit et la réputation qu'il a « parmi eux, pourra plus aisément les faire condescen-
« dre à la paix ».

Il est intéressant de noter l'influence exercée par Crucé sur de grands esprits tels que Leibnitz et principalement Grotius. Leibnitz dit lui-même qu'il a entendu parler du nouveau Cynée, mais qu'il n'a jamais pu en prendre connaissance, ne sachant où le trouver. Grotius, au contraire, pendant un séjour qu'il fit en France, a certainement lu l'ouvrage de son contemporain, bien qu'il n'en fasse allusion nulle part. Dans son « *De jure belli et pacis* » (1625) il parle de l'utilité d'une assemblée à laquelle les Princes chrétiens soumettraient leurs différends et qui aurait un pouvoir de contrainte pour assurer l'exécution de ses jugements. Cette idée de contrainte, qui est une idée éminemment française, reflète bien la conception que Crucé a eue d'une organisation internationale pour le maintien de la paix.

SULLY

Après la mort d'Henri IV, Maximilien de Béthune, Duc de Sully, ministre et ami du roi, se retira dans ses terres et employa ses loisirs à dicter ses mémoires : « *Mémoires sages et royales économies d'Etat, domestiques, politiques et militaires de Henry le Grand, l'exemplaire des rois, le prince des vertus, des armes et des lois, et le père en effet de ses peuples français et des servitudes utiles, obéissances convenables et administrations loyales de Maximilien de Béthune, l'un des plus confidents familiers et utiles soldats et serviteurs du grand Mars des Français* ». Elles sont dédiées « à la France, à tous les bons soldats et tous peuples français ».

Dans ce livre se trouve un projet de paix définitive, dénommé par Sully « le Grand Dessein d'Henri IV ». Sully prétend que les idées qui y sont exprimées sont celles de son maître, et non les siennes propres, son rôle s'étant borné à les rédiger. Malgré cette affirmation, il est hors de doute que, pour leur assurer plus de crédit, Sully ait préféré prêter au roi des idées qui ne sont que le produit de son imagination.

Plusieurs allusions à l'organisation de la paix perpé-

tuelle, se contredisant d'ailleurs, sont faites en différents passages des Economies royales ; mais il ne sera tenu compte, dans cette étude, que du projet proprement dit exposé en cinq articles.

Crucé, dans son nouveau Cynée, en 1623, ne fait aucune allusion au Grand Dessein d'Henri IV ; celui-ci vraisemblablement a du être écrit après cette date, entre 1623 et 1638.

PREMIER ARTICLE

« Consistant à spécifier l'étendue, les bornes et les limites que devraient avoir chacune des dominations, et de quelle nature elle serait estimée. »

Sully, pour établir la paix, commence par refaire la carte de l'Europe en révisant les frontières : la paix doit être conditionnée par *l'équilibre* des Puissances ; on est loin du maintien du statu quo de Crucé. Quinze grands Etats, de même étendue et de même richesse, seraient formés ; pour arriver à établir une balance absolue entre ces Etats, certains seraient diminués au profit des plus faibles.

Ces quinze *dominations*, comme les appelle Sully, comprendraient six monarchies électives, cinq monarchies héréditaires et quatre républiques.

Les monarchies électives seront les suivantes : les Etats de l'Eglise augmentés du royaume de Naples — l'Empire très diminué — la Hongrie agrandie de l'archiduché d'Autriche, de la Styrie, de la Carinthie et de la Carniole, de la Transylvanie, de l'Esclavonie, de la Bosnie et de la

Croatie, la Pologne, la Bohême, la Seigneurie de Venise unie à la Sicile.

Les monarchies héréditaires se composeraient de la France, de la Grande-Bretagne, du Danemark, de la Suède et de la Norvège, de la Lombardie.

Les dominations de forme populaire seraient formées par la République Helvétique, la République Italienne (Florence, Mantoue, Parme, Plaisance, Modène et Règè ; Gênes et Lucques, Mirandole, Piombine, Corregio, Final, Monaco), la République des Belges ; la quatrième n'était pas mentionnée.

La Russie ne fera pas partie de la République européenne, pour les raisons suivantes : sa domination s'étend en trop grande partie en Asie ; les nations qui la composent, par suite de leur diversité et de leurs mœurs barbares, n'arriveraient pas à s'entendre avec les différents peuples européens ; son éloignement serait un obstacle à l'efficacité de tout secours venant de la confédération ; à cela s'ajoute la question de religion.

Sully, dans un passage précédent des ses mémoires, avait déjà annoncé que la distribution des quinze Etats qui formeront « cette grande, magnifique et toujours « pacifique République très chrétienne » se fera » sans « agression militaire, déclaration de guerre ni hostilité ». Pour la délimitation exacte des frontières, on aura recours aux « accommodements amiables ».

En somme, pour Sully, une paix durable ne pouvait être obtenue qu'à la suite d'un remaniement complet des Puissances à la suite duquel l'Autriche se trouverait démembrée. Une guerre ayant pour but l'abaissement de

la Maison d'Autriche apparaissait comme les préliminaires indispensables à l'établissement de la paix perpétuelle : c'était la paix par la guerre.

DEUXIEME ARTICLE

« Consistant à établir un ordre pour la subsistance des diverses religions en sorte qu'il n'en pût arriver aucun trouble. »

Les trois religions : la romaine, la protestante et la réformée seront tolérées ; ceux qui ne voudront pas se conformer à l'une d'elles n'auront qu'à s'expatrier. Bien que le principe de la tolérance absolue ne soit pas encore proclamé, il y a là une certaine liberté de conscience.

TROISIEME ARTICLE

« Consistant à donner quelque forme à sept divers conseils, à savoir, un qui serait universel et six particuliers qui auraient soin d'entretenir en amitié et bonne union tous les potentats chrétiens, et de terminer promptement tous les différends qui pourraient intervenir entre eux. »

Un *tribunal arbitral* serait ainsi créé afin de trancher les différends susceptibles de s'élever entre les membres de la République européenne, sans avoir à recourir aux voies de fait.

Le Conseil général se composera de 40 membres ; le Pape, l'Empereur, la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne en nommeront chacun quatre, les autres Puissances deux. Chaque année, chacune des dominations, à tour

de rôle, désignera le siège de la résidence du Conseil général ; ce sera une ville du centre de l'Europe : Metz, Luxembourg, Nancy, Cologne, Mayence, Trèves, Francfort, Wisbourg, Heidelberg, Spire, Worms, Strasbourg, Bâle, Besançon.

Voici quelles seront les attributions du Conseil général : « Il prendra connaissance des propositions universelles, des appellations interjetées des conseils particuliers et de tous les desseins, guerres et affaires, qui importeront à la République très chrétienne », c'est-à-dire qu'il sera compétent pour toutes les affaires intéressant les membres de la Confédération considérés dans leur ensemble, et qu'il sera, de plus, tribunal d'appel.

Plus loin, dans les mémoires, on trouve qu'il sera reconnu au conseil un pouvoir de *contrainte* pour assurer le respect de ses arrêts ; ses décisions, une fois rendues, ne seront pas seulement obligatoires, elles seront aussi exécutoires. Cette exécution est même poussée très loin : chaque Etat fournira un contingent minutieusement fixé pour obliger l'Etat récalcitrant à l'observation de la sentence.

Les six conseils particuliers s'occuperont des cas secondaires. Ils auront chacun un siège différent : Dantzig, Nuremberg, Vienne, Bologne, Constance ; le sixième n'était pas encore désigné.

La compétence de chaque conseil particulier s'étendra à un certain nombre de pays et se répartira ainsi :

Conseil de Dantzig : Danemark, Norvège, Suède, Pologne et autres provinces du nord-est,

Conseil de Nuremberg : Empire, Empereur, Princes, villes, états et communautés de Germanie.

Conseil de Vienne : Bohême, Moravie, Silésie, Luzatie, Hongrie, Archiduché d'Autriche et ses possessions nouvelles : Silésie, Carinthie, Carniole, Transylvanie et autres.

Conseil de Bologne : Pape, Vénétie, Candie, Malte, Sicile, Naples, Lucques, Florence.

Conseil de Constance : Lombardie, Mantoue, Montferat, Piémont, Savoie, Tyrol, Suisse, Grisons, Valaisiens et leurs alliés.

Conseil du siège non désigné : France, Espagne, Grande-Bretagne, dix-sept provinces des Pays Bas.

QUATRIEME ARTICLE

« Consistant à établir de bons ordres de police et milice pour la subsistance d'une guerre continuelle contre les Infidèles et pour les contributions d'argent, de gens de guerre, de vaisseaux, artillerie, machines, munitions et vivres que devra fournir chaque potentat. »

Le développement de cette proposition est précédé d'un rappel : les quinze dominations, une fois formées, prendront l'engagement solennel des respecter les bornes qui leur seront posées ; si l'une d'elles venait à manquer à son serment, les autres, se liguant en un seul corps, réuniraient leurs forces et se chargeraient de ranger l'Etat réfractaire à la raison. Quelques pages plus haut, Sully disait encore que la « République très chrétienne étant une fois établie, nul des associés ne

« s'en pourra départir ni séparer sans attirer sur lui la
« malveillance de tous les autres, voire leur agression
« par la guerre ». A cet effet, chaque Puissance apportera, en hommes et en argent, sa contribution que Sully indique en détail. Les Puissances chrétiennes se serviraient également de cette force armée dans leur défense contre les Infidèles, non seulement dans le but de conserver intact le territoire de la chrétienté, mais encore dans celui de l'augmenter. La guerre contre les Turcs sera « un moyen de décharger les Etats de leur mauvaise humeur ». Sully ne se contente donc pas seulement d'exclure les Turcs de sa société, qui est essentiellement une société chrétienne, mais il préconise encore la guerre contre eux comme dérivatif aux passions belliqueuses.

CINQUIEME ARTICLE

« Consistant en expédients propres pour empêcher tous mécontentements d'Etat contre Etat et de prince contre prince, et pour maintenir cette universelle république très chrétienne en une assiette toujours tranquille dans elle-même. »

Les articles précédents établissent les principes propres à faire régner la tolérance religieuse, à fixer les limites des dominations, à former un organisme arbitral ; maintenant un règlement général est nécessaire pour maintenir cet état de choses. Ce règlement sera proposé, délibéré et conclu par les quinze associés de la République européenne, réunis en assemblée générale.

Le plan de Sully a, sans doute, des imperfections, mais

il est d'un grand intérêt : d'abord, l'idée très française d'une force internationale, mise au pouvoir d'une autorité internationale, y apparaît d'une manière très nette; ensuite, c'est le mieux conçu des projets à une époque où on ne parle pas encore du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et où l'on ne peut ainsi limiter l'expansion des conquérants que par une seule idée, celle de l'équilibre, le fondement de l'équilibre étant dans la nécessité de maintenir la paix.

William PENN

Parmi les précurseurs anglo-saxons de la Société des Nations, William Penn, quaker convaincu, fondateur de la colonie américaine de Pensylvanie, est le premier qui se soit occupé d'une façon méthodique de la question de paix.

Son « *Essay towards the Present and Futur Peace of Europe* » date de 1693. Il est divisé en neuf chapitres.

Penn, après avoir constaté les maux multiples qui naissent de la guerre : sang versé, appauvrissement, arrêt de l'industrie, etc... cherche le procédé propre à leur suppression. La paix seule peut les faire disparaître, puisqu'elle seule est capable de préserver de la guerre, source de tous ces malheurs. C'est par la justice que la paix se maintiendra.

Toute guerre devra être bannie, car même une guerre entreprise par suite de violation d'un droit ou d'intérêt lésé, c'est-à-dire fondée sur la justice, est « un remède presque toujours « pire que le mal » ; l'agresseur, même s'il triomphe, ne réussit que très rarement à obtenir ce qu'il convoite, et ce qu'il convoite est peu de chose à côté du sang coulé.

Pour établir en Europe la paix si désirable et si nécessaire, Penn demande que les souverains, « pour la même raison qui pousse les hommes à la vie sociale, « l'amour de la paix et l'ordre, consentent à se faire « représenter par leurs délégués dans une *Diète générale* ». Tous les différends qui s'élèveraient entre un souverain et un autre, et qui ne seraient pas réglés par l'intermédiaire des ambassadeurs, seraient portés devant cette assemblée. Si quelque souverain refusait, soit de présenter ses réclamations à la Diète, soit d'exécuter les jugements en recourant aux armes ou en différant dans sa soumission, tous les autres souverains réduiraient par la *force* le récalcitrant à accepter et à exécuter la sentence rendue. Il lui incombrerait, comme amende, le paiement des frais de la procédure et même des dommages-intérêts en faveur de la partie lésée.

La composition de cette Diète générale, ou Etats généraux, ou Parlement européen, sera basée, non pas sur le principe juridique de l'égalité des Etats, mais sur le principe politique qui tient compte de leur importance respective : chaque Etat enverra un nombre de délégués proportionnel à sa valeur politique : l'Allemagne aura 12 délégués, l'Espagne et la France 10, l'Italie 8, l'Angleterre 6, les Provinces Unies, la Suède et la Pologne 4, Venise, le Portugal et le Danemark 3, les Treize Cantons et les petites souverainetés avoisinantes 1, le duché d'Holstein et le duché de Courlande 1. Au cas où la Turquie et la Russie participeraient à la Diète, elles auraient chacune 10 délégués. Penn n'est donc nullement réfractaire à l'admission des Turcs et des Russes.

Le nombre des délégués se montera ainsi à 90 et formera une assemblée nombreuse ; mais Penn déclare que la solennité des débats dépendra de l'importance de l'assemblée. Toutefois, il n'accorde qu'une voix à chaque délégation.

La première session de la Diète aura lieu dans une ville du centre de l'Europe ; ensuite, les délégués choisiront librement la ville qui sera le siège de leurs réunions.

Penn se montre préoccupé de la question de préséance, qui était si grave alors puisqu'elle était devenue une cause de guerre ; il a recours à une combinaison vraiment originale et prévoit une salle de délibérations ronde avec plusieurs portes, afin que les représentants puissent entrer et sortir simultanément. L'égalité, tout au moins en ce qui concerne les grands Etats, sera ainsi respectée.

L'égalité se retrouvera dans la présidence qui sera attribuée à tour de rôle.

La procédure sera écrite.

Pour éviter la corruption, le vote se fera au scrutin secret ; la majorité requise sera des $3/4$ des votants ; chaque souverain, sous peine de sanctions, devra se faire représenter ; l'abstention dans la discussion ne sera pas tolérée.

Penn est catégorique en ce qui concerne le choix de la langue dont on fera usage à la Diète : il y en aura deux, ou le latin ou le français, mais elles ne seront pas simultanées ; la première sera employée par les gens de droit, la seconde par les gens de qualité.

Penn prévoit les objections que son dessein suscitera : les souverainetés les plus prospères et les plus puissantes ne consentiraient jamais à la Ligue européenne, et, même si elles y adhéraient, on pourrait craindre que leur décision n'ait pour but que la corruption ; la disparition des guerres entraînerait l'effémination de l'humanité ; une grande pénurie d'emplois pour les frères cadets de famille serait la conséquence de la disparition des armées ; quant aux pauvres, qui ne pourraient plus s'engager, ils n'auraient pour vivre que le produit de leurs vols.

Pennes écarte ces objections et montre les réels avantages qui découleraient de sa proposition : le sang humain ne coulerait plus, la chrétienté recouvrerait son prestige, les dépenses de guerre seraient supprimées, l'enseignement développé, les malheurs secourus, le commerce assuré, les nations reverraient la prospérité matérielle, les Princes seraient unis par des liens d'amitié personnelle, enfin, l'humanité jouirait d'un bonheur qu'elle n'a jamais connu depuis l'émiettement de l'Empire romain.

L'ouvrage de Penn est extrêmement intéressant en ce sens que, écrit par un Anglais, il ne reflète nullement la conception anglo-saxonne de la Société des Nations.

D'abord, ce n'est pas en puritain que Penn s'occupe de politique, mais bien en homme d'Etat ; pour lui, la paix est toujours préférable à la guerre ; il ne se préoccupe pas des objections que peut faire naître le scrupule religieux d'un quaker.

Ensuite, ce n'est pas en Anglais qu'il pose le problème de la paix ; il a eu connaissance du « Grand Dessein

d'Henry IV », a vécu plusieurs années de sa jeunesse en France, et c'est bien guidé par l'influence française qu'il cherche une organisation qui soit vraiment forte : Penn ne redoute pas l'emploi de la contrainte ; or, c'est là une idée éminemment latine.

La conception anglo-saxonne est la suivante : les membres de l'organisation internationale ne doivent jamais recourir à la guerre sans s'être adressés à un corps dans lequel, par avance, ils auraient publiquement placé leur confiance ; mais, une fois que cette autorité pré-constituée se sera prononcée par une parole de vérité et de justice, il n'y aura pas à recourir à la contrainte parce que la vérité et la justice s'imposent d'elles-mêmes. Si tel Etat est reconnu fautif, il ne pourra pas persister dans son attitude, agir contre l'équité et se heurter à la volonté de Dieu parce qu'il serait alors pervers par nature, sans moralité, et qu'un Etat ne peut pas exister sans cette dernière.

La conception anglo-saxonne est profondément imprégnée de religiosité et de morale.

Tout autre est la pensée française dont le but est de chercher à grouper les Etats en une Société munie, non seulement de pouvoirs législatifs et judiciaires, mais aussi de pouvoirs exécutifs. Dans la société des hommes, on crée l'Etat et on lui reconnaît le pouvoir de contrainte sur les hommes ; de même, dans la société internationale, il est indispensable de créer un organe qui ait, sur chacun des Etats, le même pouvoir que sur chacun des individus, non seulement en ce qui concerne les lois et les jugements, mais en ce qui intéresse l'exécution de toutes ses

décisions : il faut que l'organisme international soit muni du pouvoir de contrainte.

Les auteurs étudiés jusqu'ici, comme ceux qui le seront par la suite, adoptent tous cette idée, exception faite pour Bentham, dont la tournure d'esprit est l'expression même de la pensée anglo-saxonne dans toute sa pureté.

L'abbé de SAINT-PIERRE

SA VIE

Charles-Irénée Castel de Saint-Pierre naquit le 13 février 1658, au château de Saint-Pierre-Eglise, près de Barfleur, dans le pays qui s'étend entre Cherbourg et Harfleur.

Son père était bailli du Cotentin et gouverneur de Valognes.

La famille Castel de Saint-Pierre était de noblesse très ancienne, et même illustre ; mais peu fortunée. Le futur abbé, le second de cinq enfants, de complexion délicate, dut renoncer à la carrière des armes ; il entra alors dans les ordres, sans vocation, sa naissance lui en tenant lieu. Il commença ses études à Rouen, en 1667, au collège des Jésuites, et les termina à Caen, également chez les Jésuites. Il fut un humaniste médiocre ; seules, la philosophie et surtout la physique cartésienne l'attiraient.

À vingt ans à peine, il commençait son « *Projet pour diminuer le nombre des procès* ». Il termina ses études et entra dans les ordres mineurs ; il est probable qu'il ne

reçut jamais la prêtrise, car il assiste comme témoin à des mariages, au baptême de ses neveux, sans administrer lui-même les sacrements. ce qu'il n'eût pas manqué de faire s'il en avait eu les pouvoirs.

A l'en croire, il aurait eu quelque velléité de se faire moine : « Segrais, homme d'esprit, me dit un jour que « cette fantaisie de se faire religieux ou religieuse était « la petite vérole de l'esprit, et que cette maladie prenait « ordinairement entre quinze et dix-huit ans. Je fus atta- « qué à dix-sept ans de cette maladie... mais ça n'a été « qu'une petite vérole volante dont je n'ai point été marqué ».

Il n'eut jamais de goût pour la théologie : « L'habitude « que j'ai prise de raisonner sur des idées claires et « distinctes ne me permet pas de raisonner longtemps sur la théologie ».

En 1676, son père mourait en lui laissant, à titre de cadet, dix-huit cents livres de rente ; cette somme était modeste mais suffisante à l'époque pour assurer l'indépendance de l'abbé. Il végéta quelque temps dans son pays natal, et, en 1680, prit le coche et partit pour la capitale.

Il s'installa dans le faubourg Saint-Jacques, avec son ami Varignon, camarade de collège, abbé comme lui, qui allait bientôt se faire un nom dans les sciences, et dont il n'avait pas voulu se séparer. Il reçut souvent ses deux amis Fontenelle et l'abbé de Vertot qui venaient passer la moitié de la semaine dans la petite maison du faubourg Saint-Jacques : Varignon et l'abbé de Vertot logeaient tout en haut, l'abbé de Saint-Pierre au-dessous,

Fontenelle en bas ; et, l'après-midi, les quatre amis se rendaient au jardin du Luxembourg pour parler, discuter et profiter de leurs critiques mutuelles. La petite société de la « cabane », comme l'abbé appelait lui-même sa demeure, ne dura que trois ans ; des emplois nouveaux en avaient dispersé les membres.

L'abbé de Saint-Pierre logea pendant quelques années en chambres garnies, dans différents quartiers, afin de voir plus commodément les personnes qu'il désirait fréquenter.

Arrivé à Paris, il étudia d'abord les sciences, qu'il abandonna ensuite pour la morale jugeant que la connaissance de celle-ci pouvait contribuer, plus que la connaissance de la physique et des mathématiques, à rendre les hommes heureux et vertueux ; puis, persuadé que la morale n'était pas la science la plus importante pour le bonheur des hommes, il la délaissa pour la politique.

En ce qui concerne ses études scientifiques, il put satisfaire son goût en fréquentant Fontenelle, son compatriote, qui eut une grande influence sur lui, et qu'il avait déjà connu à Rouen alors qu'il y faisait un séjour pour quelque procès de famille.

Ami de Segrais, celui-ci l'introduisit chez Mme de la Fayette où il rencontra Nicole.

Le salon de la marquise de Lambert lui fut ouvert par Fontenelle. Ce salon devint bientôt l'antichambre de l'Académie : « On n'était guère reçu à l'Académie que l'on ne fût présenté chez elle et par elle. Il est certain qu'elle a bien fait la moitié de nos académiciens actuels ». (D'Argenson).

En 1695, l'abbé prenait place au sein de l'illustre assemblée. Il n'avait encore rien publié et fut reçu de confiance. L'amitié de Fontenelle, la protection de la marquise, sa préférence marquée pour les Modernes (c'était l'époque de la querelle des Anciens et des Modernes et l'Académie s'était nettement prononcée pour ceux-ci), lui furent des titres suffisants. Son discours de réception fut, paraît-il, médiocre ; mais il s'en félicitait, trouvant qu'ainsi il ressemblait davantage à son auteur, ce qui, tout au moins, témoigne de sa modestie.

Deux ans auparavant, l'abbé s'était dirigé vers la Cour en achetant la charge d'aumônier de Madame, mère du futur Régent. Il nous apparaît alors sous son véritable jour ; il est au comble de ses vœux : il fait sur la politique des réflexions qui le mèneront à des découvertes de grande utilité pour la fidélité des hommes : «le spectacle est
« ici plus beau pour un réfléchisseur et même plus intéressant qu'en aucun lieu du monde en prenant une
« charge à la Cour, je n'ai fait qu'acheter une petite loge
« pour voir de plus près des acteurs qui jouent souvent,
« sans le savoir, sur le théâtre du monde, des rôles très
« importants... je vois jouer tout à mon aise les premiers
« rôles, et je les vois d'autant mieux que je n'en joue
« aucun, que je vais partout et que l'on ne me remarque
« nulle part... j'amasse ici des matériaux pour en former
« un jour quelque édifice qui puissent être de quelque utilité... » L'abbé de Saint-Pierre n'allait plus avoir qu'à faire de beaux projets pour le bonheur de l'humanité.

Il se débarrassa de sa charge en 1723 pour avoir plus de

loisirs pour méditer et pour composer, mais il conserva un logement au Palais-Royal.

Aussitôt débarqué à la Cour, il respira le courant d'opposition qui y circulait ; il se mit du côté de ceux qui formaient la petite cour du duc de Bourgogne ; on était las de la guerre et on aspirait à la paix. L'abbé, comme les autres, fixa son attention sur ce sujet, et, de ses réflexions, sortit en 1713 le fameux projet de Paix Perpétuelle.

A la fin de la guerre de Hollande, il fut envoyé à Utrecht comme secrétaire de l'abbé de Polignac, plénipotentiaire chargé de négocier le traité de paix.

En 1716, il publia son « *Mémoire sur l'établissement de la taille tarifée* » où étaient hasardées quelques réflexions peu flatteuses pour la mémoire du roi. En avril 1718 parut le « *Discours sur la Polysynodie* » dans lequel le gouvernement de Louis XIV était fort malmené ; l'Académie en fut bouleversée, et, à l'unanimité, le doux rêveur en fut exclu sans qu'on voulût entendre ses explications ; une seule voix lui resta fidèle, celle de Fontenelle. On ne lui donna pas de successeur jusqu'à sa mort, mais on défendit à Maupertuis qui lui succéda de prononcer son éloge.

Peu de temps après son expulsion, il eut le bonheur de contribuer à la formation du « Club de l'Entresol ». Il portait ce nom parce qu'il était installé place Vendôme, à l'entresol, dans l'hôtel du président Hénault. A l'Entresol, chacun pouvait penser tout haut ; il fut loisible à l'abbé d'exposer ses rêves humanitaires et de satisfaire sa

douce manie de réformer les abus qu'il avait remarqués dans les différentes parties de l'Administration.

Il y développa en effet une activité prodigieuse et y apporta nombre de projets sur l'administration, l'instruction, le dénombrement, la marine, les finances, la morale, etc... Mais on parlait trop politique au Club de l'Entresol. L'abbé de Saint-Pierre, tout inoffensif qu'il était, contribua à indisposer les puissances contre le Club : « Vous avez là, à votre conférence, un politique « triste et désastreux », disait le cardinal de Fleury à l'abbé Alary qui en avait été le fondateur. Une autre fois, il l'interpella plus durement encore : « Dites à vos Messieurs de l'Entresol qu'ils prennent garde à leurs discours et que des étrangers même sont venus s'en plaindre à moi ».

L'Entresol ferma ses portes. L'ardeur de l'abbé n'en fut pas ralentie ; il continua à écrire des mémoires politiques : quand il s'agissait de concevoir des projets, il devenait intarissable.

Il passa les dernières années de sa vie faisant des voyages à Saint-Pierre, son pays natal, visitant souvent l'abbaye de Tiron qui se trouvait sur le parcours de Paris à Chenonceaux et dont il était commanditaire depuis 1703 ; son rêve eût été une petite abbaye en Normandie ; mais il ne se réalisa jamais. La présence à Chenonceaux de sa vieille amie Mme Dupin, dont il était l'enfant gâté et qui le recevait chez elle, l'attirait également en Touraine.

L'abbé mourut d'une attaque d'apoplexie le 29 avril 1743, dans sa maison, 16, rue du Faubourg Saint-Honoré. Il avait 85 ans. Sur les registres de l'Académie, on lit :

« L'Académie a appris aujourd'hui avec douleur la mort
« de l'abbé de Saint-Pierre, arrivée le 29 avril de cette
année ». C'était la formule habituelle ; mais le secrétaire, soit par ordre, soit pris d'un remords de conscience, a effacé les mots « avec douleur ».

Voltaire, quelque temps avant sa mort, était venu le voir et lui avait demandé comment il considérait le passage suprême : « Comme un voyage à la campagne ». lui avait-il répondu.

D'Argenson nous a laissé un passage curieux sur la fin de l'abbé : « L'abbé de Saint-Pierre, en mourant, a fait
« ses devoirs de chrétien, ayant sa famille et ses valets
« autour de lui... ayant fini ce devoir, il fit appeler le curé
« et lui dit qu'il n'avait à se reprocher que cette action,
« qu'il ne croyait pas un mot de tout cela, que depuis
« longtemps il n'avait trahi la vérité qu'en cette occasion ».

S'il n'a pas été incrédule, sa foi est toutefois des moins orthodoxes : il professait un dédain souverain pour les dogmes et la théologie, qu'il appelait des « inventions de prêtres ». L'existence de Dieu, la spiritualité, l'immortalité de l'âme, les récompenses et les peines d'outre-tombe, voilà les seules vérités auxquelles il adhère sans réserve.

Il mourut en disant ce mot : « Espérance » qui résume toute sa vie : jusqu'à ses derniers moments, il espéra l'établissement de la paix perpétuelle, et cet espoir seul lui fut un bonheur.

L'abbé de Saint-Pierre nous apparaît comme une âme parfaitement bonne, d'un désintéressement rare ; lorsqu'il

vint à Paris, malgré la modicité de ses revenus, il en donna une partie à son ami Varignon qu'il emmenait avec lui, disant ces paroles charmantes : « Je ne vous donne « pas une pension, mais un contrat, afin que vous ne « soyez pas dans ma dépendance, et que vous puissiez « me quitter pour aller vivre ailleurs quand vous com- « mencerez à vous ennuyer de moi ». Pareille générosité peut se rencontrer, mais certainement pas si profonde délicatesse.

Ses mœurs étaient douces, égales et pleines d'indulgence ; quand la conversation tournait à la médisance ou à la calomnie, il le faisait remarquer : « Ne parlez des « absents que comme vous voudriez qu'ils parlassent de vous ». Il blâmait rarement, il excusait souvent et louait volontiers ce qui était louable. Patient, simple, modeste et effacé, sans faste, il ne rechercha jamais les honneurs, aimant le bien public plus que la gloire. Indifférent aux sarcasmes dont il était l'objet, il travailla toujours et uniquement pour le bonheur de tous. Il a été un philanthrope, un réalisateur ; il a voulu introduire dans le domaine de la réalité les idées cantonnées jusqu'alors dans le domaine de la théorie.

Personne n'a été plus digne que lui du titre de « solliciteur public » qu'il ambitionnait. « Donner et pardonner », telle était sa devise. Il a été l'homme de bien par excellence, et « n'eût-il conservé ce titre pour tout bagage « dans la postérité, c'est quelque chose de plus que celui « de plus d'un grand écrivain de son temps » (George Sand).

LE PROJET DE PAIX PERPÉTUELLE

de l'Abbé de SAINT-PIERRE

En 1712 paraissaient pour la première fois les « *Mémoires pour rendre la paix perpétuelle en Europe* ». La date de 1712 prouve que ce n'est pas à la suite des négociations d'Utrecht que le projet a été conçu. L'abbé de Saint-Pierre le dit d'ailleurs lui-même dans la préface : « Il y a environ quatre ans.. que je me suis mis à chercher « si la guerre était un mal absolument sans remède et « s'il était entièrement impossible de rendre la paix « durable ». L'ouvrage doit le jour à la circonstance suivante : dans le courant de l'hiver 1706, l'abbé voyageait en Normandie ; sa chaise versa et s'embourba ; pendant qu'on la réparait, il pensa « à la perte immense qui « devait se faire dans l'Etat à cause du mauvais état de « la voirie ». Peu après, en 1708, il publia le « *Mémoire sur la réparation des chemins* ». « Je finissais de mettre « la dernière main à ce mémoire, dit-il, lorsqu'il m'est « venu à l'esprit un projet d'établissement qui, par sa « grande beauté, m'a frappé d'étonnement ». On ne voit guère quelle corrélation il peut y avoir entre le Mémoire

sur la réparation des chemins et le Projet de Paix perpétuelle, mais, ce qui est certain, c'est que l'origine de ce dernier ouvrage est vraiment curieuse.

Les critiques ayant fait un grand nombre d'objections à l'auteur, il se crut obligé d'approfondir davantage la matière et de fortifier son système. Il publia en 1713 les deux premiers volumes du « *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe* » et le troisième en 1717. Ce dernier était déjà achevé en 1715, mais la mort de Louis XIV en avait retardé l'impression. Il est dédié au Régent et porte comme titre : « *Projet pour rendre la paix perpétuelle entre les souverains chrétiens, pour maintenir toujours le commerce libre entre les nations, pour affermir beaucoup davantage les Maisons souveraines sur le trône, proposé autrefois par Henri Le Grand, roi de France, agréé par la reine Elisabeth, par Jacques 1^{er}, roi d'Angleterre, son successeur, et par la plupart des autres potentats de l'Europe* ».

Soit par ignorance, soit pour attirer l'attention sur son ouvrage, l'abbé le place sous le patronage d'Henri IV; il reporte au roi l'honneur de l'invention, ne réclamant pour lui que le mérite d'avoir éclairci son projet.

Comme l'ouvrage était long, l'abbé publia en 1729, l'*Abrégé du Projet de paix perpétuelle inventé par le roi Henri le Grand, approuvé par la reine Elisabeth, par le roi Jacques, son successeur, par les Républiques et par divers autres potentats, approprié à l'état présent des affaires générales de l'Europe, démontré infiniment avantageux pour tous les hommes, nés et à naître, en général et en particulier pour tous les souverains et pour les Mai-*

sons souveraines », mettant en un seul volume ce qu'il y avait de plus important dans les trois autres et « en y ajoutant des considérations nouvelles ». Il contient cinq articles, fondamentaux.

Cet abrégé eut une nouvelle édition, corrigée et augmentée en 1738, et qui forme le tome 1^{er} des « *Ouvrages de Politique* ».

En 1747 paraissait encore un tout petit abrégé de moins de cent pages.

Dans les « *Annales politiques* » se trouvent, et par deux fois, les cinq articles fondamentaux.

Ces différentes publications du Projet de Paix perpétuelle montrent à quel point il tenait au cœur de l'abbé.

Le projet sera analysé dans cette étude tel qu'il est exposé dans les trois volumes de 1713 et de 1717. Les cinq articles du traité fondamental contenus dans le recueil de 1729, et qui résument d'une façon concise les parties essentielles du projet, serviront à en donner une vue d'ensemble.

*
* *

« Mon dessein est de proposer des moyens pour rendre « la paix perpétuelle entre tous les Etats chrétiens ». C'est ainsi que débute l'abbé de Saint-Pierre dans la préface de son ouvrage.

Les maux de la guerre avaient inspiré à l'abbé de Saint-Pierre « la résolution de pénétrer jusqu'aux premières sources du mal et de chercher, par ses propres « réflexions, si ce mal était tellement attaché à la nature

« des souverainetés et des Souverains qu'il fût absolu
« ment sans remède ;... s'il était impossible de trouver
« des moyens praticables pour terminer *sans guerre* tous
« leurs différends futurs et pour rendre ainsi entre eux
« la paix perpétuelle. »

Il y a des remèdes aux guerres, soit pour se dispenser de les entreprendre, soit pour ne pas y succomber quand elles ont été entreprises ; mais ceux employés jusqu'alors par les souverains : promesses écrites dans les traités de commerce, de trêve, de paix, ou dans des traités de garantie ou de ligue offensive et défensive, n'offriront jamais de « sûreté suffisante ». Un remède efficace existe cependant, et c'est ce que l'abbé veut démontrer.

Il y a là une idée très énergique, qui sera développée avec beaucoup de hardiesse, et qui semble propre à satisfaire l'esprit.

La préface se continue et se termine par les motifs du projet, contenus dans sept discours, que l'abbé expose brièvement pour les reprendre ensuite et les étudier, avec détail, dans les différents chapitres qui composent l'ouvrage.

PREMIER DISCOURS

« La constitution présente de l'Europe ne saurait jamais produire que des guerres presque continuelles parce qu'elle ne saurait jamais procurer aucune sûreté suffisante de l'exécution des traités. »

« L'équilibre de puissance entre la Maison de France et la Maison d'Autriche ne saurait procurer de sûreté suffisante, soit pour la conservation des Etats, soit pour la continuation du commerce. »

« L'histoire des siècles précédents, l'expérience que nous avons de ce qui s'est passé jusqu'ici devant nos yeux, ne nous ont que trop fait connaître que les guerres s'allument aisément... mais tout le monde ne sait pas que les moyens que l'on a jusqu'ici mis en usage pour les prévenir sont, par eux-mêmes, très inefficaces, et que, tels qu'ils sont présentement, ils n'ont nulle proportion avec l'effet que l'on veut bien s'en promettre. »

L'abbé se propose donc, dans son premier discours, de mettre en relief l'inefficacité de ces moyens qui sont au nombre de deux : l'un qui regarde les traités, l'autre l'équilibre entre deux Maisons.

La paix règne entre les hommes tant qu'il n'y a rien à se partager, mais, dès qu'il y a un bien à se disputer, ils ne sont pas assez sages pour abandonner une partie de leurs prétentions afin de goûter toujours des biens procurés par la société ; l'intérêt alors les divise.

Il y a bien des sources de querelles : « désir de se « dédommager d'un tort que l'on croit avoir reçu, de se « venger par représailles, de prendre ou de reprendre ce « que l'on regarde comme le sien ; jalousie de puissance, « de réputation ; envie de mortifier, d'abaisser un voi- « sin dont on croit avoir sujet d'être mécontent », et l'équité d'un des prétendants ne saurait être suffisante pour les éviter, car, à quoi cela servirait-il, s'il se mettait de lui-même à la raison, si l'autre ne s'y met pas ?

Il faut donc terminer les différends qui surgissent entre les prétendants et mettre des bornes à leurs prétentions. Deux moyens s'offrent à eux : s'ils sont membres de quelque société permanente, la loi, s'ils n'en font pas partie,

la force, c'est-à-dire la guerre ; c'est à ce dernier moyen qu'ont recours les souverains d'Europe puisqu'ils n'ont aucune *société permanente* entre eux, aucune loi propre à décider *sans guerre* leurs différends ; peu importe que les cas qui peuvent donner source aux différends soient prévus et tranchés dans les traités puisque ces derniers, simples recueils de promesses respectives, ne peuvent être considérés comme des lois inviolables, chacun pouvant y passer outre. Seule, *une société permanente et suffisamment puissante*, véritable force supérieure, pourra mettre fin aux caprices. Il existe, il est vrai, des sociétés permanentes : les treize souverainetés suisses, les sept souverainetés des Pays-Bas ; mais, pour être réellement puissantes, il faudrait qu'elles comprennent un nombre d'associés suffisant, ce qui n'est pas.

Pour terminer le différend, il faut donc recourir à la guerre, et encore elle n'y met fin que momentanément puisque, par la suite, les prétentions, jamais anéanties, renaissent, et, accrues de celles des divers successeurs des souverains, renaissent plus fortes. Les prétentions ne peuvent être réellement terminées que par la destruction de l'un ou de l'autre des prétendants : « Depuis qu'il y a des
« souverains dans le monde... les différends n'ont point
« été parfaitement terminés que par la chute et la ruine
« des maisons souveraines et par le bouleversement de
« leurs états ».

Séuls, les prétendants qui sont en *société permanente et suffisamment puissante* échappent à cette destruction, puisque la société est régie par des lois qui interviennent pour rétablir l'union parmi ses membres.

Tel est le premier inconvénient du défaut de société ; il est malheureusement suivi d'autres.

Pas de *sûreté suffisante* pour les souverains et leur postérité, puisqu'il n'y a pas de *société permanente* pour les protéger contre les ambitions de leurs voisins dans les périodes de faiblesse qu'ils peuvent traverser ; pas de *sûreté suffisante* dans les engagements mutuels pris dans les traités, puisqu'il n'y a pas de force permanente *suffisamment* supérieure pour les maintenir et pas d'autorité *suffisante* pour éclaircir une obscurité qui peut s'y trouver, les arbitres n'étant pas *suffisamment* puissants et parfaitement inébranlables sans *société permanente* ; pas de *sûreté suffisante* pour les souverains les plus sages qui, malgré les précautions prises pour rendre la paix durable, se trouveront forcément entraînés dans la guerre entreprise par un prince voisin mécontent de cette paix ; enfin, pas de relations commerciales continues entre les sujets des Etats chrétiens sans suppression de la guerre, c'est-à-dire sans *société permanente*.

En exposant les inconvénients causés par l'absence de société entre souverains, l'abbé de St-Pierre fait un parallèle extrêmement habile entre les maux dont souffrent les souverains et les avantages dont bénéficient les sujets d'un même Etat, vivant en société, c'est-à-dire régis par des lois communes, propres à maintenir la bonne entente, et auxquelles ils obéissent nécessairement parce qu'une force supérieure les y contraindrait en faisant naître en eux la crainte d'un mal plus fâcheux que l'objet de leur passion ne peut leur paraître agréable.

L'équilibre n'offre pas plus de sûreté : l'équilibre de puissance entre la Maison de France et la Maison d'Autriche ne saurait procurer de sûreté suffisante, soit pour la conservation des Etats, soit pour la continuation du commerce. L'abbé compare alors les avantages de l'Union qu'il préconise et le système de l'équilibre qui présidait aux relations internationales européennes à son époque.

Il est tout naturel qu'il prenne pour base de sa discussion le système de l'équilibre entre la Maison de France et la Maison d'Autriche puisque c'était celui qu'il avait sous les yeux ; d'ailleurs, la première mention officielle qui est faite de ce système se recontre dans le traité d'Utrecht dont l'abbé avait suivi les négociations.

« Qu'on lise l'histoire de l'Europe : qu'est-ce qu'a opéré ce malheureux système, sinon des guerres presque continuelles ; combien peu a duré la trêve de Vervins... combien de temps au contraire a duré la guerre depuis la fin de cette Trêve jusqu'à présent... Qui ne voit que dans le système de l'équilibre on ne trouve de sûreté que les armes à la main et qu'ainsi on ne peut jamais jouir de sa liberté qu'aux dépens de son repos ? ».

L'équilibre peut être comparé à une balance : la moindre cause peut lui conserver un mouvement premier, comme elle peut lui en donner un nouveau ; il est donc tout à fait impropre à assurer une paix durable ; au contraire, il semble favoriser l'ambition d'un des souverains qui, « étant en équilibre de puissance avec son ennemi, a autant de raison d'espérer que de sujet de craindre ». De plus, l'équilibre sera propice aux longs combats puis-

qu'il y aura des forces à peu près égales de part et d'autre.

Ces dangers seront évités dans l'union de l'Europe, tous les souverains n'ayant qu'un seul et même but : la conservation de la paix ; aucun prince ne se hasarderait à venir la troubler puisque ce serait pour lui sa mise au ban de l'Europe.

Si les princes les moins puissants peuvent espérer trouver une garantie contre l'ambition de l'une ou l'autre des puissances dans l'équilibre, il ne peuvent compter en rien sur ce système dans la guerre civile qui est « de tous les maux d'un Etat le mal le plus terrible ».

L'Union, par contre, en préservera les Etats, quels qu'ils soient, puisque la cause du souverain contre qui aura lieu la sédition sera rigoureusement défendue par tous les autres souverains.

L'équilibre ne s'établit qu'à la suite d'une guerre qui aura déjà demandé de grands sacrifices, et l'équilibre peut se rompre rapidement et entraîner à nouveau la lutte : des événements, échappant à toute combinaison politique et ne sachant faire l'objet de précisions exactes, peuvent surgir : affaiblissement d'une Maison par les minorités, les régences, etc... par la rupture d'équilibre entre ses alliés et ceux de l'autre puissance, inégalité de génie des souverains, c'est proprement dans les plus grandes places que l'on voit avec plus d'évidence la vérité du proverbe : « tant vaut l'homme, tant vaut la terre », et l'abbé compare le roi Charles-Quint avec Charles II, son arrière-petit-fils : « Quelle prodigieuse inégalité entre la puissance de l'autre », et avec des territoires égaux !

Aucun de ces défauts ne se retrouve dans le système de l'abbé dont la solidité ne dépend pas des hasards de la guerre, celle-ci étant devenue impossible ; une Maison peut s'affaiblir, disparaître même, mais l'Union restera intacte puisque ses membres se fortifient de ce que l'autre se sera affaibli,

Le système de l'équilibre ne supprime pas la guerre et n'occasionne donc que des dépenses ; l'Union serait une source d'économie en plus de la sûreté qu'elle présenterait. L'abbé calcule que, si elle avait été établie il y a deux cents ans, c'est-à-dire au début du ^{xvi}^e siècle, l'Europe serait quatre fois plus riche et les arts et les sciences auraient un plus large développement, grâce aux sommes plus grandes qui auraient pu leur être consacrées.

Pour l'abbé de Saint-Pierre, la guerre sera inévitable tant que les souverains n'auront pas recours au seul moyen efficace qui est « l'Union permanente de l'Europe » entière, perpétuellement représentée par des députés « de chaque prince dans une ville libre d'Europe ».

SECOND DISCOURS

« Les mêmes motifs et les mêmes moyens qui ont suffi pour former autrefois une société permanente de toutes les souverainetés d'Allemagne sont également en notre pouvoir et peuvent suffire pour former une société permanente de toutes les souverainetés chrétiennes. »

« L'approbation que la plupart des souverains d'Europe donnèrent au projet de société européenne que leur proposa Henri le Grand prouve que l'on peut espérer qu'un pareil projet pourra être approuvé par leurs successeurs. »

La difficulté est précisément d'organiser cette union, cette prépondérance de force qui doit demeurer fidèle au but proposé et qui ne doit pas se laisser aller à l'apathie et à l'indifférence.

La constitution d'une pareille société est-elle réalisable ? L'abbé de Saint-Pierre n'en doute pas et il appuie son affirmation sur les exemples tirés de l'histoire : l'union helvétique, l'union belge, et particulièrement l'union germanique ; les souverains d'Europe ayant à leur disposition les mêmes moyens que ceux employés pour la formation de ces unions, il n'y a pas de raison pour que ces mêmes moyens ne suffisent pas pour former une « société encore plus grande et qui pourra toujours croître jusqu'à ce qu'elle embrasse toute la chrétienté ».

L'abbé s'attache particulièrement à l'union germanique « parce que c'est un modèle plus en grand, parce qu'il y a eu plus de difficultés à la former, parce qu'il y a eu plus de convenance ».

A partir du ix^e siècle, sous le règne de Louis le Débonnaire et de ses successeurs, l'Empire commençait à s'affaiblir et les princes perdaient leur autorité à mesure qu'ils concédaient le gouvernement des duchés et des comtés aux ducs et aux comtes. Ces concessions, faites d'abord à vie, finirent par devenir héréditaires, et les bénéficiaires, jouissant de tout pouvoir, devinrent des souverains unis seulement à l'empereur par des liens très fragiles : versement de légers tributs, cérémonie de l'investiture ; la seule obligation qui subsistait était l'entretien et la fourniture de troupes à l'empereur en cas de guerre. Des

débris de la souveraineté impériale étaient donc nées des petites puissances particulières et des petites souverainetés subalternes.

L'abbé continue en décrivant les rapports qui existaient entre ces divers souverains : « Il était bien difficile, ou
« plutôt il était absolument impossible, qu'un si grand
« nombre de souverains, aussi voisins, aussi ambitieux,
« aussi jaloux de leurs droits, n'eussent souvent des dé-
« mêlés ensemble, soit pour des successions, soit pour
« l'exécution de quelque promesse, soit pour leurs limi-
« tes, soit enfin pour le commerce de leurs sujets ; ils
« n'avaient que la voie des armes pour obtenir leurs pré-
« tentions ; aussi vit-on alors en Allemagne, tantôt une
« contrée, tantôt une autre, tantôt toutes les contrées en-
« semble désolées et par les guerres du dehors et par les
« guerres du dedans... qu'on ne pouvait empêcher de
« renaître... il était naturel, dans ces calamités publiques,
« que chacun cherchât, selon l'étendue de son esprit,
« quelque préservatif propre à les faire éviter ou du
« moins quelque remède propre à les faire finir ; ce fut
« alors qu'on vit naître le plan de l'Union germanique,
« pour ne faire de tous les membres de l'Empire qu'un
« même corps, afin d'y conserver la paix, le commerce
« et l'abondance, et de donner à chaque souverain sûreté
« pour la conservation de ses Etats et pour l'exécution des
« traités ».

Ce plan fut d'abord considéré par quelques-uns comme inexécutable, très beau en théorie, mais inutile dans la pratique : « il faudrait pour espérer quelque exécution
« de ce projet que les souverains allemands fussent tous

« sages, équitables... il faudrait qu'ils fussent tels qu'ils devraient être et non pas tels qu'ils sont ».

D'autres lecteurs, au contraire, prêtèrent une égale attention aux motifs qui pouvaient pousser les princes à désirer cette union et aux difficultés d'exécution. Les motifs étaient les avantages que la société permanente donnerait à chacun des souverains ; les difficultés n'avaient pour cause que les avantages que chacun des souverains trouvait dans la non société ; or, les avantages tirés de l'état de société et ceux tirés de l'état de non-société ne se contrebalançaient nullement, les premiers étant de beaucoup supérieurs aux seconds ; les difficultés qui paraissaient au premier abord insurmontables disparaissaient alors ; faire accepter l'union semblait même entreprise facile : « Il n'était pas difficile de faire « agréer cette union à quatre ou cinq souverains, et, le « traité étant proposé de proche en proche, tantôt à l'un, « tantôt à l'autre, le nombre des confédérés pourrait « s'augmenter peu à peu », et pour cela « il n'est point « nécessaire que les souverains soient nés sans passions, « ni si raisonnables, ni tels qu'ils devraient être ; en un « mot, il suffit qu'ils soient précisément tels qu'ils sont ; « c'est en les supposant tels qu'ils sont en effet qu'ils ont « besoin de former la société germanique, pour augmen- « ter considérablement leur bonheur ».

Ce projet d'union germanique, qui semblait une chimère à la plupart des contemporains, fut appliqué et subsiste encore, ce qui prouve son efficacité ; et, cependant, l'union germanique avait deux grands défauts :
1°) les membres de l'Union, qui formaient des cercles

entre eux et qui élisaient un député par cercle, auraient dû décider que les députés de chacun de ces cercles, seraient tour à tour président de la Diète, alors que c'était le député de l'Empereur qui en était le président de droit ; les délibérations de la Diète ne portant que sur les propositions du Président, les intérêts de l'Empereur, souvent différents des intérêts de l'Empire, primaient donc ces derniers ; 2°) l'Empereur était le chef des armées de l'Empire ; les membres de l'Union auraient dû se réserver le choix de leur général, le droit de le révoquer et de nommer les principaux officiers.

Pour l'abbé de St-Pierre, ces deux défauts considérables ont été un obstacle à l'extension de l'Union germanique ; ils la « détruisaient insensiblement au dedans » et « l'empêchaient de s'accroître au dehors » ; sans eux, « l'union germanique... fût devenue insensiblement, « avec le temps, cette même Union européenne que je « propose aujourd'hui, mais quand ces Etats, quand « ces souverains ont vu qu'ils ne pouvaient entrer dans « l'Union germanique sans se donner l'Empereur pour « maître... cette seule considération les a toujours « empêchés de souhaiter d'être membres de cette République ».

L'exemple de l'Union germanique montre « ce que l'on « pourrait attendre d'une société semblable qui serait « exempte de ces deux défauts ».

L'auteur arrive à la conclusion suivante : il faut construire une confédération européenne sur le modèle de l'union germanique, ce qui est réalisable, puisque les raisons qui ont présidé à la formation de cette dernière se

retrouvent aujourd'hui et que les moyens à employer ne présentent pas plus d'obstacles que par le passé.

I. — Quels ont été les *motifs* qui ont poussé les souverains à entrer dans l'union germanique D'abord, conserver leurs territoires et leurs droits, puis, se protéger contre les guerres civiles, conspirations, révoltes ; conserver leur Maison sur le trône et protéger leurs enfants mineurs ; enfin, garantir l'exécution des traités, éviter la guerre et les maux qu'elle entraîne, maintenir le commerce étranger, source de grande richesse.

Les souverains d'aujourd'hui désirent ces garanties tout autant que les souverains de l'union germanique les ont souhaitées autrefois ; les mêmes motifs se retrouvent, et même à un degré plus fort : les guerres de religion sont venues accroître les luttes ; les échanges ayant considérablement augmenté, une interruption dans le commerce intérieur et le commerce extérieur serait une perte plus grande qu'au temps de la formation du corps germanique ; et, surtout, l'union européenne offre une sécurité incomparablement plus sérieuse que l'union germanique ; elle ne présentera pas seulement une grande sûreté, mais encore une *sûreté suffisante et parfaite*. Les membres de l'union germanique n'étaient pas à l'abri complet des luttes puisqu'ils pouvaient être attaqués par les Puissances étrangères, au contraire, « le corps européen sera
« si grand, si puissant, qu'il n'aura jamais à craindre, ni
« qu'un voisin fomenté la division, ni qu'il facilite le
« détachement d'aucun de ses membres, ni qu'il soit
« jamais assez puissant pour oser entreprendre de nuire
« à aucun ».

II. — Quels sont maintenant les *obstacles* que l'on peut rencontrer dans la formation de l'Union ? Il ne s'agit ici que d'un traité, ce qui réduit les obstacles aux difficultés d'obtenir le consentement des souverains.

L'obstacle le plus grand pourrait être la multitude des parties qui doivent donner leurs signatures. Il n'est point besoin que tous les membres figurent en même temps au traité ; l'adhésion des souverains se fait petit à petit, trois, quatre, avec possibilité pour les autres de le signer dans la suite. Le traité germanique a été signé par 200 souverains, alors que le traité européen ne le sera que par 18 à 24 ; il semble donc que celui-ci s'établira plus facilement que celui-là, et, d'autant plus facilement, qu'il offrira de plus grands avantages que la société germanique.

La grandeur des prétentions des parties, quand elles sont opposées, pourrait les éloigner du traité ; or, les prétentions des souverains d'Allemagne n'étaient pas moindres que celles des souverains d'Europe, et, les souverains d'Allemagne ayant donné leur adhésion à l'union germanique, il n'y a pas de raison pour que les princes ne donnent la leur à la formation de la ligue européenne.

Faut-il alléguer encore la multitude des prétentions, l'existence de souverains quinze ou vingt fois plus puissants que leurs voisins et pour lesquels une renonciation à toute conquête future semblerait être un dur sacrifice ? On répond à cela qu'il n'y aurait pas une plus grande quantité de prétentions soulevées entre les 24 souverainetés de l'Europe qu'entre les 200 puissances qui composaient le corps germanique et que nos princes les plus

puissants « ne le sont pas plus à l'égard des moins puissants que l'étaient les plus puissants des Allemands à l'égard des moins puissants de cette nation ».

La diversité des langues, la grande étendue de l'Europe, ne peuvent pas être considérées comme des empêchements à la formation de la ligue européenne, comme certains le prétendent : les affaires se traiteront par l'intermédiaire de députés parlant une langue commune, l'amélioration des voies de communication restreindra les distances.

Il est évident que, si les obstacles qui se sont dressés au moment de la formation de la ligue germanique se retrouvent aujourd'hui dans la formation de la ligue européenne, ils ne peuvent pas mettre un empêchement à la réalisation de cette constitution.

« L'union germanique s'est formée, et, sans doute, parce que les membres qui y entrèrent trouvèrent qu'à tout prendre, il y avait pour eux un plus grand avantage à signer le traité qu'à ne pas le signer ». Pourquoi alors les souverains actuels n'en feraient-ils pas autant ?

III. — La ligue germanique s'est formée parce que les raisons pour lesquelles les souverains allemands avaient à y adhérer étaient plus fortes que les obstacles qui se présentaient. Mais, alors, sur quelles bases s'est constituée cette union, et les *moyens* employés peuvent-ils servir encore aujourd'hui à nos princes ?

Les souverains allemands ont renoncé à toute prétention future : « Chacun se contenterait de ce dont il était en actuelle possession, suivant les termes des derniers

traités de paix ». Il fallait, en effet, commencer par établir des bornes immuables et incontestables. Rien n'empêcherait nos princes d'adopter cette règle.

Chaque souverain devait envoyer ses députés dans une ville libre et neutre, afin de concilier les différends susceptibles de naître de l'obscurité des traités ; une punition très sévère était prévue contre celui qui, refusant d'exécuter les traités et les jugements des arbitres, voudrait rompre l'union : c'était la mise au ban de l'Empire.

Pour maintenir l'union, il fallait penser à subvenir à ses besoins : ses membres devaient fournir des contingents proportionnés à leurs richesses.

Tels sont les moyens auxquels on a eu recours pour l'établissement de la confédération germanique ; « or, y a-t-il quelque obstacle invincible qui empêche les souverains d'aujourd'hui d'employer les mêmes moyens ? »

Nous avons même une supériorité sur les Allemands qui n'avaient aucun modèle de société permanente entre souverains ; nous avons pour nous instruire l'expérience de leurs défauts, et certainement, c'est un grand moyen de plus.

Nous jouissons également d'un second avantage : le perfectionnement de la science de la politique : « Tous les arts et toutes les sciences se sont perfectionnés depuis ce temps-là ; il n'est pas possible que l'art de négocier et la science de la politique ne se soient aussi perfectionnés ».

Pour signer le traité d'union européenne, nos princes ont des motifs plus puissants que n'avaient les princes

allemands pour signer le traité de ligue germanique ; les obstacles qu'ils rencontrent sont moindres ; les moyens qu'ils ont à leur disposition sont plus efficaces. L'abbé arrive donc facilement à la conclusion suivante : « Puisque la société germanique s'est formée malgré les « prédictions des anciens frondeurs, la société euro-
« péenne pourra se former encore plus facilement, mal-
« gré les prédictions des frondeurs modernes ».

L'abbé a encore sujet d'espérer que son projet pourra être approuvé par les princes, la plupart des souverains d'Europe ayant déjà donné leur approbation à un projet présenté par Henri IV, « le Solon européen à qui « Dieu a inspiré le premier les moyens de faire désirer « aux souverains d'Europe d'établir entre eux une police « équitable ». L'abbé avoue très modestement qu'il n'a pas la prétention de créer rien de nouveau : « Je ne fais « que ressusciter le plus beau et le plus glorieux projet « qui puisse jamais venir dans l'esprit du meilleur de « tous les princes. Je ne fais que demander aux souve-
« rains de ce siècle quelles raisons pourraient les empê-
« cher de rentrer dans les mêmes vues que leurs
« prédécesseurs avaient si fort goûtées dans le siècle
« précédent ».

L'abbé expose la manière dont le roi Henri IV était arrivé à concevoir son projet de paix perpétuelle.

C'est après la paix de Vervins, conclue entre la France et l'Espagne, en 1598, alors que l'Europe entière était toute bouleversée, que le roi chercha les moyens pour rendre la paix durable, et, si possible, perpétuelle, entre

les chrétiens. D'après l'abbé de Saint-Pierre, le roi Henri IV voyait dans l'inégalité qui existait entre les différentes puissances de l'Europe une des sources les plus importantes de guerre ; il proposait de rétablir l'égalité en augmentant la puissance des souverains les plus faibles au détriment de la Maison d'Autriche ; mais, ajoute l'auteur, le roi n'aurait pas eu recours à ce procédé, qui aurait coûté beaucoup de sang, s'il avait réfléchi que la société européenne pouvait remédier à ces inégalités sans aller jusqu'à déposséder une des Puissances ; il n'y aurait eu qu'à suivre l'exemple de la ligue germanique.

Henri IV voyait également parmi les sources principales des guerres l'absence d'arbitrage : « cette privation
« d'arbitrage permanent, écrit l'abbé, interprétant la
« pensée du prince, suffisamment intéressé à vouloir exé-
« cuter les décisions et suffisamment puissant pour les
« faire exécuter, est la seule et véritable source de toutes
« les guerres ».

Des négociations en vue de faire accepter le projet de « paix perpétuelle furent commencées sous le règne même d'Henri IV, et il fut approuvé, nous dit l'abbé, par 18 ou 19 souverains d'Europe : « Rien ne paraît
« plus naturel que de croire qu'un projet de traité qui a
« été approuvé comme très avantageux par 18 ou 19
« souverains d'Europe, il y a cent ans, peut encore être
« approuvé par leurs successeurs, si les mêmes raisons
« d'approbation subsistent et s'il n'y a point de rai-
« sons suffisantes pour les en détourner ; or, je soutiens
« que depuis ce temps-là, il n'est point né de nouveau
« motif suffisant pour détourner aujourd'hui aucun de

« leurs successeurs ; ainsi la preuve subsiste en son entier ».

L'auteur reconnaît l'objection qui pourra être soulevée ; il l'expose et il y répond : parmi les souverains qui avaient donné leur adhésion au projet, il y en avait qui devaient en tirer un grand avantage, par suite de l'extension de leur territoire opérée au détriment de la Maison d'Autriche ; leur décision avait dû être la conséquence de calculs intéressés. L'abbé répond que, espérance d'agrandissement mise à part, rien ne prouve que ces mêmes princes n'auraient pas donné leur adhésion car « la
« seule considération d'être en sûreté pour toujours et
« de jouir de tous les avantages d'une paix perpétuelle,
« et au dedans et au dehors », aurait été une raison grandement suffisante pour faire accepter le projet proposé

D'ailleurs, s'il se trouvait parmi les signataires quelques-uns qui eussent un espoir d'extension, il y en avait d'autres qui, participant aux frais de la guerre commune, s'apprétaient à entreprendre la lutte, seulement pour agrandir les autres, sans en tirer un avantage personnel ; il fallait bien alors « que les motifs qui les portaient au
« traité d'union européenne furent bien puissants puis-
« qu'ils approuvaient ce traité malgré la grande dépense
« où il devait les engager pour faire le profit de leurs
« alliés ».

Le projet de traité présenté par l'abbé de Saint-Pierre offre des avantages plus considérables que celui d'Henri IV puisque, dans celui-là, aucun souverain n'est forcé d'enrichir ses voisins du fruit de ses propres conquêtes ; l'abbé estime donc que son projet doit être adopté, et

d'autant plus que nos souverains rencontrent des obstacles moins grands que n'en avaient rencontré eux-mêmes les souverains d'autrefois : « L'approbation que la plupart
« des souverains d'Europe donnèrent au projet de la
« société européenne d'Henri le Grand prouve que l'on
« peut espérer qu'un semblable projet pourra être ap-
« prouvé par leurs successeurs durant le règne de Louis
« le Grand, son petit-fils ».

TROISIEME DISCOURS

« Si la Société européenne que je propose procure à tous les souverains chrétiens sûreté suffisante de la perpétuité de la paix au dedans et au dehors de leurs états, il n'y a aucun d'eux pour qui il n'y ait beaucoup plus d'avantages à signer le traité pour l'établissement de cette société qu'à ne pas le signer. »

L'auteur étudie successivement les différents avantages que peut procurer l'union, autrement dit, il montre les bienfaits du régime de paix substitué à celui de la guerre en mettant en parallèle les deux systèmes. L'abbé s'étend longuement sur ces avantages, et cette partie de son ouvrage, bien que remplie de vues extrêmement justes et intéressantes, présente parfois des longueurs.

La guerre met tout en branle ; tout y est instable ; les souverains peuvent espérer en profiter par l'agrandissement de leurs territoires, mais ils ont autant de raisons d'en craindre l'affaiblissement de leur Maison. Dans la paix apportée par l'union, pas d'espérance, mais aussi pas de crainte, puisque les bornes une fois fixées sont immuables.

Il s'agit alors de savoir si un souverain, ou plutôt une Maison, qui embrasse plusieurs générations, « a plus de sujet, dans le système de la guerre, d'espérer un agrandissement considérable de territoire et de revenu qu'elle n'a de sujet d'en craindre l'affaiblissement et le bouleversement entier ».

L'abbé suppose d'abord qu'il n'y ait que deux Maisons souveraines également puissantes en Europe. Par la paix, c'est-à-dire par la continuation du commerce, par l'absence de dépenses de guerre, chacune peut doubler le revenu de son état, sans courir aucun risque. Par la guerre, une des Maisons, si la chance lui sourit, peut obtenir le double, mais en ruinant l'autre maison ; de plus, si les événements tournent à son désavantage, elle perd tout.

Il semblerait alors que chacun des princes a autant de sujet de craindre de perdre son état que d'espérer de conquérir celui de son voisin. Cela est exact, mais ce qu'il risque de perdre vaut mieux que ce qu'il risque de gagner, ce qu'il hasarde dans la guerre étant le nécessaire qu'il possède contre un superflu égal qu'il veut posséder et dont il peut plus facilement se passer que du nécessaire ; « il est visible qu'il a plus sujet de craindre que « d'espérer, non du côté du hasard que l'on suppose égal, « mais du côté des choses hasardées qui, quoique égales « en elles-mêmes, sont inégales par rapport aux effets « qu'elles peuvent produire pour le bonheur ou le « malheur de celui qui hasarde ».

L'abbé passe ensuite à une autre supposition, celle de trois Maisons également puissantes qui se partageraient

l'Europe ; mais, fait remarquer l'abbé avec beaucoup de finesse, le raisonnement appliqué ici diffère de celui sur le hasard de gagner le double puisque « le triple n'est pas « si nécessaire que le double au bonheur du joueur ; la « sensibilité pour le gain ne croît pas dans le joueur en « même proportion que le gain lui-même ; celui qui a « centuplé sa fortune n'est pas cent fois plus heureux « qu'il n'était lui-même lorsqu'il ne l'avait encore que « doublée ». C'est-à-dire qu'une Maison a d'autant plus de désavantages à craindre qu'elle a plus d'ennemis à redouter ; chacune des trois Maisons qui se partageraient l'Europe aurait alors plus grand avantage à adopter le régime de paix que celui de guerre.

D'ailleurs, quel motif peut pousser chacun des souverains à se ranger du côté du système de guerre ? L'espoir de ruiner ses deux autres voisins et de devenir le maître unique de l'Europe ? Or, s'il voit son ambition satisfaite, sa Maison ne jouira pas longtemps du triomphe, car, en moins d'un demi siècle, elle-même disparaîtra à son tour : Auguste et ses successeurs ont possédé un empire immense qui a eu une triste destinée, d'épouvantable catastrophes l'ayant mené à la ruine. Aucun remède ne peut être apporté à la destruction des Maisons impériales ; l'ambition en est la cause, et rien, sauf la crainte, ne peut dompter cette passion.

Le conspirateur qui veut s'emparer de la couronne ne peut redouter que le secours apporté par les princes voisins à la famille royale en détresse ; puisque l'Europe est supposée soumise à un seul chef, les voisins ne sont pas à craindre, et rien ne vient arrêter le conspirateur. Une

Maison a par conséquent plus d'avantages à durer jusqu'à la fin des siècles sur le premier trône de l'Europe qu'à ne durer qu'un demi siècle ou un siècle sur le trône de l'Europe entière ; elle a plus d'avantages à vivre sous un régime de paix que sous un régime de guerre.

L'abbé arrive enfin à la réalité présente ; il supposait l'Europe divisée entre la Maison de France et deux autres Maisons qui l'égalaient chacune en puissance ; or, l'Europe est partagée entre la Maison d'Autriche, la Maison de France et un grand nombre de petites puissances, mais ces dernières, formant une ligue, constituent une seule et même puissance, qui se dresse en face la France et l'Autriche. Cette ligue n'est pas seulement égale à la Maison de France, mais lui est supérieure ; le raisonnement précédent subsiste, et même en termes plus forts, pour déterminer la Maison de France à se tourner du côté de la paix.

Dans le système de la guerre, les souverains n'ont qu'un moyen de trancher leurs différends : la force ; dans le système de la paix, ils n'ont aussi qu'un moyen, mais qui exclut toute lutte : l'arbitrage ; « si le moyen de l'arbitrage est plus avantageux pour le plus puissant... à plus forte raison sera-t-il le plus avantageux pour le souverain moins puissant ».

Il n'est pas douteux que le plus puissant aurait avantage à employer le procédé de la force plutôt que celui de l'arbitrage, s'il était « suffisamment sûr » qu'il resterait toujours le plus fort, quoi qu'il arrive à lui ou à ses successeurs ; or, nul ne peut prévoir l'avenir, nul ne peut dire ce que sera sa Maison dans cinquante ans, dans cent ans.

Le système de l'arbitrage ne fait jamais perdre au plus puissant au-delà de ce qui a été soumis aux arbitres, alors qu'en la guerre il peut perdre une partie de son territoire, en plus des frais de guerre et des dommages dont souffriront ses sujets ; l'arbitrage ne met en présence que ceux entre lesquels est née la contestation, alors que la guerre entraîne souvent les plus pacifiques dans la lutte entre leurs voisins ; l'arbitrage ne met pas les plus puissants dans une dépendance plus grande que la voie de la force ; dans celui-là elle n'existe « qu'à proportion « de la valeur des choses » soumises au jugement des arbitres, dans celle-ci, elle dépend de l'issue de la lutte, laquelle dépend elle-même de la force des adversaires ; d'ailleurs, la dépendance vis-à-vis des arbitres sera d'autant plus faible que les parties en cause auront plus confiance dans les juges ; ces derniers auront tout avantage à rendre des jugements équitables puisque leurs sentences, érigées en règles, s'appliqueront aussi bien à eux et à leurs successeurs dans les cas semblables.

Le système de la paix assure l'indépendance des souverains entre eux : « Pourquoi un citoyen dit-il avec raison
« qu'il ne dépend point d'un autre citoyen son voisin ?
« c'est qu'il n'a rien à en craindre ; pourquoi n'a-t-il rien
« à en craindre ? C'est que ce voisin ne peut pas venir
« impunément à main armée lui enlever ses biens et lui
« ôter la vie ; et pourquoi ?... C'est qu'ils vivent tous
« deux dans une société attentive et intéressée à faire
« observer les lois... malgré la résistance des réfractai-
« res » ; ainsi les Puissances vivent dans une dure dépen-

dance les unes à l'égard des autres par suite d'absence de société européenne.

Le système de la paix assure encore le développement des lois, des établissements, des chemins, du commerce ; le perfectionnement de l'éducation, des arts, des sciences ; la durée des monuments, l'accroissement de la population, la diminution des dépenses, l'augmentation des revenus, la bonne réputation des souverains, leur tranquillité d'esprit, la stabilité de leurs Maisons.

Le système de paix assure enfin à l'Europe que jamais les monarchies de France et d'Espagne ne seront réunies sous l'autorité d'un même chef, et il assure à la France que tant qu'elle aura des mâles, aucune de ces monarchies ne passera dans une autre Maison. Pareille sûreté ne se trouve pas dans le système de la guerre où il n'y a qu'incertitude ; n'oublions pas que nous sommes en 1713 ; la guerre de succession d'Espagne était terminée et le respect du traité d'Utrecht était de la dernière importance pour les souverains d'Europe.

Les souverains, même les plus puissants, trouveront ainsi de grandes satisfactions dans le système de la paix ; à plus forte raison les princes les moins puissants ; quant aux Républiques, elles ont un intérêt encore plus grand dans le maintien de la paix : « dans les Républiques, « chacun dit librement son avis sur les affaires de l'Etat... « et la diversité d'une opinion devient une plaie très « sérieuse » ; les guerres civiles y sont à redouter. L'abbé de Saint-Pierre, parlant des Républiques, vise la Hollan-

de, nation essentiellement commerçante, qui trouvera dans le système de paix une « continuation inaltérable » des échanges.

On a objecté à l'abbé de Saint-Pierre que le traité d'Union augmentera le commerce de différentes puissances au préjudice de l'Angleterre et surtout de la Hollande. Pareille crainte doit être repoussée, répond l'abbé, car « il augmentera chez toutes les nations, mais il augmentera partout proportionnellement... celle qui faisait le tiers de ce commerce continuera encore à faire le tiers du total ».

Le système de paix a des avantages si grands qu'il est propre à satisfaire tous les souverains, quels qu'ils soient. Si c'est un souverain parfait, « l'amour du bien public, le zèle pour la justice, le mettent de notre côté ; s'il n'est pas parfait... pourvu qu'il désire d'augmenter ses revenus... il est encore pour nous ; qu'il aime la belle gloire, il songera à être le bienfaiteur de ses peuples... qu'il aime la magnificence des meubles, il est également pour nous ; s'il est dévoué à la vertu, s'il est livré aux plaisirs, il est encore pour nous ».

QUATRIEME DISCOURS

« La société européenne, telle que l'on va la proposer, procurera à tous les souverains chrétiens sûreté suffisante de la perpétuité de la paix au dedans et au dehors de leurs états. »

Dans le quatrième discours, nous arrivons au cœur même du projet de paix perpétuelle qui comprend en quelque sorte trois parties :

Les *articles fondamentaux* auxquels la société ne pourra rien changer sans consentement unanime de tous les membres ;

Les *articles importants* auxquels la société pourra ajouter ou retrancher ce qu'elle décidera convenable pour sa prospérité, à la majorité des $3/4$;

Les *articles utiles* destinés à arrêter les points de détail.

Les articles utiles n'ont qu'un intérêt secondaire ; les autres méritent assurément leur qualification ; ils sont accompagnés d'éclaircissements qui en forment la justification et qui précisent la pensée de l'auteur.

Entre qui l'alliance sera-t-elle formée ? Entre les « souverains chrétiens », nous dit l'abbé. Sully laissait le tsar au dehors de l'Union ; mais l'abbé l'y admet parce qu'il est chrétien, encore que « le christianisme de ses Etats est fort différent du nôtre ».

L'abbé, fidèle au plan d'Henri IV, voulait-il en exclure les Turcs ? Cela ne concorderait guère avec ses idées humanitaires et sa tolérance religieuse. En réalité, cette question l'a extrêmement embarrassé, et c'est ce qui explique les contradictions que l'on relève dans l'ouvrage.

D'après un passage de la seconde ébauche de son projet, celui de 1713, il semblerait que la pensée primitive de l'auteur aurait été que la ligne embrassât tous les Mahométans, voisins de l'Europe : « A l'égard des Mahométans, voisins de l'Europe, les Tartares, les Turcs, les Tunisiens, les Tripolins, les Algériens et les Marocains, on m'a dit qu'il ne serait guère dans la bienséance de leur donner voix au Congrès : peut-être même ne

« l'accepteraient-ils pas ». Ces mots « on m'a dit » prouvent que l'abbé avait dû avoir l'idée de les compter parmi les membres de l'Union et que ses préventions contre les Turcs ne seraient que l'expression de celles de ses contemporains. L'abbé ne leur donne donc pas une voix au Sénat : ils n'auront point prérogative d'arbitres, mais il les considère comme *associés* de l'Union, avec l'avantage d'en avoir la protection ; l'Union pourra faire un traité avec eux, prendre toutes les mesures, toutes les sûretés, et leur accorder à chacun un résident à la ville de paix. « L'union fera, s'il est possible, avec les souverains mahométans ses voisins, des traités de ligue offensive et défensive, pour maintenir chacun en paix dans les bornes de son territoire, en prenant d'eux et en leur donnant toutes les sûretés possibles et réciproques ». Les raisons qui présideront à la conclusion de ces traités sont données dans l'éclaircissement qui suit l'article 1^{er} : « ...les Turcs et les Moscovites, unis avec un membre de la Société, pourraient embarrasser le reste de l'Europe et en troubler le repos ; au lieu qu'étant tous, ou membres ou alliés de l'Union, et jouissant par conséquent des avantages immenses d'une paix perpétuelle, il faudrait qu'ils deviennent tous trois insensés en même temps pour quitter des biens aussi réels afin de n'embrasser qu'une chimère. Tant que ces Puissances demeureraient en armes ou en pouvoir d'armer, elles obligeraient l'Union à une très grande dépense pour se tenir sur ses gardes ».

L'abbé prévoit des sanctions contre ceux qui refuseraient ces traités : « L'Union pourrait alors les déclarer

« ses ennemis et les obliger par force à donner sûreté
« suffisante de la déclaration de la paix ».

On verra plus loin que l'auteur, changeant subitement d'idée quelques années plus tard, proclame dans son troisième volume, paru en 1717, que l'expulsion des Turcs par l'Union est nécessaire, qu'elle sera pour l'alliance européenne une expédition aussi avantageuse que facile et glorieuse, ce qui prouve clairement qu'il donnait moins son opinion personnelle que celle de ses lecteurs.

Toutes les sûretés étant prises du côté des voisins mahométans, tous les souverains chrétiens seront appelés à faire une Union permanente et perpétuelle « dans le dessein de rendre la paix inaltérable en Europe ».

L'Union permanente sera d'autant plus chère aux souverains qu'elle servira mieux leur autorité intérieure et leur sécurité extérieure ; la paix internationale sera d'autant plus assurée que la paix dans chaque Etat sera mieux sauvegardée. L'Union devra donc respecter l'indépendance des souverains, mais en même temps soutenir leurs droits contre les séditions : « La société européenne, « porte le second des articles fondamentaux, ne se mêlera point du gouvernement de chaque Etat, si ce n'est « pour en conserver la forme fondamentale et pour « donner un prompt et suffisant secours aux princes, « dans les monarchies, et aux magistrats, dans les « Républiques, contre les séditeux et les rebelles. » Des peines très graves seront prononcées par elle contre ces derniers : peine de mort, confiscation des biens. Ainsi l'Union impliquera garantie mutuelle des constitutions respectives, avec la sanction d'une intervention

énergique contre les perturbateurs de l'ordre établi.

Le même esprit de conservation devra sauvegarder la permanence et la perpétuité des institutions et des frontières : « Chaque souverain se contentera, pour lui et « pour ses successeurs, du territoire qu'il possède actuellement ou qu'il doit posséder par le traité ci-joint ».

Le traité de paix offre des avantages si grands que ceux qui le signent sont censés renoncer à tous leurs droits, à toutes leurs prétentions, et particulièrement aux territoires des voisins. La rédaction de cet article est un peu longue, mais les stipulations y sont minutieusement étudiées.

L'idée fondamentale qui est à la base de l'ouvrage de l'abbé de Saint-Pierre, et qui ressort principalement de l'article IV, est qu'il faut conserver la paix, ce qui veut dire qu'il faut supprimer, autant que possible, les sujets de guerre. L'agrandissement des territoires est un des principaux sujets, parce qu'il se fait aux dépens des voisins ; il faut alors que chacun se contente de son propre territoire, et il convient de fixer les bornes du « mien et du tien ». Si le traité de société européenne ne se conclut qu'au milieu de la paix, on se basera sur la « possession actuelle » ; si les souverains sont en guerre et qu'ils concluent la paix en vue de l'établissement de l'Union, ce sera « la possession promise » par le traité de paix.

Ces dispositions ont le grand avantage d'être équitables ; elles visent les souverains les plus puissants comme les moins puissants ; les premiers, en renonçant à s'agrandir, ne perdent pas moins que ceux-ci, comme on

serait porté à le penser ; et l'abbé prend la Maison de France comme exemple : si le roi avait la possibilité d'étendre sa souveraineté, il alarmerait ses voisins moins puissants qui s'uniront d'autant plus qu'ils le craindront davantage. En entrant dans l'Union, c'est-à-dire en abandonnant toute idée d'agrandissement, soit par conquête, soit par succession, « il n'abandonnera rien « de réel puisqu'il trouverait dans tous les siècles une « opposition invincible de la part de ses voisins ».

Quant aux moins puissants, en dehors des grands avantages qu'ils tirent de l'inaltérabilité de l'Union, l'abbé voit une autre considération, originale d'ailleurs, propre à les pousser à accepter cette renonciation et qui est la suivante : les princes préfèrent naturellement voir entrer leurs enfants, par le mariage, dans les maisons les plus puissantes ; l'Union supprimant l'espérance d'hériter, les jeunes princes pourront choisir leurs femmes « par le mérite » et les liens conjugaux n'en seront que plus resserrés.

Les renonciations apparaissaient comme particulièrement nécessaires au temps où écrivait l'abbé de Saint-Pierre, en raison des querelles sans cesse renouvelées auxquelles donnaient lieu les prétentions fondées sur des titres plus ou moins anciens et plus ou moins contestables : « Sans la cession mutuelle, remarque finement « l'abbé, et l'abandon des prétentions réciproques sur les « autres états, il est évident qu'il n'y aurait jamais rien « de fixe ; l'un voudrait faire valoir un droit de cinquante ans, tandis qu'un autre en voudrait faire « valoir un de deux cents ;... si on allègue les traités, on

« chicane sur les termes ;... si on allègue le serment, on « dira qu'ils ont été extorqués par la force ».

L'abbé fait remarquer que, pour trancher les prétentions de chacun, on pourrait s'en rapporter à l'arbitrage de l'Union, mais, ajoute-t-il, un souverain n'accepterait pas de mettre en compromis tout ou partie de son Etat, sur lequel un prince voisin prétendrait avoir droit. L'auteur revient donc à son idée première que, pour assurer une société durable, il faut des sûretés réciproques, et la principale de ces sûretés est l'abandon de toute espérance de posséder un jour le territoire d'un autre. Notons toutefois qu'une réserve est faite : les souverains pourront échanger des territoires et conclure des traités, avec le consentement de l'Union, avis pris aux 3/4 des voix, et ce sera l'Union qui se portera garante de l'exécution des promesses mutuelles.

Dans ces quelques lignes, l'abbé de Saint-Pierre pose le grand principe de la *publicité* pour les traités qui se concluront après la formation de l'Union.

La publicité est indispensable pour plusieurs raisons :

Le secret n'est nécessaire que lorsqu'on veut faire quelque chose susceptible de déplaire ou de porter préjudice à un tiers ;

Les intéressés ont le droit d'être écoutés, afin d'être dédommagés du tort qu'ils peuvent subir ;

Les contractants ne doivent jamais tromper ou être trompés eux-mêmes ; l'Union étant garante de l'exécution des traités, il est de toute nécessité que les parties aient comme témoins des lois qu'elles se donnent les protecteurs de ces lois.

Des mesures concernant les relations commerciales entre les nations sont prévues, car, dit l'abbé : « un des « plus importants articles pour la conservation de la « paix, c'est de faire de bonnes lois pour le commerce « des nations de l'Europe et de trouver les moyens de « les faire bien exécuter ». Pour avoir le plus vite possible « de bonnes lois », l'abbé propose qu'on les vote à la pluralité des voix. Ce seront des lois provisionnelles, mises immédiatement en vigueur, mais soumises plus tard à la révision à la majorité des 3/4. En outre, des chambres de commerce devront être établies sur les frontières de chaque Etat pour surveiller les rapports entre les marchands des diverses nations et pour concilier, juger à la rigueur, les différends qui s'élèveront, à condition qu'ils dépassent six milles livres. Chaque souverain apportera son aide à l'exécution des jugements. Au-dessous de six mille livres, les juges ordinaires seront compétents.

Il est intéressant de noter que cette idée d'instituer des chambres de commerce a été formulée, il y a plus de deux cents ans, avec une hardiesse qui dépasse singulièrement les tentatives de l'heure présente.

En ce qui concerne les échanges internationaux, l'abbé arrive également à une formule très forte ; le libre échange absolu ou presque absolu : suppression des droits d'entrée et de sortie, quelle que soit la provenance des marchandises, sauf peut-être pour les vivres qui se consomment.

L'abbé arrive ensuite à l'article VIII de son discours, dont les dispositions complètent celles de l'article IV en leur apportant des sanctions énergiques. Un souverain ne pourra déclarer la guerre qu'à celui qui aura été mis au ban de la Société européenne. Si un *différend* s'élève entre deux membres de l'Union, il y aura essai de *conciliation* par des médiateurs nommés par le Sénat, sans recours à la guerre ; si la conciliation échoue, le Sénat interviendra par *voie arbitrale*. Tout souverain rebelle aux règlements de l'Union ou aux décisions du Sénat sera considéré comme ennemi de la Société, et on prendra les armes contre lui ; les frais de guerre lui incomberont et il perdra la partie conquise de son territoire. Subiront les mêmes sanctions tout souverain qui s'armera avant que l'Union n'ait déclaré la guerre, et tout souverain qui aura refusé d'entrer dans la Société formée à 14 voix.

L'article IV et l'article VIII forment l'essence même du projet pour rendre la paix perpétuelle.

Le Sénat d'Europe, après la constitution définitive de l'Union complète, comprendra 24 *sénateurs* ou *députés*, représentants des 24 Etats souverains ou groupes d'Etats souverains compris dans l'Union. Cette assemblée sera moins imposante que celle de Penn et celle de Sully.

Les 24 Etats ou groupes d'Etats souverains représentés au Sénat d'Europe seront les suivants : France — Espagne — Angleterre — Hollande — Savoie — Portugal — Bavière et associés — Venise — Gênes et associés — Florence et associés — Suisse et associés — Lorraine et associés — Suède — Danemark — Pologne — Pape — Moscovites — Autriche — Courlande et associés — Prusse

— Saxe — Palatin et associés — Hanovre et associés —
Archevêques électeurs et associés.

Chaque député n'aura qu'une voix. L'abbé avait bien pensé donner un nombre de voix proportionnel au nombre d'habitants, mais des difficultés auraient surgi à propos des dénombrements. Evidemment, les moins puissants auront le plus grand nombre de voix, mais, dit l'abbé, « c'est ce qui fera la plus grande solidité de la « Société européenne ». Ce sont les plus puissants qui sont le plus à craindre pour la destruction de l'Union, les moins puissants ayant encore le plus intérêt à la maintenir. Les premiers accepteront facilement la prédominance des seconds puisque leur désir est le maintien de l'Union qui, seule, assurera la paix.

Le Sénat prendra ses décisions, tantôt à la pluralité des voix, tantôt à la majorité des $3/4$, tantôt à l'unanimité.

La pluralité suffira pour les décisions par provision, décisions urgentes qui ne sauraient attendre la formation, parfois incertaine, d'une majorité des $3/4$.

La majorité des $3/4$ sera requise pour la solution définitive des questions.

L'unanimité, pour toute modification aux 12 articles fondamentaux, alors que la majorité des $3/4$ sera suffisante pour les modifications à apporter aux articles importants et aux articles utiles.

Les membres et associés de l'Union, y compris les Mahométans puisqu'ils tirent les mêmes avantages de l'Union, contribueront aux frais de la Société, proportionnellement à leurs revenus. En cas de guerre, les

subsidés en argent fournis par les souverains seront plus élevés pour les souverains les plus puissants, mais, à l'égard des troupes, il y aura égalité.

Les articles fondamentaux établissent les bases de l'Union ; les articles importants ont pour but d'en faciliter le fonctionnement.

Le premier article important fixe le siège du Sénat à Utrecht, tout au moins par provision, pour diverses raisons, dont les principales sont les suivantes : la Hollande est un pays paisible, au climat « laborieux », c'est-à-dire pas trop chaud et n'affaiblissant pas l'esprit : Utrecht est la ville de Hollande où l'air est le plus sain et les eaux les meilleures, et, ayant été choisie par les conférences de la Paix, elle réunit encore les députés de presque tous les princes de l'Europe.

Les dispositions des autres articles visent les précautions à prendre pour prévenir les infractions susceptibles de troubler l'Union, et par là même la paix.

Afin d'être en correspondance constante avec les membres de l'Union, le Sénat entretiendra, chez chacun d'eux, un ambassadeur, et, de plus, un résident par chaque province de plus de deux millions de sujets. Les résidents présentent trois grands avantages pour le souverain dont ils dépendent : « Ils sont témoins perpétuels « et irréprochables, envers les Princes unis, de sa bonne « foi, de sa bonne volonté et de sa bonne conduite pour « la conservation de la paix ; ...ils le rendent sûr qu'il « ne se pratique rien contre lui dans les Etats voisins » ; un prince ne pourra donc pas armer secrètement et

surprendre son voisin, puisqu'il sera soumis à une surveillance de chaque instant ; « ils augmentent son « autorité sur ses sujets en les faisant souvenir perpétuellement des grandes forces de l'Union prêtes à « accabler tous ceux qui voudraient se soulever contre « leur souverain ».

Chaque membre consentira aisément à la présence de ces ambassadeurs sur son propre territoire, lui-même en envoyant chez les autres pour vérifier ce qui s'y passe. Les ambassadeurs devront être reçus courtoisement et toute facilité leur sera donnée pour recueillir les renseignements qu'ils désirent. Des commissaires seront nommés également dans les régions extra-européennes qui, habitées seulement par des sauvages, présentent un intérêt en raison des établissements que les souverains d'Europe y possèdent. Les limites en seront fixées par ces commissaires.

L'abbé prévoit un *désarmement* spécial et ce sur le pied de l'égalité : le plus puissant comme le moins puissant entretiendra 6.000 hommes en temps de paix ; s'il plaît au plus puissant d'avoir une plus forte troupe pour se garantir des séditions, il le pourra ; mais elle ne devra être composée que d'éléments étrangers.

Malgré les précautions prises et la surveillance exercée, quelque mauvais prince pourrait encore tenter de briser l'Union pour assouvir son ambition, « on ne « saurait donc trop agrandir son danger pour agrandir « sa crainte » ; il faut « que d'un côté ce qu'il aura à « craindre soit très considérable, et, de l'autre, qu'il « ne puisse se flatter d'aucune espérance pour éviter

« ce qu'il a à craindre » ; en conséquence la révolte en faveur de l'Union sera récompensée, alors que la fidélité au souverain perturbateur comportera le châtiment ; des récompenses seront largement distribuées à ceux qui découvriront les conspirations contre les intérêts de l'Union.

Le dernier article prend des mesures pour prévenir les guerres civiles qui pourraient s'élever à la mort d'un prince ne laissant pas d'héritiers directs : la question de succession sera réglée par l'Union, mais, autant que possible, d'accord avec le souverain.

Remarquons enfin que l'abbé de Saint-Pierre, qui ne négligeait rien de ce qui était susceptible de renforcer l'Union, prévoit le serment des souverains, des princes du sang, des principaux Ministres et Officiers qui, tous les ans, en présence du peuple et des résidents, jureront de maintenir l'Union et d'en exécuter les règlements « pour rendre la paix inaltérable ».

Dans son troisième discours, l'auteur, dit que, si la Société européenne peut procurer sûreté suffisante de la perpétuité de la paix aux souverains chrétiens, il n'y a aucune raison pour que ceux-ci s'opposent à son établissement. Dans son quatrième discours, l'abbé prouve que la Société européenne, telle qu'il la conçoit, procurera sûreté suffisante de la perpétuité de la paix. Rapprochant les deux propositions, il conclut alors en ces termes : « il n'y a aucun (des souverains) pour qui il « n'y ait beaucoup d'avantages à signer ces douze arti-

« eles pour l'établissement de cette Société qu'à ne pas
« les signer ».

CINQUIEME DISCOURS

« Si ce projet est proposé à des souverains durant la guerre, il facilitera la paix. »

« S'il leur est proposé durant les conférences de la Paix, il en facilitera la conclusion. »

« S'il leur est proposé après la paix conclue, il en procurera la durée. »

L'abbé ne pense pas que le temps de paix serait le plus propice pour le succès de son projet, car, fait-il remarquer, on ne désire jamais autant les bienfaits de la paix que lorsqu'on en est privé depuis quelque temps.

SIXIEME DISCOURS

Le sixième discours tient à peu près les 3/4 du second volume du Projet de Paix perpétuelle et il renferme les objections qui ont été soi-disant faites au plan de l'abbé de Saint-Pierre. L'auteur les renverse les unes après les autres.

Il serait long et inutile d'étudier en détail les soixante-dix objections et les soixante-dix réponses qui suivent ; on retiendra les plus importantes pour les examiner.

La première pensée qui vient immédiatement et tout naturellement à l'esprit d'un grand nombre est la suivante : puisque ce projet de paix est si avantageux, pourquoi n'a-t-il pas été déjà pris en considération avant l'abbé de Saint-Pierre ? Il semble étonnant qu'un plan

aux effets aussi surprenants que veut bien le dire l'auteur ait attendu le xviii^e siècle pour être mis en lumière.

L'abbé répond, et avec juste raison, qu'avec un raisonnement semblable il faudrait rejeter toute découverte nouvelle, due, le plus souvent, au hasard. Mais la question n'est pas là, puisqu'il ne se pose pas comme l'inventeur du projet, dont l'idée première revient à Henri le Grand. Les Mémoires du Roi ayant été perdus, supposons que l'abbé les ait retrouvés et qu'il les ait un peu modifiés pour s'en attribuer l'honneur ; l'abbé est alors persuadé qu'il n'excitera plus la défiance et que son plan sera pris en considération.

Ce beau projet, a-t-on déclaré à maintes reprises, est une « république de Platon » ; il doit être regardé « plutôt comme le désir d'un bon citoyen que comme le plan « d'un bon politique » car « ce sont les passions « qui, à la honte de la raison, gouvernent les hommes ».

Il est incontestable que les avantages d'une paix perpétuelle sont considérables, mais il ne faut pas oublier qu'ils sont présentés à des souverains, c'est-à-dire à des hommes dont la sagesse n'est pas assez profonde pour se diriger dans la voie de leurs intérêts les plus grands.

Cette objection est vraie, mais en partie seulement : les passions gouvernent souvent les souverains, mais pas toujours. Si cela était, les Puissances ne signeraient jamais aucun traité, traité d'union ou autre, ce qui est invraisemblable ; il est impossible que les quelques souverains qui doivent signer les premiers le traité d'Union soient toujours sous l'empire de leurs passions

et que, si quelques d'entre eux « ont de la raison ou « des intervalles de raison », ces moments de lucidité surviennent « juste lorsque les autres raisonneront encore comme des insensés ; il arrivera bien que ces intervalles de raison coïncident, ne serait-ce qu'un instant, cela sera suffisant pour déterminer l'adhésion au traité.

Est-il nécessaire d'ailleurs d'étouffer les passions et de faire appel à la raison pour la signature du traité ? Non, car l'établissement de l'Union a pour base la crainte de la guerre et l'envie des bienfaits de la paix ; la crainte et l'envie ne sont-elles pas des passions ?

L'abbé, sur une remarque que ses contemporains lui avaient faite, convient qu'il y aura toujours des sujets de division chez les souverains, mais cela ne les empêchera pas d'accepter l'union, car ces sujets de division, rendus plus rares avec la formation de la Société européenne, se termineront par la conciliation et l'arbitrage, « voie moins cruelle, moins injuste, moins hasardeuse et toujours moins ruineuse que la voie de la guerre ».

Le désir de s'agrandir, si naturel chez les hommes, ne pourra-t-il pas encore être un obstacle à la signature du traité d'Union ?

« Le seul agrandissement que se défend le souverain, « c'est de s'agrandir injustement par la voie de la force et de la violence ; » il peut acquérir comme un simple particulier, achever une terre à l'étranger et en tirer des rentes ; « on voit donc que le souverain ne

« renonce à aucune sorte d'agrandissement qui con-
« vienne à l'homme en société, et que, s'il renonce au
« seul agrandissement de territoire, c'est pour acqué-
« rir tous les avantages de la Société », et nous savons
« déjà qu'il a plus à gagner dans le système de
« l'équité que dans le système de la violence.

« La guerre est un mal nécessaire qu'il est impossible
« d'éviter » ; ce serait une arme dont Dieu se servirait
pour punir « les péchés des Méchants et exercer la
« patience des Justes ».

« La guerre est une suite nécessaire du péché origi-
« nel qui a corrompu la raison des hommes.....; pré-
« tendre rendre les hommes raisonnables; c'est un mira-
« cle de la Grâce seule et non pas un ouvrage de la
« nature ; prétendre que les princes soient plus raison-
« nables que les autres hommes, c'est prétendre encore
« un autre miracle ».

« Ceux-mêmes qui sont le plus persuadés de la
« nécessité de mener une vie chrétienne pour éviter
« l'Enfer et pour obtenir le Paradis pratiquent-ils exac-
« tement les maximes du christianisme ? » Peut-on
« demander aux souverains de se conduire par leurs
« vrais intérêts alors que les chrétiens n'y réussissent
« pas ?

Avec un pareil argument, répond l'abbé, on arrive-
rait à l'absurdité suivante: chercher à combattre la peste
et la famine serait s'opposer à la volonté de Dieu, car ce
serait diminuer la punition qu'Il envoie aux pécheurs. La
guerre est bien un fléau divin, mais seulement lorsque

Dieu s'en sert, et Dieu, dans sa toute puissance, a bien d'autres moyens à sa disposition pour sévir.

Il est vrai que les divisions, suite nécessaire du péché originel, ne peuvent pas être évitées : malgré le péché originel, des unions et des alliances se sont formées : « c'est qu'il y a des passions et des intérêts qui portent à l'union et à la paix, comme il y en a qui portent à la division et à la guerre ». L'abbé, reprenant un argument émis précédemment, fait remarquer que c'est à la nature, aux passions humaines seules : recherche de la gloire, de la tranquillité, de l'augmentation des biens, qu'il a recours pour obtenir la formation de l'Union.

Il est hasardeux ici de faire un rapprochement entre la conduite des hommes, considérés dans leur vie de chrétiens, et celle des souverains. Si les premiers s'écartent de leurs véritables intérêts, c'est que l'intérêt sensible s'oppose à l'intérêt spirituel et que le sensible l'emporte toujours sur le spirituel, le sentiment guidant ordinairement les hommes. Mais l'abbé ne s'appuie pas sur les maximes élevées du christianisme, accessibles à un trop petit nombre, pour faire pencher la balance en faveur de l'Union ; il oppose intérêt sensible à intérêt sensible, et ce sont les intérêts les plus forts qui l'emporteront sur les plus faibles ; il oppose « passion vulgaire à passion vulgaire, désir de conquérir et d'en-
« vahir... à crainte d'être envahi par un voisin..., désir
« d'acquérir de nouvelles possessions à crainte de perdre
« son ancien patrimoine, désir d'élévation de Maison à
« crainte de faire chasser sa Maison du trône ».

« Vous n'auriez pas contre votre projet la plupart des
« souverains (m'a-t-on dit) s'ils se gouvernaient autre-
« ment que par leurs ministres... ; qui sont les minis-
« tres qui préfèrent l'intérêt du prince et de l'Etat à leur
« propre intérêt ? ? »

Il semble impossible qu'un projet, aussi avantageux pour tous les peuples, ne soit pas révélé aux souverains autrement que par leurs ministres. L'auteur, s'illusionnant peut-être, ne doute pas que la plupart des princes en prendront connaissance personnellement et qu'ils le confieront à des hommes sages et désintéressés, chargés de juger si son exécution est possible ; aucun ministre n'osera plus alors parler contre les intérêts de son maître.

Les ministres auraient-il intérêt à s'opposer à la paix et perdraient-ils vraiment leur place par suite de la diminution des affaires de guerre ? Il est peu probable car d'autres affaires surgiront ; certains ministres changeront d'occupation, mais n'en auront pas moins.

La question de l'augmentation trop rapide de la population, qui arriverait inévitablement avec la suppression de la guerre, préoccupait quelques esprits que l'abbé s'est chargé de rassurer : la terre donnerait-elle suffisamment de richesses pour nourrir tous ses habitants ?

D'abord, l'augmentation des peuples ne sera pas aussi grande et aussi rapide qu'on le pense : les gens, destinés à mourir à la guerre, peuvent mourir ailleurs, à la même époque ; beaucoup n'auront peut-être pas d'enfants ; et puis, il faut toujours compter sur des événements imprévus qui viennent décimer les populations : famines, épidémies, etc...

Ensuite, plus les sujets seront nombreux, mieux le sol sera cultivé et par conséquent plus il rendra.

Enfin, les vastes étendues de l'Amérique, encore à défricher, recevront le trop-plein de la population.

Le système de la paix, qui serait celui de l'abondance, a soulevé la crainte du luxe et de la débauche des hommes ; avec la paix, ceux-ci ne feront que changer de maux.

L'abbé ne croit pas que ce soit à l'abondance qu'il faille imputer les vices qui règnent dans un Etat où la vie est facile : « le luxe, la débauche, la basse ambition » ne sont pas des suites nécessaires de l'abondance ; ils n'en sont suites nécessaires que dans un Etat qui n'est « pas encore assez bien policé ». Il faut s'appliquer à former et à faire observer des lois propres à régler le bon usage de l'abondance, ce qui sera entreprise facile dans le calme de la paix.

L'Union étant supposée formée, sera-t-elle de longue durée ? Comment peut-on espérer rendre inaltérable un établissement humain

Il existe déjà bien des établissements humains : écoles, manufactures, etc... et cependant il n'est pas à craindre qu'ils disparaissent, tout au moins jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par d'autres plus commodes. La meilleure manière de rendre un établissement humain inaltérable, c'est de le faire de telle sorte qu'il soit nécessaire au bonheur des hommes ; or, « peut-on rien imaginer de plus nécessaire pour tous les agréments de la « vie que la Société européenne » ?

Les hommes s'habitueront ainsi aux douceurs de la paix ; les malheurs de la guerre s'oublieront et la véritable source de la multiplicité des biens s'effacera petit à petit ; « il ne sera pas étonnant que les folles idées « d'ambition s'emparent de la plupart des esprits ».

L'abbé prévoit un remède à cette indolence causée par l'habitude : des histoires bien fondées dresseront devant les yeux les malheurs passés, et un registre, tenu à jour exactement, mettra en lumière tout ce qui se fera d'utile durant le règne de chaque prince.

D'autres, au contraire, ont allégué que l'opulence des peuples les pousserait à la révolte.

Cette objection est fausse, car, ce n'est pas la volupté qui incite à la révolte, mais bien plutôt l'indigence : la volupté affaiblit les courages, mais ne pousse pas aux dangers.

L'abbé de Saint-Pierre, pour donner toute sûreté à l'Union, déclare qu'aucun de ses membres ne pourra en sortir sans perdre ses biens.

On a fait remarquer qu'un souverain acceptera difficilement de faire partie d'une société dont il ne pourra se séparer qu'en renonçant à sa puissance.

L'abbé répond que celui qui entrera dans la société la regardera comme très avantageuse ; dans ce cas, il souhaitera de la rendre perpétuelle ; le meilleur moyen pour lui assurer la durée est la grande crainte de la dépossession pour les souverains, et ceux-ci s'imposeront d'eux-mêmes cette contrainte pour jouir de la paix.

« Aucun souverain ne consentira à l'Union ».

« Nul ne veut d'arbitres quand il est *certain* d'avoir par la force ce qu'il désire ».

Il n'est pas douteux qu'un prince, assez puissant pour dominer tous ses voisins, refuserait l'arbitrage pour trancher les différends et se retournerait du côté de la force. Mais ce prince n'existe pas : nul n'est *certain* d'avoir la force de son côté. Dans ce cas, il est préférable d'accepter l'Union dont les avantages dépassent grandement les inconvénients.

Le souverain plaideur aura à redouter les jugements du Sénat où des cabales se formeront, comme dans tout tribunal.

Le Sénat sera organisé de telle sorte par l'abbé qu'il y aura moins à craindre les partis que dans les autres tribunaux : « chaque député ne sera que l'organe de son souverain ; il ne servirait de rien de solliciter l'organe ».

Les juges seront intéressés à suivre l'équité dans leurs sentences puisque « leurs jugements des procès présents « doivent servir de règle pour juger leurs procès « futurs ».

L'Union doit embrasser un grand nombre de peuples ; « comment concilier le Christianisme avec le Mahométisme, les Moscovites avec les Calvinistes ? »

L'auteur souligne avec beaucoup de finesse que l'Union n'est pas la *conciliation des religions différentes*, mais la *paix entre nations de différentes religions*, ce qui est tout autre.

Le projet laisse à chacun sa liberté de croyance. Des exemples historiques attestent que la paix peut régner entre souverains de croyances diverses, entre Allemands et catholiques, Espagnols et Hollandais. Les rapports qui naîtront par suite de l'existence de la Société européenne rapprocheront les sujets d'opinions différentes. La comparaison entre celles-ci jouera un rôle bienfaisant ; la vraie religion, seule raisonnable, mise en parallèle avec les autres, deviendra peu à peu la religion universelle.

Quant aux Mahométans qui, soi-disant, ne peuvent faire que des trêves et non des traités de paix avec les chrétiens, il faut remettre les choses au point : il leur est défendu de faire des traités de paix avec les princes chrétiens égaux en forces, mais non point avec les princes chrétiens qui leur sont supérieurs ; d'ailleurs, ils pourraient conclure des trêves assez longues, les renouveler, et le même effet que la paix perpétuelle serait atteint.

L'auteur, à toutes les réponses qu'il donne aux critiques qui ont été soulevées, prend toujours comme exemple l'existence de l'Union germanique et le Grand Dessein d'Henri le Grand, prince sage et pratique.

On a prétendu que l'Union germanique avait pour but de se défendre contre les entreprises de l'empereur plutôt que de terminer les différends sans guerre, qu'elle s'était formée sans plan, petit à petit.

Si l'Union germanique s'est formée en vue de résister à la puissance de l'empereur, il a bien fallu, pour en

assurer la durée, qu'elle s'attache au moyen propre à entretenir les bons rapports entre ses membres et qui est la suppression de la guerre.

Mais la ligue n'a pas été formée pour résister à l'empereur, en voici la preuve : d'abord, elle a eu lieu à l'époque où l'empire devenait électif, c'est-à-dire au moment même où, s'affaiblissant par suite de la perte de l'hérédité, il devenait moins redoutable ; ensuite, elle n'aurait jamais élu empereurs des princes puissants, comme elle l'a fait dans les premiers temps, si elle avait voulu les abaisser par la suite.

On ne peut pas prétendre que l'Union germanique se soit formée sans plan : puisqu'elle existe, il a fallu qu'elle commence, et elle n'a pu commencer qu'après accord de ses membres sur plusieurs articles la concernant.

Il est exact que l'établissement de l'Union ait eu lieu petit à petit : deux ou trois souverains ont commencé par l'accepter, puis d'autres ont donné leur adhésion par la suite.

Mais l'abbé ne demande pas plus pour son projet.

La convention d'arbitrage n'a pas pu être à la base de la formation de l'Union germanique : il y a eu des guerres entre Allemands, ce qui prouve que les différends entre souverains ne peuvent se terminer autrement que par la voie de la force ; le *Solon germanique*, le sage allemand, est une chimère.

Il est vrai qu'il y a eu de tout temps des guerres entre les Allemands, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a

que la voie des armes pour vider les querelles : un grand nombre de litiges se sont terminés sans guerre, par l'arbitrage ; pour d'autres, on a eu recours à la force ; cela ne prouve pas qu'il n'y ait pas de société ; l'Union germanique existe, mais elle n'a pas été toujours observée, parce qu'elle n'est pas parfaite. Dans la formation de l'Union européenne, on pourra éviter les défauts qu'elle présente.

Nous ignorons le nom du « sage allemand » à qui le premier est venue l'idée d'une société germanique, mais il est certain qu'il y en a eu un, et il mérite bien son nom puisque l'établissement qu'il a inventé montre « beaucoup de sagesse ».

Les contradicteurs du Projet de Paix perpétuelle se sont retirés encore derrière un autre retranchement : ils ont prétendu qu'Henri IV n'aurait eu le dessein d'établir la Société européenne que pour abaisser la Maison d'Autriche, et, qu'une fois parvenu au but, il n'aurait pas donné suite à son projet.

L'abbé ne doute pas qu'Henri IV ait voulu établir réellement la paix perpétuelle ; de son vivant même, l'idée en avait été agréée par des princes qui ne devaient point tirer un avantage direct des Conquêtes opérées sur la Maison d'Autriche. Ensuite, comment Henri le Grand aurait-il pu feindre pareille chose à ce point, lui qui pensait que les avantages de la Société étaient si évidents qu'ils suffisaient à décider les souverains à entrer dans la ligue ?

Enfin, on a prétendu que l'Union européenne garantissait ses membres de toute guerre entre eux, mais qu'elle ne les préservait pas de l'invasion d'un conquérant tartare, ou chinois ou arabe, à moins que ceux-ci n'entrassent dans la Société européenne, ce qui semble impossible par suite de leur éloignement.

L'abbé a vu la difficulté qu'il y aurait à grouper les souverains d'Europe et d'Asie en une Société unique, aussi, supposant l'Union européenne formée, propose-t-il aux princes asiatiques d'en constituer une semblable dans laquelle quelques souverains européens ayant des intérêts en Asie auraient une voix.

Alors même que l'Union asiatique n'arriverait pas à se former, l'abbé ne croit pas qu'il soit impossible de trouver des sûretés contre les envahisseurs de l'extrême-Orient : l'Union peut entretenir sur les frontières de Moscovie et de Turquie des troupes supérieures d'un tiers à celles de ses voisins. En cas de guerre, elle offrira sa médiation aux souverains d'Asie et agira contre celui qui repoussera sa médiation ou qui refusera l'exécution de son jugement arbitral.

SEPTIEME DISCOURS

Les articles utiles contenus dans le septième discours peuvent être brièvement résumés ; ils sont au nombre de huit et règlent des questions de procédure ou d'importance secondaire. Quelques traits méritent toutefois d'y être relevés.

Tout d'abord, des sûretés seront prises à l'égard de

la ville de Paix : on construira une enceinte et des citadelles ; des magasins de vivres et de munitions seront prévus afin de pouvoir résister à un long siège ; les ambassadeurs, les résidents, les députés des chambres frontières, les officiers de la garnison devront appartenir autant que possible au territoire de l'Union ; il en sera de même pour la troupe de la garnison ; des dédommagements seront donnés aux particuliers de la Seigneurie d'Utrecht, en raison des préjudices que pourrait causer l'incorporation de leur souveraineté à l'Union : diminution des subsides ordinaires, postes de confiance ; des dédommagements sont également prévus en faveur des Etats généraux des Provinces Unies pour contrebalancer la perte des subsides qu'ils tirent ordinairement de la seigneurie d'Utrecht.

En cas de guerre, l'Union, à la pluralité des voix, nommera un généralissime révocable et pris en dehors des Maisons souveraines ; si un des généraux auxquels il commande lui désobéit, il pourra l'envoyer au Conseil de Guerre, mais jamais il ne disposera des emplois parmi les troupes.

L'abbé de Saint-Pierre redoute l'autorité du chef suprême et c'est pour cette raison qu'il prend des précautions. Il reconnaît que « moins un général a d'autorité, moins son armée est redoutable ;... mais les « princes unis peuvent remédier facilement à cet inconvénient en fournissant tous chacun un tiers plus de « troupes et rendant leur armée trois fois plus forte que « celle de l'ennemi de l'Union ». Les princes seront d'ailleurs récompensés de leurs efforts, car, plus l'armée

sera nombreuse, moins la guerre sera longue, moins la dépense sera grande, moins le succès sera douteux et par là même plus certainement les avances faites seront remboursées.

Les *sénateurs* ou *députés* des Etats seront nommés pour 4 ans par leurs souverains ; ils devront avoir 40 ans au moins et résider dans la ville de Paix ; ils ne seront pas rééligibles.

Chaque Etat, pour suppléer aux députés, en cas d'absence ou de maladie, nommera également deux *vice-députés* qui pourront être remplacés eux-mêmes par deux *agents*.

Les nominations ayant été faites pour la première période de 4 ans, on se pliera à certaines règles pour celles qui auront lieu par la suite.

Nul ne pourra être nommé député s'il n'a déjà été vice-député ; nul ne pourra être nommé vice-député s'il n'a déjà occupé le poste d'agent ; nul ne pourra être nommé juge d'une Chambre frontière s'il n'a demeuré deux ans de suite dans la ville de Paix.

Les députés seront, à tour de rôle, par semaine, *Prince du Sénat*, ce qui impliquera certaines fonctions à remplir : présidence des assemblées générales et du Conseil des Cinq, du Gouvernement de la ville de Paix. Le Prince du Sénat sera choisi tour à tour parmi les députés en tenant compte de l'ordre d'accession des Puissances au Traité de Paix.

Les représentants des Puissances qui adhéreront à l'Union après sa formation, ne pourront accéder à la

Présidence qu'après un délai de deux mois, afin d'avoir le temps de se mettre au courant de leurs fonctions.

Les affaires seront traitées, soit en conseil restreint, soit en assemblée générale. Les membres du Sénat ne donneront leur avis qu'en se conformant aux instructions reçues de leurs souverains. La langue employée sera celle le plus en usage en Europe. La procédure, comme chez Penn, sera écrite.

Le Conseil restreint, conseil de 5 membres, s'occupera des affaires journalières, pressantes et importantes qui regarderont la sûreté des sénateurs et de la ville de Paix. Les décisions seront prises à la pluralité.

L'assemblée ne s'occupera que des questions qui lui seront présentées par mémoire signé de 3 sénateurs, certifiant l'utilité de leur examen. Elle statuera également à la pluralité. Le mémoire sera imprimé et distribué aux députés par l'intermédiaire du secrétaire ; huit jours après, l'assemblée délibérera à la pluralité pour décider si le mémoire mérite d'être pris en considération. Dans le cas d'affirmative, il sera confié au président du bureau compétent. Il y aura 4 bureaux : bureau pour les affaires concernant les ambassadeurs ; bureau pour les affaires de guerre ; bureau pour les affaires financières ; bureau pour les affaires relatives à l'Union ou à la ville de Paix. Le Président et les membres de chaque bureau, composé de 5 députés et de 10 vice-députés, seront nommés par le Sénat aux $\frac{3}{4}$ des voix ; les secrétaires seront sujets de l'Union.

Après examen, le président du Bureau fera connaître au secrétaire du Sénat l'avis du bureau, avec les motifs ;

des copies imprimées seront envoyées aux membres de l'assemblée. Au jour de la délibération, qui sera fixé par le prince du Sénat à la pluralité des voix, chaque sénateur écrira son avis au bas de son exemplaire, le signera et le renverra au secrétaire ; les avis seront comptés ; le Prince du Sénat proclamera le jugement qui sera transcrit au bas du mémoire rédigé par le bureau chargé de l'affaire ; il sera signé par le prince du Sénat, les membres du Conseil des cinq et le Secrétaire.

Outre les quatre bureaux permanents, il y aura des bureaux passagers qui seront des bureaux de conciliation formés exprès par le Sénat pour les différends entre souverains. Au cas d'échec de la conciliation, l'assemblée statuera. Il y aura pour chaque différend deux jugements ; un jugement par provision à la pluralité, un jugement définitif à la majorité des 3/4.

Pour la sûreté des frontières de l'Europe, l'Union entretiendra, du côté des princes qui n'en font point partie, des garnisons considérables composées de troupes de souverains unis.

L'empereur des Turcs agira de même de son côté.

L'abbé donne une idée d'ensemble des subsides en argent à fournir par chaque souverain, en proportion de ses revenus, et qui forment la fortune de l'Union. Il énumère ensuite les différentes dépenses de l'Union.

En dernier lieu, d'après l'article 8, « l'Union européenne tâchera de procurer en Asie une société permanente semblable à celle d'Europe, pour y entre-

« tenir la paix, et surtout pour n'avoir rien à craindre
« d'aucun souverain asiatique, soit pour sa propre tran-
« quillité soit pour son commerce en Asie ».

Rêvant d'abord d'une société européenne, l'abbé arrive à envisager une société universelle, englobant tous les hommes, ou tout au moins tous les hommes civilisés.

Dans les additions qui suivent les huit articles utiles, l'abbé de Saint-Pierre énumère les avantages que quelques souverainetés en particulier trouveraient dans l'établissement de la société européenne.

Il reprend les idées, déjà développées il est vrai à plusieurs reprises dans son ouvrage, mais, comme il le fait remarquer dans les premières pages du second volume, les répétitions sont indispensables à certains auteurs.

Les Etats particulièrement intéressés à la formation de l'Union sont les suivants : la Pologne, qui vient de connaître les troubles de la guerre civile causée par l'élection de son roi ; l'Italie, dont la tranquillité est menacée par la présence de la Maison d'Autriche sur son propre territoire ; l'Angleterre qui, gouvernée par la reine Anne, ne refuserait pas de reconnaître le frère de la princesse afin de conserver le trône dans la Maison, si sûreté suffisante lui était donnée que le roi respecterait les *pacta conventa* conclus avec lui ; la Turquie, qui n'ose point donner un essor aux lettres et aux sciences, par crainte de son impuissance à combattre les schismes qui s'élèveraient au sein des collèges ; la Russie, qui favorise le développement de son commerce et de ses manufactures

et auquel la guerre vient mettre obstacle ; la Suisse, dont les cantons, depuis deux mois, ont pris les armes les uns contre les autres.

Puis, l'ouvrage de l'abbé de Saint-Pierre se termine par une récapitulation des sept discours contenus dans les deux volumes du *Projet pour rendre la Paix perpétuelle en Europe*.

Le troisième tome n'est que l'abrégé des deux premiers ; l'abbé le présente d'ailleurs comme tel dans sa préface : « Je sais que, dans ces discours, je ne fais presque que autre chose que d'appliquer à chaque souverain, en particulier, à peu près les mêmes motifs que j'ai proposés d'une manière générale dans le premier tome, lorsque j'adressais la parole aux souverains en commun, mais j'ai cru... que cette application était absolument nécessaire pour achever de déterminer, par des considérations plus particulières, ceux qui n'avaient été qu'ébranlés par des considérations un peu trop générales ».

Le dernier tome contient deux parties : la première est un recueil d'objections, ou nouvelles ou renouvelées, avec les réponses ; on ne reviendra pas sur ces critiques analysées plus haut, mais, quelques passages, qui attireront l'attention par la nouveauté et l'intérêt, méritent d'être retenus ; le second est un recueil de différents discours où sont exposés, en abrégé, les intérêts particuliers que peut avoir chaque souverain d'Europe à signer les articles qui sont à la base du projet ; la pré-

face de cette partie contient les articles fondamentaux précédemment étudiés, remaniés légèrement quant à la forme. Cette deuxième partie, qui ne renferme rien de nouveau, sera négligée.

L'objection la plus importante, parce que venue à un très grand nombre d'esprits, est la suivante : l'abbé de Saint-Pierre, « né sujet, n'a pu s'élever jusqu'à penser « en roi ; aussi on ne doit point être surpris s'il propose aux rois, pour l'établissement d'un arbitrage permanent, des articles à signer qu'aucun d'eux ne saurait signer sans renoncer à son indépendance » ce, c'est-à-dire, à ce qu'il y a de plus précieux et de plus estimable dans la condition de souverain ».

Pour donner plus de force à l'objection, on la suppose soulevée par un prince, par un tsar : l'arbitrage européen diminuera la liberté du souverain, alors qu'aucune entrave ne doit y être apportée. Chaque souverain est *libre* de faire ce qu'il *juge* nécessaire, soit en ce qui concerne sa famille, soit en ce qui concerne ses biens ; il peut signer des traités, s'engager par des promesses, mais il est *libre* de se délier de ses paroles s'il *juge* qu'il a été trompé par les traités ou que les promesses lui ont été arrachées par la force ; il a un *droit* sur tous les pays de la terre et nulle loi, à moins qu'il ne *juge* nécessaire une renonciation, ne peut attribuer à son préjudice une portion de territoire à son voisin ; il est *libre* d'entretenir et de lever des troupes à son gré, afin d'obtenir ses prétentions par la force, sans recourir à la justice ; il est *juge*, et seul juge, de sa propre cause, et ne reconnaît que Dieu comme supérieur sur la terre.

L'abbé répond à cette première critique en s'appuyant sur l'exemple de la société qui unit les membres d'une même famille, première société permanente, soumise à l'arbitrage naturel, simple et grossier, mais qui contient les principaux caractères que l'on retrouve dans l'arbitrage conventionnel.

L'abbé étudie d'abord la famille dans son élément le plus simple, une famille sauvage dépourvue de toute civilisation, mais que « le désir d'être mieux et la « crainte d'être pire » poussent à la vie en commun.

Pourquoi chacun ne jouit-il pas de sa liberté en vivant dans la solitude et en ne travaillant que pour lui seul ? Parce que, faisant la comparaison entre les biens et les maux qu'il trouve dans la société et les biens et les maux qu'il trouve dans la solitude, il constate qu'à tout prendre, il y a de plus grands biens à goûter et de moins grands maux à souffrir dans la petite société de famille que dans la non société. La vie commune entraîne des concessions, mais, par contre, apporte des avantages : le chef de famille aura intérêt à grouper les siens autour de lui pour s'assurer un secours dans les maladies et la vieillesse ; il les traitera avec douceur afin qu'ils ne soient pas tentés de le quitter ; la femme n'opposera pas résistance à la volonté de son mari car elle le sait le plus fort ; mais cette supériorité même lui sera une protection ; les enfants peuvent redouter les querelles entre eux, mais l'autorité du père y mettra fin ; ils seront trop heureux d'avoir un pareil juge et d'éviter le recours à la violence ; la volonté paternelle sera respectée par crainte de la punition inévitable si on y passait outre.

Dans l'arbitrage de cette petite société de famille, on retrouve les caractères que l'on demande à l'arbitrage permanent de la société européenne : avantages pour l'arbitre, qui a tout intérêt à maintenir l'union ; sa toute-puissance à faire exécuter les jugements ; avantages pour les parties en cause ; crainte pour eux d'un châtiment plus considérable que le sujet d'un litige.

Pár suite de l'accroissement de la famille, continue l'abbé de Saint-Pierre, supposons que des groupes se forment et se séparent ; chaque groupe va habiter une cabane propre, mais continue à entretenir des relations avec le groupement voisin. Des différends naissent souvent entre eux ; mais, comme dès leur enfance, ils ont été accoutumés à ne pas user de la voie de fait, ils soumettent leurs prétentions à leur arbitre naturel, au patriarche. Il y a bien des procès, des haines passagères, mais pas de guerres.

Ces nouvelles familles, s'augmentant à leur tour, forment un village qui peut être regardé « comme une petite « *monarchie* naissante et naturelle, car l'arbitrage est « alors entre les mains d'un seul. »

Unis par l'autorité de l'arbitrage, les chefs de famille tirent des avantages de ce petit corps politique : la division du travail apparaît, des échanges se font, les plus industriels initient les autres à leurs découvertes, les plus sages éclairent les jeunes générations et les font profiter de leur expérience. Mais « le patriarche, l'arbitre, « n'est pas immortel, il meurt enfin, et l'arbitrage naturel meurt avec lui, et comme ils n'ont plus la voie de « l'arbitrage, il ne leur reste plus pour terminer leurs

« différends que la voie de la violence ». Voilà le commencement des guerres avec toutes les conséquences déplorables qu'elles entraînent.

Il y a bien des sources de litiges dont les principales sont : des biens à partager, des promesses à exécuter, des offenses à réparer. Si les hommes étaient incapables de colère, leurs différends pourraient exister, mais ils n'empêcheraient pas la continuation du commerce et ne porteraient pas atteinte à l'existence de la société ; malheureusement, les hommes sont naturellement emportés, et, sous le coup de la fureur, sont capables de tout envers leurs ennemis, même de ce qui peut être contraire à leurs intérêts ; ils prennent les armes et des meurtres s'ensuivent.

Ce ne sont point des querelles de chef contre chef, mais de familles entières contre familles entières, car l'esprit de vengeance se transmet de père en fils. La société est atteinte et marche vers sa perte ; un remède lui est apporté par l'établissement d'un arbitrage conventionnel.

Il est certain que l'arbitrage du patriarcat n'empêchait pas les violences et les meurtres, mais il les raréfiait. L'arbitrage conventionnel aura des effets encore plus salutaires pour le corps politique parce qu'il pourra être plus parfait.

Voici les traits essentiels de l'arbitrage auquel se plient tous les hommes, même les plus grossiers, comme les chefs de familles sauvages : nul ne sera juge légitime de sa propre cause, recours obligatoire au jugement des arbitres, *punition suffisante* dans le cas de violence ou

de non exécution du jugement arbitral : *intérêt suffisant* pour l'arbitre à rendre les jugements et à les faire exécuter : *force suffisante* pour assurer le respect des **règlements**.

Peu importe son origine, il existe depuis longtemps et cela nous suffit. Il est faux de croire qu'il a été imposé par la crainte et que c'est l'inventeur, supérieur en force, qui en a commandé l'usage, les hommes n'étant pas assez sages pour convenir d'une chose aussi **avantageuse**.

Soit que l'on ait choisi l'élection d'un seul pour arbitre, soit que l'on ait remis l'autorité de l'arbitrage à l'assemblée, « c'est toujours une première *convention* » de pareils, et non une obéissance d'inférieur à supérieur », qui est intervenue, les hommes, en leur supposant un commencement de bon sens et de discernement sur leurs intérêts, ayant été persuadés les uns après les autres de sa grande utilité. Maintenant, « il ne s'agit pas tant de l'établir parmi les hommes et entre les « **chefs de ville ou de village que de le perfec-** » tionner encore davantage en lui donnant encore plus « d'étendue, c'est-à-dire en l'établissant enfin entre les « **chefs des nations** ».

Il est aisé de comprendre que l'arbitrage est très profitable aux plus faibles, mais l'idée qu'il est aussi profitable aux plus forts est acceptée beaucoup moins facilement, et, cependant, le plus fort tire des avantages plus grands de l'arbitrage que du non-arbitrage. S'il n'y a pas d'arbitrage, il usera évidemment, dans la décision de ses différends, de l'avantage que lui donne sa supé-

riorité de forces ; il se fera alors beaucoup d'ennemis, s'attirera des haines qui entraîneront fatalement des vengeances. Il se trouvera dans une dépendance beaucoup moins grande dans le premier système que dans le second car « qu'est-ce que dépendre de ses voisins sans « arbitrage ? C'est dépendre d'autant d'ennemis qui « n'ont en vue que de nous ôter nos biens et de nous « ôter la vie ;... c'est dépendre de gens qui ne sauraient « trouver de sûreté pour leur conservation que dans « notre totale destruction. Qu'est-ce que dépendre d'un « arbitrage ? C'est dépendre d'une société qui n'a d'au- « tres vues que de diminuer la crainte des associés et « d'augmenter leur sûreté... qui ne songe dans ses « jugements qu'à rendre justice à chacun et qui veille « incessamment pour empêcher toute violence... entre « voisins et citoyens ».

L'auteur suppose que les 24 chefs de famille voisins, qui ont été obligés d'établir l'arbitrage pour ne pas perdre les avantages du commerce, soient remplacés par 24 villages, chacun composé de 24 familles et ayant un chef à sa tête, puis par 24 bourgs composés à leur tour de 24 villages chacun, puis par 24 villes comprenant chacune 24 bourgs ; enfin par 24 chefs de royaumes contenant chacun 24 villes. « Quelque différence qu'il y ait, entre les 24 chefs de famille voisins et les 24 chefs de « village, entre les 24 chefs de village ou de bourg et les « 24 chefs de nation voisins, comme d'un côté les « voisins sont proportionnés aux voisins en force, et que « de l'autre l'avidité des biens, la vengeance... sont « précisément les mêmes passions dans les uns que dans

« les autres, il s'ensuit nécessairement que la proportion
« de dépendance mutuelle où sont les chefs de nation
« à l'égard de leurs pareils, en non-arbitrage, est pré-
« cisément la même que celle des chefs de famille à
« l'égard de leurs pareils, en pareil non-arbitrage, et
« que, s'il est clair comme le jour que la dépendance
« de ceux-ci a beaucoup diminué par l'établissement de
« l'arbitrage, la dépendance de ceux-là diminuera aussi
« beaucoup par un semblable établissement, et c'est ce
« qui était à démontrer ».

Il ne reste plus aux souverains, pour diminuer leur crainte et augmenter leur sûreté, qu'à se servir de cette même invention qui fut à la base de la première société permanente entre les chefs de famille et qui fit naître entre eux la confiance, la sécurité, l'abondance, l'amitié.

La seconde objection importante s'appuie sur l'idée suivante : la paix n'existe même pas parmi l'élite du christianisme ; il y a des procès entre ecclésiastiques, entre communautés ; peut-on changer le cœur humain et prétendre obtenir avec des raisonnements plus que Jésus-Christ lui-même avec ses saintes lois ?

Cette critique, répond l'abbé, n'est fondée que sur une équivoque dans le mot *paix*. La paix signifie concorde, mais parfois aussi elle ne signifie qu'exemption de guerre, de violence. Il y a des procès entre familles, entre villes, mais il n'y a pas de recours aux armes : ce sont les arbitres qui terminent la contestation. Au contraire, les souverains n'ont pas de procès parce qu'ils n'ont pas d'arbitres, mais ils ont de véritables guerres.

En proposant l'arbitrage aux princes, l'abbé ne prétend pas supprimer les contestations et les discordes, mais seulement les voies de fait : la *paix perpétuelle* en Europe ne serait que *l'exemption perpétuelle* de violence. Et l'on arrive aux avantages qui poussent chaque souverain en particulier à signer les articles du projet, seul susceptible d'apporter la paix perpétuelle, c'est-à-dire seul susceptible de supprimer la violence.

L'abbé commence par les républiques et les souverainetés qui se rapprochent le plus du gouvernement républicain, parce que, dans les états républicains, pour faire examiner les mémoires dans les conseils, il y a un plus grand nombre de personnes que dans les états monarchiques où l'autorité n'appartient qu'à un nombre restreint de ministres.

Il s'adresse ensuite aux monarques les moins puissants qui, ayant le plus à craindre des suites fâcheuses du non-arbitrage, seront plus disposés à accepter le traité d'arbitrage et à montrer aux princes plus puissants les grands avantages qu'ils peuvent en tirer.

Il termine par les souverains les plus puissants d'Europe.



En 1729, paraissait une autre édition du projet de paix perpétuelle.

Ce n'est pas un simple abrégé du grand ouvrage, comme l'auteur le dit lui-même ; ce petit livre, destiné à ceux qui connaissent déjà et qui sont les plus instruits des affaires de l'Europe, contient en abrégé ce qu'il y a

de plus important dans les trois autres volumes et aussi « plusieurs considérations nouvelles, surtout par rapport aux conjectures présentes. »

Il est divisé en deux parties. La première renferme la démonstration de cinq propositions, la seconde, des objections suivies de réponses. C'est dans la première partie que se trouvent les cinq articles du traité fondamental. Ces articles sont faits de telle sorte qu'ils contiennent tout ce qui est absolument nécessaire, et qu'ils ne contiennent que cela.

ARTICLE PREMIER

« Il y aura désormais entre les souverains qui ont signé les cinq articles suivants une alliance perpétuelle ;

1° Pour se procurer mutuellement, durant tous les siècles à venir sûreté entière contre les grands malheurs des guerres étrangères ;

2° Pour se procurer mutuellement, durant tous les siècles à venir, sûreté entière contre les grands malheurs des guerres civiles ;

3° Pour se procurer mutuellement, durant tous les siècles à venir, sûreté entière de la conservation en entier de leurs états ;

4° Pour se procurer mutuellement, dans tous les temps d'affaiblissement, une sûreté beaucoup plus grande de la conservation de leur personne et de leur famille dans la possession de la souveraineté, selon l'ordre établi dans la nation ;

5° Pour se procurer mutuellement une diminution très considérable de leurs dépenses militaires en augmentant cependant leur sûreté ;

6° Pour se procurer mutuellement une augmentation très considérable du profit annuel que produiront la continuité et la sûreté du commerce ;

7° Pour se procurer mutuellement, avec beaucoup plus de facilité et en moins de temps, l'agrandissement intérieur et l'amélioration de leurs états par le perfectionnement des lois, des règlements, et par la grande utilité de plusieurs excellents établissements ;

8° Pour se procurer mutuellement sûreté entière de déterminer plus promptement, sans risques et sans frais, leurs différends futurs ;

9° Pour se procurer mutuellement sûreté entière de l'exécution prompte et exacte de leurs traités futurs et de leurs promesses réciproques.

Or, pour faciliter la formation de cette alliance, ils sont convenus de prendre pour point fondamental la possession actuelle et l'exécution des derniers traités... Et afin de rendre la grande alliance plus solide en la rendant plus nombreuse et plus puissante, les grands Alliés sont convaincus que tous les souverains chrétiens seront invités d'y rentrer par la signature de ce traité fondamental. »

Tels sont les buts de la grande alliance de l'abbé de Saint-Pierre. Ils sont aussi étendus que possible ; d'une part *l'intégrité territoriale* est garantie contre l'agression de l'étranger ; d'autre part, il y a dans le plan de l'abbé de Saint-Pierre, des fins qui sont en harmonie avec le droit public de son temps : le projet est proposé aux princes ; or, ceux-ci sont préoccupés de la guerre civile au moins autant que de la guerre étrangère, et ils désirent la conservation de la couronne dans leur famille. C'est pour servir leurs intérêts que l'abbé indique que la grande alliance procurera sûreté entière contre les grands malheurs des guerres civiles, qu'elle procurera la conservation de leur personne et de leur famille. Enfin, comme les souverains ne sont jamais insensibles à l'argument financier, l'abbé spécifie que l'Alliance pro-

curera une diminution très considérable des dépenses militaires en augmentant cependant leur sûreté.

L'abbé a bien soin de dire que l'établissement de la paix perpétuelle se fera sur le maintien du *statu quo*, puisque l'Alliance aura pour but de procurer à chacun des princes la conservation du territoire qu'ils possèdent actuellement. Sur ce point, l'abbé se rapproche de Crucé et s'éloigne de Sully, qui voulait le remaniement de la carte de l'Europe.

ARTICLE 2

« Chaque allié contribuera, à proportion de ses revenus actuels et des charges de son Etat, à la sûreté et aux dépenses communes de la grande Alliance. »

Il faut bien un budget à l'Alliance ; il est même indispensable pour sa mise en pratique. Cette contribution s'appelle mois romain en Allemagne ; dans le corps européen, elle portera le nom de mois européen.

ARTICLE 3

« Les grands alliés, pour terminer entre eux leurs différends présents et à venir, ont renoncé et renoncent pour jamais, pour eux et pour leurs successeurs, à la voie des armes, et sont convenus de prendre toujours dorénavant la voie de la conciliation, par la médiation du reste des grands alliés, dans le lieu de l'assemblée générale, et, en cas que cette médiation n'ait pas de succès, ils sont convenus de s'en rapporter au jugement qui sera rendu par les plénipotentiaires des autres alliés, perpétuellement assemblés, et à la pluralité des voix pour la définitive, cinq ans après le jugement provisoire. »

Désormais, par le fait de la Grande Alliance, les souverains *s'interdisent mutuellement de se faire la guerre*. L'interdiction est absolue; l'engagement est perpétuel.

La voie des armes est fermée ; mais d'autres voies restent ouvertes. Ce sera d'abord la *médiation*, c'est-à-dire la conciliation ; elle sera exercée par les grands Alliés réunis en assemblée générale ; cette assemblée sera un corps permanent composé des députés envoyés par les souverains. La médiation, de par sa nature, n'est pas obligatoire : le médiateur cherche, propose une transaction qui donne satisfaction aux différents intérêts en présence ; mais ce n'est qu'un projet et il ne lui appartient pas de transformer ce projet en solution obligatoire.

Si la médiation ne réussit pas, une autre procédure se présente, celle du *jugement*.

L'abbé de Saint-Pierre ne conçoit pas la médiation et l'arbitrage comme deux procédés parallèles entre lesquels il faut exercer un choix ; ce sont deux procédés successifs. Le premier est la médiation et ce n'est qu'après son échec que l'on peut recourir au second.

Le tribunal arbitral ne sera pas un tribunal spécial, composé de juges siégeant par intermittence ; la Cour sera l'assemblée formée par les plénipotentiaires, des autres alliés réunis d'une façon permanente.

L'arbitrage mène à une obligation ; mais cette obligation ne sera pas immédiate ; c'est seulement cinq ans après la première décision que son caractère obligatoire sera acquis ; le jugement se transformera donc de provisoire en définitif à l'expiration d'un délai de cinq ans ;

pour cette transformation, il suffira d'ailleurs d'une simple pluralité, c'est-à-dire de la majorité des voix.

Ce délai de cinq ans présente un grand intérêt en ce qui concerne la révision de la sentence arbitrale, lorsqu'un fait nouveau survient.

La révision de la sentence arbitrale est un des problèmes les plus graves que soulève la justice internationale, justice sans appel et sans recours. La sentence arbitrale peut-elle être révisée ? Quand se présente un fait nouveau, quel sera le degré de nouveauté et de gravité du fait, dans quel délai devra-t-il être invoqué pour que la révision ait lieu ?

L'abbé de Saint-Pierre a trouvé une solution toute personnelle au problème : pendant cinq ans, la décision reste dans l'attente, ce n'est qu'un projet de solution : si un fait nouveau survient dans ce délai et fait changer l'opinion des juges, la solution ne sera pas maintenue.

ARTICLE 4

« Si quelqu'un d'entre les Grands Alliés refuse d'exécuter les jugements et règlements de la Grande Alliance, négocie des traités contraires, faisait des préparatifs de guerre, la grande Alliance armera et agira contre lui offensivement jusqu'à ce qu'il ait exécuté lesdits jugements ou règlements, ou donné sûreté de réparer les torts causés par ses hostilités et de rembourser les frais de guerre suivant l'estimation qui en est faite par les commissaires de la grande Alliance. »

En cas de refus des décisions, il y a *contrainte par force* ; la grande Alliance arme et agit offensivement,

immédiatement et d'une façon continue, jusqu'à ce que le récalcitrant ait exécuté les jugements ou règlements. Il s'agit là d'une véritable procédure nécessitée par la résistance du défendeur à l'exécution qui lui est imposée. Les frais de cette procédure, c'est-à-dire les frais de la guerre, seront donc mis à la charge du récalcitrant.

ARTICLE 5

« Les Alliés sont convenus que les plénipotentiaires, à la pluralité des voix pour la définitive, régleront dans leur assemblée perpétuelle tous les articles qui seront jugés nécessaires et importants pour procurer à la grande Alliance plus de solidité, plus de sûreté et tous les autres avantages possibles ; mais on ne pourra rien changer de ces cinq articles fondamentaux que du consentement unanime de tous les Alliés. »

C'est le principe de *l'amendement* à l'Alliance.

On ne pourra jamais rien changer à ces articles fondamentaux sans le consentement unanime de tous les Alliés, suivant le principe de souveraineté, mais l'article 5 prouve que, pour l'abbé, le projet n'est pas un bloc intangible : c'est seulement une proposition qui demande des modifications avant d'être mise en pratique.

Voilà comment se présente le projet de l'abbé de Saint-Pierre. L'idée fondamentale qui en est à la base peut être résumée ainsi : *organisation juridique d'une société des nations ; institution d'un tribunal permanent et obligatoire* pour régler les conflits entre les membres

de cette société ; mise à la disposition de la justice internationale d'une *force armée*.

Il y a là une conception très profonde pour l'époque, et dont nous ne pouvons pas apprécier toute l'originalité parce qu'elle est devenue très courante aujourd'hui.

CRITIQUE DU PROJET DE PAIX PERPÉTUELLE

La forme même du Projet de Paix perpétuelle laisse à désirer ; la lecture n'en est pas précisément difficile, mais elle semble parfois fastidieuse par suite de redites et d'éclaircissements interminables des choses les plus claires dans lesquels l'auteur se complaît. L'abbé de Saint-Pierre ne s'est d'ailleurs jamais donné comme bon écrivain : il avait de grandes difficultés pour exprimer sa pensée et il en souffrait.

Quant au fond, il fut jugé chimérique par les contemporains. Ceux-ci ont été durs pour l'abbé : ils l'ont regardé comme un fâcheux, un rabâcheur ; ils l'appelaient « le fameux abbé », qualification alors ironique.

Leibnitz ne croit guère au projet. L'abbé tenait beaucoup à connaître l'opinion du philosophe sur son plan et il le lui avait fait parvenir par l'intermédiaire de *Vargnon*. « Ce projet, répondit *Leibnitz*, marque beaucoup de « bonnes intentions et contient des raisons solides ; il est « très sûr que si les hommes voulaient, ils se pourraient « délivrer de ces trois grands fléaux : la guerre, la peste,

« la famine. Un souverain qui veut bien peut préserver
« ses États de la peste ;... un souverain peut encore
« garantir ses États de la famine ; mais, pour faire ces-
« ser la guerre, il faudrait qu'un autre Henri IV, avec
« quelques grands princes de son temps, goûtât votre
« projet ; le mal est qu'il est difficile de le faire enten-
« dre aux grands princes... Je vous souhaite, Monsieur,
« autant de vie qu'il en faut pour goûter les fruits de
« vos travaux ».

Pour Leibnitz, la paix perpétuelle serait bien réalisable si les hommes le voulaient ; mais le tout est de vouloir, et c'est ce qui est le plus difficile.

Dans une lettre du même philosophe à Grimarest, nous retrouvons encore son opinion sur l'ouvrage de l'abbé de Saint-Pierre : « J'ai vu quelque chose du Projet
« de Monsieur de Saint-Pierre pour maintenir une paix
« perpétuelle en Europe. Je me souviens de la devise
« d'un cimetière avec ce mot : « Pax perpetua », car
« les morts ne se battent point ; mais les vivants sont
« d'une autre humeur et les plus puissants ne respectent
« guère les tribunaux ».

Le *Cardinal Dubois* considérait le projet de Paix perpétuelle comme le « rêve d'un homme de bien » et *Frédéric II*, à qui l'abbé avait envoyé son ouvrage, déclare : « La chose est très praticable,.. il ne manque
« pour la faire réussir que le consentement de l'Europe
« et quelques autres bagatelles ».

Voltaire s'est souvent moqué de l'abbé ; il s'amusé beaucoup de lui et, à propos de son buste, fit un épigramme qui se termine par ces deux vers :

« Heureusement que ce n'est qu'un portrait,
« L'original dirait quelque sottise ».

C'est là une calomnie ; l'« original » n'en disait pas toujours, parfois même il ne manquait pas d'esprit. Il semble que dans les railleries de Voltaire perce quelque dépit ; n'aurait-il pas été un peu jaloux du pauvre abbé qui, malgré ses défauts, était fort aimé ?

A propos du projet, il se montre un des plus caustiques : « La seule paix perpétuelle qui puisse être établie
« chez les hommes est la tolérance ; la paix, imaginée
« par un Français nommé l'abbé de Saint-Pierre, est une
« chimère qui ne subsistera pas plus entre les princes
« qu'entre les éléphants et les rhinocéros, entre les loups
« et les chiens. Les animaux carnassiers se déchirent
« toujours à la même occasion ».

Et dans son petit poème de la Tactique, parlant de l'art militaire, il ajoute :

« Je vous l'avouerai, je formais des souhaits
« Pour que ce beau métier ne s'exerçât jamais
« Et qu'enfin l'équité fit régner sur la terre
« L'impraticable paix de l'abbé de Saint-Pierre. »

Enfin, le projet n'a pas échappé à la critique de *Jean-Jacques Rousseau* qui a écrit quelques pages intitulées : « Jugement sur la Paix perpétuelle ».

Le projet pour rendre la paix perpétuelle ne trouva pas plus de crédit auprès des souverains, malgré les efforts de l'auteur pour démontrer dans ses discours qu'il était à l'avantage de tous et que les sacrifices qu'il impliquait n'étaient rien à côté des bénéfices qu'il procurait. Nul gouvernement ne voulut se laisser convaincre : « Vous avez oublié un article essentiel, dit à l'abbé « de Saint-Pierre *l'évêque de Fréjus* qui fut plus tard le « cardinal de Fleury, celui d'envoyer des missionnaires « pour toucher le cœur des princes et leur persuader « d'entrer dans vos vues ».

Les contemporains sont excusables d'avoir fait une réputation de chimérique à l'abbé en qualifiant de rêve son projet, qui ne devait entrer dans la réalité que 200 ans plus tard. Tous les souverains d'alors étaient pénétrés de cette idée que le droit de se faire la guerre était l'un des privilèges intangibles de la couronne, et que la guerre elle-même n'était pas autre chose qu'une sorte de sport supérieur dont la pratique était réservée aux monarques exclusivement (1). Mettre des entraves à la guerre était alors porter atteinte aux droits des princes.

En fait, l'abbé de Saint-Pierre a été trop en avance sur son temps et il a commis la grosse erreur de croire que l'immense progrès qu'il souhaitait voir apporter dans la vie des peuples serait réalisable tout de suite. Il aurait dû montrer à quelles conditions la paix perpétuelle pourrait devenir possible, par étapes.

Maintenant, nous ne pouvons plus traiter l'abbé d'uto-

(1) Mgr Lacroix : *Un apôtre de la Paix : l'abbé de Saint-Pierre.*

piste ; il faut oublier ses petits défauts et ne retenir de lui qu'un esprit perspicace qui a eu une lucidité formidable, une vue prophétique de l'avenir.

Il ne faut plus voir en lui en rêveur, mais un précurseur à qui revient la paternité de la Société des Nations : il a deviné, deux siècles avant notre ère, les immenses avantages que peut procurer aux peuples la solution des conflits par voie d'arbitrage et a indiqué à ses contemporains la marche à suivre pour arriver à la suppression définitive de la guerre (1).

(1) Mgr Lacroix.

Jean-Jacques ROUSSEAU

Jean-Jacques Rousseau nous a laissé un abrégé du *Projet de Paix perpétuelle* de l'abbé de Saint-Pierre. Il avait eu l'idée de faire un extrait des ouvrages de l'abbé, idée suggérée d'ailleurs par la vieille Madame Dupin qui, les jugeant de lecture difficile, voulait les rendre plus accessibles au public. Il avait accepté la tâche, mais y renonça par la suite, et s'arrêta seulement au *Projet de Paix perpétuelle* et à la *Polysynodie*.

Il s'était trouvé fort embarrassé sur la forme à donner à l'ouvrage, car, a-t-il écrit, « passer à l'auteur ses « visions, c'était ne rien faire d'utile ; les réfuter à la « rigueur était faire une chose malhonnête puisque le « dépôt de ces manuscrits que j'avais accepté et même « demandé, m'imposait l'obligation d'en traiter honora- « blement l'auteur. » Il trancha la question en divisant son étude en deux ouvrages bien distincts, l'un destiné à exposer les idées de l'abbé et l'autre la critique de ces idées ; le premier porte comme titre : « *Abrégé du Projet de Paix perpétuelle* », le second « *Jugement sur la Paix perpétuelle* ».

Malgré son intention de ne donner qu'un abrégé,

Rousseau est loin d'être un annaliste fidèle, à bien des égards il se montre créateur, et on reconnaît sa pensée à côté de celle de l'abbé de Saint-Pierre. Il déclare, par exemple, que toute grande révolution est désormais impossible ; on était en 1760 ; or, trente-deux ans plus tard, le bouleversement mondial, né de la révolution française, vint le démentir. Un peu plus loin, il écrit : « Dans vingt ans, l'Angleterre avec toute sa gloire « sera ruinée et, de plus, aura perdu le reste de sa « liberté... ; les Anglais veulent être conquérants, donc « ils ne tarderont pas à être esclaves. » Les vingt années se sont largement écoulées et il ne semble pas que les Anglais soient en voie de devenir esclaves ! Nulle part dans les différents recueils où est exposé le projet de l'abbé de Saint-Pierre on ne retrouve idées semblables.

Il est inutile d'étudier cet extrait en détail ; quelques passages cependant arrêtent l'attention parce qu'ils contiennent des considérations nouvelles.

Rousseau nous dit d'abord que la forme « *confédération* » n'était pas inconnue des Anciens : « Les Grecs « eurent leurs Amphyctions ; les Etrusques leurs Lucu- « monies ; les Latins leurs Féeries ; les Gaules leurs Cités « et les derniers soupirs de la Grèce devinrent encore « illustres dans la Ligue achéenne. »

Ces confédérations, toutefois, sont loin de ressembler, pour la sagesse, à la confédération germanique et à l'union helvétique.

A côté de ces confédérations publiques, nous trouvons la *Société des Peuples de l'Europe*, société naturelle qui,

quoique moins apparente et formée tacitement, n'en existe pas moins ; c'est sous le joug romain qu'elle s'est constituée : « Avant les conquêtes romaines, tous les « peuples de cette partie du monde, barbares et incon- « nus les uns aux autres, n'avaient rien de commun que « leur qualité d'homme, qualité... qui ne différait guère « dans leur esprit de celle de brute. »

Ce fut d'abord une chaîne politique qui unit tous les membres en un corps ; puis les institutions civiles vinrent la renforcer ; enfin la religion, lien plus fort que les précédents, resserra la société et lui permit de subsister à travers les âges. « Voilà comment le Sacerdoce et « l'Empire ont formé le lien social de divers peuples qui, « sans avoir aucune communauté réelle d'intérêts, de « droits ou de dépendance, en avaient de maximes et « d'opinions. » Il faut joindre à cela des causes naturelles : la situation particulière de l'Europe, bien réunie en toutes ses parties, le mélange continu des intérêts dû aux relations commerciales et intellectuelles, la facilité de communication, le goût des habitants pour les voyages, la communauté d'études et de connaissances, le besoin qu'éprouvent les Etats de recourir les uns aux autres.

Mais « cette prétendue fraternité des Peuples de « l'Europe ne semble être qu'un nom de dérision pour « exprimer avec ironie leur mutuelle animosité », car la Société des Peuples de l'Europe souffre de dissensions perpétuelles, de meurtres, de révoltes, de guerres cruelles. Cet état de choses n'est pas surprenant, il est même normal, toute société formée par le hasard, toute société

inorganisée, sans chefs, sans lois, n'étant pas assez forte pour maintenir l'union entre ses membres

« L'état relatif des Puissances de l'Europe est proprement un état de guerre..., tous les traités partiels entre quelques-unes de ces Puissances sont plutôt des trêves passagères que de véritables paix... » Il ne faut pas s'illusionner et croire que cet état peut être changé par la seule force des choses, sans le secours de l'art : la Société des Peuples de l'Europe s'est formée naturellement, mais, pour que cette société libre et volontaire prenne la force d'un corps politique, il est nécessaire qu'elle soit achevée par la raison ; celle-ci seule en détruira les abus et la fera parvenir à la perfection. Pour cela, il faut que cette confédération devienne *générale* ; qu'elle ait un *tribunal judiciaire*, une force *coactive* et *coercitive* ; qu'elle soit durable.

Rousseau arrive alors au système de l'abbé. Il l'analyse fidèlement, étudiant les effets qu'il produira, les moyens propres à l'établir et la raison qui en fait espérer l'exécution possible.

Dans son *Jugement sur la Paix perpétuelle*, Rousseau rend d'abord hommage à l'auteur du projet, à son « zèle de missionnaire qui ne l'abandonna jamais sur ce point, malgré l'évidente impossibilité du succès, le ridicule qu'il se donnait de jour en jour et le dégoût qu'il eut sans cesse à essuyer. Il semble que cette âme saine, uniquement attentive au bien public, mesurait les soins qu'elle donnait aux choses uniquement sur le degré de leur utilité, sans jamais se laisser rebuter par les obstacles ni songer à l'intérêt personnel. »

Mais Rousseau ne croit pas du tout la paix perpétuelle réalisable : les Princes l'empêcheront de s'établir. Les avantages qu'ils en tireraient, si elle existait, sont incontestables ; mais les souverains et leurs ministres, se laissant abuser par l'apparence des choses, sacrifiant leur intérêt réel, qui se trouverait dans la paix perpétuelle, à l'intérêt apparent, qui se trouve dans « l'état d'indépendance absolue qui soustrait les souverains à l'empire de la loi pour les soumettre à celui de la fortune. »

Supposant même la bonne volonté des souverains et des ministres, bonne volonté qu'ils n'auront jamais, il ne faut pas croire, avec l'abbé, que le moment favorable pour mettre à exécution le système se rencontrera facilement, « il faudrait pour cela que la somme des intérêts particuliers ne l'emportât pas sur l'intérêt commun et que chacun crût voir dans le bien de tous le plus grand bien qu'il peut espérer pour lui-même ; or, ceci demande un concours de sagesse dans tant de têtes et un concours de rapports dans tant d'intérêts, qu'on ne doit guère espérer du hasard l'accord fortuit de toutes les circonstances nécessaires. » Le bon abbé voyait assez bien l'effet des choses quand elles seraient établies, mais il jugeait comme un enfant des moyens de les établir. »

Si Rousseau n'a nullement confiance dans l'avenir du Projet de l'abbé de Saint-Pierre, il ne le considère pas pour cela comme une utopie ; il le trouve même « très sage ». D'ailleurs, ce projet n'est pas sorti du cerveau de l'abbé qui a renouvelé le système d'Henri le Grand et de Sully.

La mort d'Henri IV empêcha le Grand Dessein de se réaliser ; mais, si Henri IV avait vécu quelques années de plus, Rousseau ne doute pas que la paix perpétuelle, tant désirée, aurait été enfin établie, car les moyens employés auraient été différents de ceux proposés par l'abbé et les circonstances favorables à sa réussite.

Voici le procédé auquel eut recours Henri le Grand : chacun désirait ardemment et attendait avec impatience le moment propice pour secouer le joug de la Maison d'Autriche ; il forma le plan de la République chrétienne et en prépara l'exécution, tout en le gardant secret ; il n'eut que Sully pour confident. Il conclut des ligues avec les différentes Puissances pour entreprendre la lutte : chaque souverain devait tirer de cette lutte préparée en commun un avantage direct, même Henri IV, qui ne s'était rien réservé, puisque, abaissant le seul plus puissant que lui, il devenait à son tour le plus puissant. Mais les Princes « concouraient au grand but sans pouvoir dire quel il était, comme les ouvriers qui travaillent séparément aux pièces d'une nouvelle machine, dont ils ignorent la forme et l'usage. »

Qu'est-ce qui favorisa ce mouvement ? « Etait-ce la paix perpétuelle que nul ne prévoyait et dont peu se seraient souciés ? Etait-ce l'intérêt public qui n'est jamais celui de personne ?... Réellement, chacun ne travaillait que dans la vue de son intérêt particulier qu'Henri avait eu le secret de leur montrer à tous sous une forme attrayante. » Aussi, le projet, « ayant pour raison secrète l'espoir d'abaisser un ennemi redoutable, recevait de ce pressant motif une activité qu'il

« eût difficilement tirée de la seule utilité commune. »

Rousseau conclut en disant que la paix perpétuelle est un projet absurde à présent, mais qu'il deviendrait raisonnable si un Henri IV et un Sully se présentaient.

La paix perpétuelle est-elle désirable ? Non, répond Rousseau ; « admirons un si beau plan, mais consolons-nous de ne pas le voir exécuter, car cela ne peut se faire que par des moyens violents et redoutables à l'humanité. »

Rousseau n'a pas été si bon prophète que l'abbé de Saint-Pierre : il n'a pas songé à la possibilité d'une Société des Nations née, non pas d'une ligue guerrière, mais d'accords pacifiques.

Jeremy BENTHAM

Jeremy Bentham avait rédigé « *A plan for an Universal and Perpetual Peace* » en 1789, mais c'est seulement en 1843 qu'il a été publié. Ce projet se trouve dans l'ouvrage « *Principles of international Law* » dont il forme le quatrième chapitre.

Bentham constate que « les êtres les plus heureux de l'humanité souffrent de la guerre et que les moins raisonnables, aussi bien que les plus sages, sont assez intelligents pour lui attribuer la plus grande part de leurs maux. »

Recherchant par la suppression de la guerre le bonheur de toutes les nations civilisées, particulièrement celui de la Grande-Bretagne et celui de la France, il fait appel à tous ceux qui portent « le nom de chrétien » afin que par leur éloquence ils lui soient d'une aide favorable. Il pose alors les deux principes qui servent de base à son plan :

I. Réduction et fixation des forces des diverses nations qui composent le système européen ;

II. Emancipation des colonies de chaque Etat.

Quatorze propositions longuement étudiées viennent y apporter un développement.

PREMIÈRE PROPOSITION

« Il n'y a aucun intérêt pour la Grande-Bretagne à posséder des colonies. »

Cette déclaration, venant d'un Anglais, étonne un peu.

Pour Bentham, les colonies sont une entrave à l'établissement de la paix perpétuelle car elles augmentent les causes de guerre par suite des conflits qu'elles peuvent soulever. Au point de vue économique, elles sont tout aussi nuisibles, et Bentham s'étend sur ce sujet en grand économiste qu'il est. Il conclut qu'il faut abandonner toutes les colonies et ne pas en créer de nouvelles.

DEUXIÈME PROPOSITION

« Il n'y a aucun intérêt pour la Grande-Bretagne à contracter des alliances offensives et défensives avec une puissance quelconque. »

Les alliances doivent être rejetées comme contenant en germe des causes de guerre ; pour la même raison, la Grande-Bretagne ne doit pas se préoccuper de garantir les constitutions étrangères. C'est le principe de *non-intervention*.

TROISIÈME PROPOSITION

« Il n'y a aucun intérêt pour la Grand-Bretagne à conclure avec une puissance quelconque des traités lui accordant des avantages commerciaux à l'exclusion des autres. »

Pour Bentham, les nations étant composées d'individus, le commerce de chaque nation doit être limité par les mêmes causes qui limitent le commerce de chaque individu : un simple marchand ne peut pas faire plus de commerce que ne lui permet le capital dont il dispose ; il en sera de même pour tous les marchands, c'est-à-dire pour la nation, d'où l'inutilité de nouveaux débouchés.

Bentham traite dans ce passage d'une question très délicate qu'il est hors de propos de discuter, étant toute économique. De ces propositions découlent tout naturellement les suivantes.

QUATRIÈME PROPOSITION

« Il n'y a aucun intérêt pour la Grande-Bretagne à posséder plus de forces navales qu'il ne lui en est nécessaire pour se défendre contre les pirates. »

Les flottes n'auront d'utilité que pour lutter contre ces derniers ; elles ne serviront plus à la défense des colonies et du commerce, ceux-ci étant désormais supprimés.

CINQUIÈME PROPOSITION

« Il n'y a aucun intérêt pour la Grande-Bretagne à garder les règlements relatifs à l'augmentation et au maintien des forces navales, tels que l'Acte de Navigation, les primes sur le commerce de Groënland, etc... »

SIXIÈME, SEPTIÈME, HUITIÈME, NEUVIÈME

DIXIÈME PROPOSITIONS

« Les propositions semblables à celles énoncées plus haut sont également vraies en ce qui concerne la France. »

L'essentiel, selon Bentham, est que, grâce à l'adoption par l'Angleterre et la France des cinq articles, l'accord règne entre ces deux nations, chacune d'elles n'ayant plus rien à craindre de l'autre.

ONZIÈME PROPOSITION

« En supposant la Grande-Bretagne et la France tout à fait d'accord, la principale difficulté consistera dans l'établissement d'un plan de pacification générale et permanente de toute l'Europe. »

On arrive au cœur même du sujet, et Bentham, dans les trois dernières propositions, aborde trois questions extrêmement importantes se rapportant au *désarmement*, à l'*établissement d'une Cour de Justice*, à la *publicité*.

DOUZIÈME PROPOSITION

« Pour le maintien de la paix, des traités généraux et permanents, limitant le nombre des troupes, doivent être conclus. »

Bentham demande donc le *désarmement partiel* ; mais ce désarmement ne pourra avoir lieu qu'à la suite d'une convention passée entre les parties intéressées.

Bentham ne se fait aucune illusion sur les difficultés qui s'élèveront au sujet de ces traités, difficultés qui auront pour cause le grand nombre des Puissances en jeu. La question serait sans doute résolue si deux nations seulement étaient en présence l'une de l'autre : la France consentirait volontiers à un traité de désarmement avec l'Angleterre, s'il n'y avait que l'Angleterre, mais elle doit songer à se défendre de l'Autriche ; l'Autriche aura

la même pensée que la France et voudra maintenir ses troupes pour se garder de la France, de la Russie et de la Turquie ; la Russie, à son tour, tiendra le même raisonnement.

Pour ce qui est des forces navales, en ce qui concerne l'Europe, la difficulté ne sera peut-être pas insurmontable. Les flottes de la France, de l'Espagne et de la Hollande font contrepoids à celles de la Grande-Bretagne ; seulement, l'accord entre trois nations séparées offre quelques désavantages ; l'Angleterre, au lieu de reconnaître à ces trois nations une puissance égale à la sienne et admettre un désarmement proportionnel, de moitié par exemple, aussi bien pour elle-même que pour les autres, devra alors leur laisser une flotte égale à plus de la moitié.

Un tel arrangement intervenant à la suite d'un accord entre les deux parties ne serait pas déshonorant. Il n'en serait pas de même s'il s'agissait d'un pacte unilatéral, qui place toute la sécurité d'un côté et permet au plus fort d'imposer sa volonté au plus faible.

Bentham engage les Puissances à donner le signal aux autres en prenant d'elles-mêmes des mesures de désarmement : « L'Etat, quel qu'il soit, qui prendrait l'initiative de réduire et de fixer le chiffre de sa force armée, se couvrirait d'une gloire immortelle ». Cet Etat manifesterait ainsi d'une façon évidente son désir de paix, alors que le rejet de cette proposition par une nation serait une preuve certaine de ses intentions belliqueuses. Bentham connaît la faiblesse humaine : comme l'abbé de Saint-Pierre, il fait appel à la gloire, appât susceptible de décider les Princes à adopter son plan.

Le recours à la publicité est indispensable pour lancer cette proposition, qui prendrait la forme d'une adresse de nation à nation ; on gagnerait ainsi la confiance des Etats sollicités et on échapperait à la négligence des Gouvernements contraints désormais à ne plus délaisser des questions aussi importantes ; enfin, ce serait un moyen de connaître les intentions des nations solliciteuses et de les répandre dans le monde entier.

Si la Grande-Bretagne se montrait sourde au projet de Bentham, celui-ci, mettant sa confiance dans la France, lui demanderait de prendre l'initiative de l'exécution : « Qu'elle abandonne ses colonies et qu'elle licencie sa « flotte ». Si une guerre éclatait alors entre la France et l'Angleterre, cette dernière se tournerait du côté du territoire français, les colonies de sa rivale n'existant plus ; elle ne pourrait songer à le mettre sous sa domination : aucun parlement ne consentirait à voter des subsides pour une expédition de ce genre. Quel serait alors le but de son invasion ? Le pillage et la dévastation ? Mais « une telle bassesse répugne, non seulement à l'esprit d'une nation, mais à l'esprit de tous les temps ».

D'ailleurs, pour Bentham, toute guerre est folie : même après une victoire, la situation dans laquelle on se trouve est moins favorable que celle dont on jouissait auparavant. De plus, toute guerre est, dans son essence, ruineuse : il y a autant de chance de la perdre que de la gagner, et dans un cas comme dans l'autre elle entraîne à de grosses dépenses.

Pour un Anglais, le grand obstacle à la paix perpé-

tuelle serait l'ambition — peut-être aussi la perfidie — de la France, mais, dit Bentham, l'émancipation des colonies est regardée comme la partie la plus impraticable de mon projet, alors que deux ministres français, Turgot et Vergennes, affirment que cet abandon est inévitable, et que même l'un deux le déclare éminemment désirable. « Je souhaiterais, ajoute Bentham, que le principal obstacle à la paix perpétuelle se trouve dans les dispositions et les sentiments de la France, car il ne faudrait pas longtemps à mon plan pour être adopté. »

Il constate toutefois que la force l'emporte encore sur la justice dans l'opinion générale ; il reproche à ses compatriotes d'être les grands coupables et leur déclare que c'est à eux que revient le soin d'entreprendre la réforme qui apportera la paix à l'Europe.

TREIZIÈME PROPOSITION

« Le maintien de la paix serait grandement facilité par l'établissement d'une **COUR COMMUNE DE JUSTICE** qui se prononcerait sur les différends entre les nations, bien que ne possédant pas de **POUVOIRS COERCITIFS**. »

Bentham ne croit pas la constitution de ce tribunal impossible puisqu'il en serait de l'intérêt des nations et que des conventions aussi compliquées ont déjà été passées. Il cite comme exemples la neutralité armée, la Confédération américaine, la Diète germanique, la Ligue suisse.

Bentham entre dans les vues de l'abbé de Saint-Pierre et demande pourquoi la fraternité européenne n'existerait pas comme existent la Diète germanique et la Ligue suisse. Cette idée ne doit pas être rejetée ; il s'agit main-

tenant de vaincre les préjugés et d'obtenir l'approbation de la masse des peuples pour l'établissement de cette cour de justice.

Deux raisons faciliteront l'adhésion des peuples à la constitution de la cour de justice : d'abord, la perspective de la réduction des charges dont ils sont écrasés, la première fonction du tribunal étant d'examiner la question du désarmement : « le montant de la réduction pour
« chaque nation sera stipulé dans le traité et, même avant
« la signature de celui-ci, chaque nation devra préparer
« et soumettre aux autres son projet de désarmement,
« afin de le mettre à exécution aussitôt la ratification du
« traité ». Ensuite la confiance qui doit exister entre les nations.

Comment serait composé ce Congrès ou Diète ? Chaque Puissance pourrait y envoyer deux députés, l'un principal, l'autre suppléant éventuel.

Toutes les séances du Congrès seront publiques.

Les attributions de la Diète seront les suivantes :

I. — Elle aura le droit d'*exprimer* son opinion ;

II. — Elle la fera *circuler* dans chacun des Etats adhérents.

Le droit d'exprimer une opinion et de la faire circuler peut paraître platonique ; mais Bentham, qui a bien la tournure d'esprit anglo-saxonne, est convaincu qu'une fois que ce Congrès se serait prononcé, sa décision, émanant d'un Corps reconnu, aurait une autorité si grande qu'elle créerait des mouvements d'opinion dans les pays intéressés.

III. — Elle pourra, après un certain temps, mettre au ban de l'Europe tout Etat réfractaire.

Et Bentham, faisant appel à la force malgré les pouvoirs coercitifs qu'il refuse au tribunal, pense qu'il serait utile de fixer le contingent à fournir par chaque Etat, afin d'assurer l'exécution de la sentence de la Diète ; mais il ajoute aussitôt qu'il ne sera jamais nécessaire de recourir aux armes, la *sanction morale* étant suffisante. Pour permettre à la sanction morale de jouer il suffira « d'introduire dans les conventions qui institueront la Diète une clause garantissant la liberté de la presse dans chaque Etat, de telle sorte que les décisions ou les rapports de la Diète ne se heurtent à aucun obstacle et jouissent d'une publicité illimitée ».

QUATORZIÈME PROPOSITION

« Le secret dans les opérations du Ministère des Affaires Etrangères ne doit pas être toléré en Angleterre ; il est inutile et contraire aux intérêts de la liberté et de la paix. »

Déjà l'abbé de Saint-Pierre avait déclaré que les Puissances signataires ne devraient conclure aucun traité sans le consentement de l'Union, c'est-à-dire qu'aucun traité, après la formation de l'Union, ne pourrait être passé secrètement. Cela s'explique du fait que les Puissances, faisant partie d'un tout et participant au même rouage, ne peuvent être tenues à l'écart les unes des autres. Bentham, plus exigeant que son devancier, blâme les lois, incompatibles avec un bon gouvernement, qui rejettent une telle manière d'agir, et il demande à l'An-

gleterre de lever dès maintenant le voile qui recouvre les négociations diplomatiques. Le secret, que ce soit dans les négociations ou les traités actuellement existants, est mal-faisant et inutile ; mal-faisant parce qu'il ne permet pas de contrôler et d'arrêter, si besoin est, les mesures prises par le Gouvernement et dont on n'a pas connaissance ; inutile parce que dans les mesures défensives il ne peut jamais être nécessaire à aucune nation, et que, dans les mesures offensives, l'Angleterre, plus puissante que deux nations réunies, n'a aucun intérêt à employer la surprise clandestine qui est le fait de « la lâcheté et de la peur, « de l'ambition injuste combinée avec la faiblesse ».

Et Bentham termine en s'élevant une dernière fois contre la guerre : une guerre, même heureuse, ne doit pas être considérée comme une cause de richesse et de prospérité ; seule, la sécurité est la source de l'opulence.

Le projet de paix perpétuelle de Bentham est beaucoup moins intéressant que celui de l'abbé de Saint-Pierre parce que moins étendu et moins précis. Bentham n'a pas le moindre souci d'un plan systématique, d'une construction complète pour l'établissement de la paix ; il cherche le but sans se préoccuper de l'ordonnance ; il pose le principe de la Confédération, mais s'en tient là ; il passe sous silence sa formation, les Puissances qui en feront partie, les conditions pour y accéder. En ce qui concerne le Tribunal arbitral, il est aussi négligeant : sur son lieu de résidence, la manière dont il sera saisi, la procédure employée, on ne sait absolument rien. Enfin, cette idée de la sanction morale suffisante pour assurer

l'exécution des décisions arbitrales nous semble quelque peu chimérique.

Bentham est curieux à étudier parce qu'il reflète la pensée anglo-saxonne, mais, au point de vue valeur, son ouvrage est incontestablement inférieur à ceux de ses devanciers.

Emmanuel KANT

Emmanuel Kant est un grand philosophe : c'est en philosophe qu'il s'occupe de politique, mettant en avant la raison et la morale ; ce n'est plus, comme chez ses devanciers, le sentiment qui lui fait rejeter la guerre, mais bien la morale : c'est la justice qui le conduit à la conception d'une paix perpétuelle et universelle. Cette idée domine en effet tout l'ouvrage dans lequel il expose ses vues sur ce sujet et qui est intitulé : « De la paix perpétuelle ; essai philosophique » (1796).

Par fantaisie sans doute, ou peut-être par légère ironie, Kant a donné à son écrit la forme d'un protocole diplomatique, dont il a adopté les dispositions : articles provisoires — articles définitifs — supplément — appendice — article secret.

« *A la Paix perpétuelle* ». « Cette inscription satirique tracée par un aubergiste hollandais au bas de l'enseigne où il avait fait peindre un cimetière s'adressait-elle aux hommes en général, visait-elle en particulier les souverains insatiables de guerres ou seulement les philosophes qui se livrent au bon songe d'une paix perpétuelle » ?

C'est ainsi que débute Kant dans le préambule de son ouvrage, réclamant indirectement pour le philosophe le droit de s'occuper de politique. Il édicte ensuite, dans les articles préliminaires, au nombre de six, les prescriptions qui devront être respectées au préalable par les diverses nations désireuses de jouir de la paix perpétuelle.

Chaque article est suivi d'un commentaire.

ARTICLE I

« Nul traité de paix ne peut mériter ce nom s'il contient des réserves secrètes qui permettent de recommencer la guerre. »

Le propre du traité de paix, explique Kant, est de mettre fin à tout sujet de guerre, quel qu'il soit ; un traité de paix qui contiendrait des matières susceptibles d'amener une nouvelle guerre ne serait qu'un armistice, une simple suspension d'armes ; ce ne serait pas la paix, mot qui signifie fin de toute hostilité.

ART. II

« Nul Etat, qu'il soit grand ou petit, ce qui est ici tout à fait indifférent, ne pourra jamais être acquis par un autre Etat, ni par héritage, ni par échange, ni par achat, ni par donation. »

Kant condamne tout le droit de l'ancien régime en matière d'accroissement de territoire. L'Etat ne se confond plus avec le Prince, ni la souveraineté avec la propriété.

Pour lui, l'Etat n'est pas un patrimoine, c'est une

Société d'hommes ; nul n'a le droit d'en disposer, si ce n'est cette société elle-même. En somme, Kant pose la fameuse formule du « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* » qui a pris une si grande importance depuis la Grande Guerre. Quand on incorpore un Etat dans un autre, continue-t-il, on le réduit à l'état de chose alors qu'il est une personne morale ; on aboutit à la négation de l'idée du contrat originaire sans lequel on ne saurait concevoir de droit sur un peuple. Cette réflexion montre l'influence qu'a exercée la théorie du contrat social de Rousseau sur la pensée du philosophe.

ART. III

« Les armées permanentes doivent entièrement disparaître avec le temps. »

Les armées permanentes sont un danger pour les autres Etats, qu'elles menacent d'une façon continue ; elles les poussent à accroître leurs forces militaires ; or, l'entretien de celles-ci est toujours une source de dépenses ; les Princes, plus leurs troupes se renforcent, c'est-à-dire plus leurs frais augmentent, sont enclins à s'en servir, peu désireux de les laisser inutiles. Il faut donc affaiblir les forces qui sont à la disposition des souverains afin que leur envie d'en faire emploi disparaisse.

Kant assimile aux armées permanentes l'accumulation d'un trésor de guerre, la thésaurisation.

ART. IV

« On ne doit point contracter de dettes nationales pour soutenir au dehors les intérêts de l'Etat. »

L'accumulation d'un trésor provenant des emprunts sera une facilité de plus pour entreprendre la guerre ; cette facilité de faire la guerre, ajoutée à l'inclination naturelle qui y porte déjà les hommes, est un obstacle à la paix perpétuelle. Il est d'autant plus urgent de supprimer cet usage que son maintien ne manquerait pas d'amener une banqueroute dans laquelle se trouveraient entraînée d'autres Etats.

ART. V

« Aucun Etat ne doit s'ingérer de force dans la constitution ni dans le Gouvernement d'un autre Etat. »

On trouve dans cette idée le principe de « *non intervention* » au nom duquel est condamnée l'immixtion dans les affaires intérieures. Les Etats sont autonomes et ce serait méconnaître leur indépendance que d'intervenir dans leurs propres affaires.

Kant admet l'intervention dans le cas où, par suite de discordes intérieures, un État se diviserait en deux Etats particuliers, chacun ayant la prétention de dominer le tout : « Ce ne serait pas s'ingérer dans la constitution de cet Etat anarchique, puisqu'il n'y aurait point alors de gouvernement régulier ».

ART. VI

« On ne doit pas se permettre dans une guerre des hostilités qui seraient de nature à rendre impossible la confiance réciproque quand il sera question de la paix. Tels seraient l'usage que l'on ferait d'assassins ou d'empoisonneurs, la violation d'une capitulation, l'encouragement secret à la rébellion, etc... »

Cette idée est très juste et très sage; même pendant la guerre, il faut qu'une sorte de confiance règne dans les règles qui président à la marche des hostilités et qui doivent avoir pour base le respect de l'honneur et de l'humanité.

Les articles préliminaires étant posés, Kant arrive aux principes essentiels du traité de paix. Ceux-ci, au nombre de trois, sont brefs et concis; en six lignes, le philosophe nous offre les bases théoriques de la paix future.

Comme les articles précédents, chacun des articles essentiels est accompagné d'un développement.

ARTICLE I

« La constitution civile de chaque Etat doit être républicaine. »

Kant entend par là qu'elle doit être fondée sur des principes compatibles avec la liberté et l'égalité :

« 1^o) Avec la liberté qui doit appartenir à tous les membres d'une Société en leur qualité d'hommes ;

« 2^o) Avec l'égale soumission de tous à une législation commune comme sujets ;

« 3^o) Enfin avec le droit d'égalité qui appartient à tous et à chacun comme membres de l'Etat ».

Pour Kant, la république est l'Etat où il y a un système représentatif du peuple, où le pouvoir législatif est séparé de l'exécutif. Il n'admet pas la démocratie pure où la représentation est impossible ; il conçoit très bien la république avec un monarque.

ART. II

« Le droit international doit être fondé sur une fédération d'Etats libres. »

Les peuples conclueront un pacte entre eux ; ils formeront une alliance, mais une alliance particulière, différant du traité de paix, *pactum facis*, qui ne met fin qu'à une guerre seulement ; cette alliance que Kant nomme « *foedus pacifium* » terminerait à jamais toutes les guerres. La liberté de chacun des membres y serait garantie sans qu'il y ait domination d'Etat à Etat : ce serait une Fédération, comme dans le projet de l'abbé de Saint-Pierre, et non pas un Super-Etat.

Pour la formation de l'alliance, il suffirait qu'un Etat puissant se constituât en république ; ce serait le centre de l'Union à laquelle d'autres Etats, subissant une sorte d'attraction, pourraient adhérer librement. On est loin ici de la convention préalable de l'abbé de Saint-Pierre. S'étendant indéfiniment et insensiblement, l'Union arriverait à embrasser le monde entier ; elle serait donc volontaire et en même temps révocable.

La Fédération jouirait de la puissance exécutive, législative et judiciaire.

ART. III

« Le droit cosmopolitique doit se borner aux conditions d'une hospitalité universelle. »

Les relations établies entre les peuples deviennent de plus en plus étroites, dit Kant ; elles devront être régle-

mentées par le droit cosmopolitique ; celui-ci relèvera du code, encore non écrit, qui, comprenant le droit civil et le droit des gens, constituera plus tard le droit public des hommes en général et les conduira à la paix perpétuelle.

Kant n'est pas exigeant puisque le droit cosmopolitique qu'il préconise devra se borner au droit d'hospitalité qui, selon lui, n'est en somme qu'un droit de circulation.

Le philosophe dessine à peine l'idée de Société des Nations. Son alliance d'Etats n'est qu'une simple indication ; il passe sous silence l'organisation du tribunal arbitral. Il est très inférieur à l'abbé de Saint-Pierre sur ce point.

Pour lui, la vraie garante de la paix est la *Nature*, par l'influence qu'elle exerce : « Nous avons pour garant de
« la paix perpétuelle l'ingénieuse et grande ouvrière, la
« Nature elle-même. Son cours mécanique annonce évi-
« demment qu'elle a pour fin de faire naître l'harmonie
« parmi les hommes, la tirant, fut-ce contre leur inten-
« tion, du sein même de leurs discordes ». Ce n'est pas en faisant appel à la raison qu'elle assure le respect du droit, mais à l'intérêt, mobile qui préside aux actes des hommes.

Voici comment les nations seront amenées à adopter la constitution républicaine : la constitution républicaine ne pourra être obtenue que par l'établissement des lois universelles ; la plupart des êtres, par raison, aspirent à ces lois propres à assurer leur conservation, mais chacun d'eux, par intérêt, cherche à s'en exclure. La constitu-

tion qu'on leur donnera devra donc « enchaîner tellement l'une par l'autre leurs « passions personnelles que, « dans leur conduite extérieure, l'effet de ces passions soit aussi insensible que s'ils n'avaient pas du tout ces dispositions mauvaises. »

Le respect de la Fédération d'Etats libres, c'est-à-dire le maintien de l'indépendance de chacun des Etats, sera dû à la diversité des langues et à la diversité des religions.

Enfin, le droit cosmopolitique sera observé grâce à l'esprit de commerce qui s'empare tôt ou tard de chaque nation et qui opère entre elles une union.

Il semble que la conception de Kant, s'en remettant ainsi à la Nature pour assurer la paix perpétuelle, est un peu trop molle ; la paix perpétuelle, pour être maintenue, demande quelque chose de plus.

Dans l'article secret de son projet de paix perpétuelle, introduit dans la deuxième édition de l'ouvrage en 1796, Kant réclame l'insertion de cette mention dans les traités de droit public : « Les maximes des philosophes sur les « conditions qui rendent possible la paix perpétuelle « doivent être consultées par les Etats armés pour faire « la guerre ». Cette formule indique que tout ceci n'est que philosophie. Evidemment, l'Etat ne doit pas donner sa préférence aux maximes du philosophe sur les décisions du jurisconsulte, mais Kant demande « que le philosophe soit écouté ». Le juriste se cantonne dans l'application des lois positives, le philosophe fait plus en cherchant si ces lois n'auraient pas besoin de réformes.

Kant n'exagère pas l'autorité que les philosophes pouvaient avoir sur les Gouvernements ; il ne pense pas, comme l'abbé de Saint-Pierre, qu'il avait trouvé un programme qu'il n'y avait plus qu'à appliquer immédiatement.

Enfin, l'appendice contient l'examen des deux idées suivantes : « De *l'opposition* qui se trouverait entre la morale et la politique au sujet de la paix perpétuelle ».

« De *l'accord* que l'idée transcendante du droit établit « entre la politique et la morale ».

Kant soumet la politique à la morale et rappelle la signification de la sentence « *fiat justitia, pereat mundus* » que la justice règne, dussent périr les scélérats de tout l'univers : les maximes politiques doivent s'appuyer sur l'idée du devoir, quelles qu'en puissent être les conséquences par la suite. pour savoir si ces maximes sont conformes au droit, c'est-à-dire si elles sont d'accord avec la morale, Kant a recours à un critérium, la publicité. Pas de droit sans justice puisqu'il est fondé sur celle-ci ; pas de justice sans publicité puisqu'elle ne peut être rendue que publiquement ; un principe juridique qui ne supporte pas la publicité doit être infailliblement repoussé comme injuste. C'est en réalisant ainsi le règne du droit public que l'on atteindra la paix perpétuelle.

L'ouvrage de Kant a évidemment une portée morale très belle, mais qui est nécessaire pour faire pardonner certaines lacunes.

LES CONFÉRENCES DE LA HAYE

de 1899 et de 1907

C'est à la première *Conférence de La Haye*, en 1899, que la formule de la Société des Nations a été consacrée.

En août 1898, une circulaire, concernant la réunion d'une conférence pour l'examen de la réduction possible des armements excessifs, émanait du Ministre des Affaires Etrangères russe, Mouravieff. Elle suscita la méfiance.

Une seconde note fut remise aux Puissances afin de provoquer une conférence de limitation des armements. Cette note réservait la première place à la limitation des armements mais contenait en même temps quelques recommandations visant la réglementation de la guerre, et surtout l'usage des bons offices de la médiation et de l'arbitrage, pour prévenir les conflits armés entre les nations.

La proposition fut acceptée et la conférence se réunit à La Haye le 18 mai 1899.

En ce qui concerne la *limitation des armements*, il n'y a pas eu de résultat positif. La Russie, dans sa première

note, demandait la réduction des armements ; dans la seconde, elle ne demandait plus que la non augmentation, c'est-à-dire le maintien du statu quo. Ce dernier ne fut même pas accepté ; on se borna à une déclaration platonique : « La limitation des charges militaires est « grandement désirable », et à un vœu : « La mise à « l'étude d'une entente concernant la limitation des for- « ces armées ». Le principe de la limitation des armements a donc subi un échec à la Conférence de 1899.

Pour ce qui est de la *réglementation des lois de la guerre*, la conférence enregistre un résultat matériel important. L'abbé de Saint-Pierre, dans un passage des *Annales politiques*, demandait déjà à ce que les usages barbares de la guerre soient humanisés, ouvrant ainsi la voie aux travaux de La Haye.

Quant à la *réglementation sans guerre des conflits internationaux*, la Conférence de 1899 marque une époque dans l'histoire des Nations. Les résultats, s'il ont été limités, n'en ont pas été moins sensibles.

En premier lieu, une *Commission internationale d'enquête* est instituée. Cette commission, qui a pour but d'établir la vérité en face d'un fait contesté entre deux Etats, fait œuvre d'expert et n'aboutit pas à une décision obligatoire.

En second lieu, la Conférence s'attache à faire progresser les *bons offices* et la *médiation* ; le secours à la médiation n'est jamais obligatoire, ce qui lui donne une valeur pratique très restreinte.

Le grand résultat de la Conférence de 1899 est la création de la *Cour permanente d'arbitrage de La Haye* : la justice internationale se rapproche de la justice interne par la permanence, mais elle n'atteint pas encore à l'obligation, les différentes Puissances, principalement l'Allemagne, y ayant fait opposition.

Le point important de 1899, c'est que, matériellement, l'arbitrage se fixe ; jusqu'alors il avait été errant à travers le monde, siégeant à Genève, à Paris ; désormais, il a un siège à La Haye. Mais cette Cour, malgré les efforts tentés à la Conférence, est essentiellement *facultative* : faculté pour les Puissances d'y recourir sans qu'il y ait obligation, facilité de la composer à leur gré ; chaque Etat signataire doit nommer un certain nombre de juges, quatre au maximum ; lorsque deux Etats ont un litige, c'est à eux que revient le soin de choisir, parmi les membres très nombreux qui composent la cour, les quelques juges appelés à connaître le différend. A la rendre ainsi facultative en ce qui concerne les juges, la justice interne n'a plus de permanence que le nom ; ce qu'il y a de permanent, c'est la liste des membres de la Cour siégeant à La Haye dans laquelle s'exerce le choix des parties. La Cour n'est qu'un « cadre où passent les tribunaux éphémères ». (Louis Renault).

D'autre part, la Convention pose le principe suivant : les puissances signataires considèrent comme un *devoir*, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte. C'est un devoir d'action pacificatrice, mais c'est un devoir moral : il n'y

a pas de sanction, les Etats sont libres ou non de faire ce rappel ; or, jamais ce rappel n'a eu lieu.

Quels ont été les résultats de la Conférence de 1899 ?

L'œuvre de La Haye a été impuissante à empêcher la guerre sud-africaine et la guerre russo-japonaise. Quelques résultats partiels sont cependant à signaler : la Cour permanente d'arbitrage fonctionna avec succès, ce qui est un grand résultat, dans affaires des fonds pieux de Californie, du blocus du Venezuela, des baux japonais ; d'autre part, les traités d'arbitrage se développent : entre 1899 et 1907, trente-trois traités particuliers ont été signés, entre autres celui entre la France et la Grande-Bretagne. Ils ne visent que les conflits purement juridiques et exceptent de l'arbitrage obligatoire les différends qui touchent à l'honneur et aux intérêts vitaux des parties contractantes ; en réalité, l'Etat en litige étant seul juge de son honneur et de ses intérêts vitaux, le résultat est que l'arbitrage, soi-disant obligatoire, reste purement discrétionnaire pour l'Etat qui l'a consenti.

Malgré tout, le progrès réalisé à La Haye en 1899, bien que très faible, n'en constitue pas moins un progrès.

Parmi les signataires des traités particuliers d'arbitrage figuraient les Puissances mêmes qui avaient combattu le principe de l'obligation en 1899. Il s'agissait donc pour la deuxième Conférence, d'enregistrer cette évolution et de transformer en lien mondial les liens particuliers unissant déjà un grand nombre d'Etats.



La deuxième *Conférence de La Haye* se réunit le 15 juin 1907. Outre les 26 Etats qui avaient pris part au Congrès de 1899, figurait l'Amérique latine, sauf le Mexique qui faisait déjà partie de la première Conférence ; cela portait à 44 le nombre des Puissances représentées.

La Conférence de 1899 s'était occupée surtout des lois de la guerre sur terre ; celle de 1907 concentra son activité sur la *réglementation des lois de la guerre sur mer*, tout en apportant des modifications aux premières.

L'échec de la Conférence fut complet en ce qui concerne la question de la *limitation des armements* qui fut examinée plus superficiellement encore qu'en 1899. En 1899, on avait abouti à un vœu et à une résolution ; en 1907, on se borna à la déclaration en remplaçant l'adverbe « grandement » par l'adverbe « hautement » : « La limitation des armements est hautement désirable ». C'est là tout le progrès réalisé.

La question de l'*arbitrage obligatoire* subit à peu près le même sort.

En 1899, le principe même de l'arbitrage obligatoire avait été combattu et repoussé ; en 1907, il est admis à l'unanimité. Il y avait là un progrès incontestable réalisé sur la première Conférence.

Au début, la Conférence de 1907 eut l'espoir de voir se signer entre ses membres un traité permanent d'arbitrage obligatoire, mais cet espoir ne se réalisa pas. Lorsqu'il fallut se mettre d'accord sur le contenu du traité, il y eut des oppositions, particulièrement du côté de

l'Allemagne qui s'éleva contre l'idée même d'un traité permanent d'arbitrage, obligatoire pour tous les Etats, et d'un caractère général. Un seul véritable cas d'arbitrage obligatoire et général fut introduit en ce qui concerne les dettes contractuelles : une convention spéciale interdit le recours à la force armée pour le recouvrement des dettes contractuelles, sauf si l'Etat débiteur refuse l'arbitrage ou manque d'exécuter la sentence arbitrale.

La Conférence porta son attention sur l'organisation du tribunal arbitral. La Cour permanente de 1899 avait marqué un progrès considérable sur le passé, mais présentait une lacune grave, puisqu'elle n'était pas composée de juges permanents. La nécessité d'une amélioration se faisait sentir. La délégation américaine proposa de créer à côté de la Cour existante une *Cour de Justice arbitrale* qui serait véritablement permanente, cette nouvelle Cour doublant la Cour d'arbitrage de La Haye sans la remplacer.

Ce devait être une organisation essentiellement judiciaire, composée d'un petit nombre de juges, 15 à 17 au plus, et à la nomination desquels les 44 Etats réunis à La Haye devaient tous participer dans des proportions à déterminer. Mais il fut impossible d'arriver à un accord sur la nomination des juges : les grandes Puissances, au nombre de 7, entendaient avoir un juge à demeure, les Etats qui ne sont pas Grandes Puissances devant se contenter de 7 juges par roulement ; ces dernières firent obstacle à cette solution. On se résigna à voter une convention relative à la Cour de Justice arbitrale où tout était prévu, sauf l'essentiel, c'est-à-dire la manière de nommer

les juges. La conférence de 1907 n'aboutit pas plus à un succès sur ce point : elle entrevit bien une Cour de Justice arbitrale, mais ne réussit pas à l'organiser, car une Cour sans juges n'est qu'une fiction.

Un progrès se remarque dans la *recommandation de l'arbitrage* : au devoir purement moral, imposé par la Conférence de 1899 aux tierces Puissances, de rappeler que l'arbitrage existe, s'ajoute le droit, pour chacun des intéressés, de le réclamer lui-même ; la Conférence de 1907 accorde à chacune des Puissances, et même à une seule des Puissances en conflit, le droit de faire connaître au Bureau de La Haye sa volonté de se soumettre à l'arbitrage, le bureau devant aussitôt informer l'autre partie de cette déclaration.

La deuxième Conférence de La Haye a été plus heureuse dans la formation, sur le papier seulement il est vrai, de la *Cour internationale des Prises*. Pour la première fois, les Etats se mettaient d'accord pour reconnaître une juridiction internationale, obligatoire et permanente, supérieure à leurs juridictions nationales et chargée de l'attribution des prises maritimes. Mais on se heurta à une lacune : l'absence d'une législation internationale sur le droit de prise (il y avait opposition entre le droit anglais et le droit européen). Le document relatif à la Cour internationale des Prises est donc resté platonique.

L'insuccès des travaux de la deuxième conférence de la Haye, principalement en ce qui concerne l'arbitrage obligatoire, a permis aux guerres de se développer : guerre entre la Turquie et l'Italie, guerres des Etats balkaniques. Ces guerres annoncèrent et préparèrent celle qui

nécessairement devait venir et qui vint effectivement.

En résumé, la formule de la Société des Nations était bien consacrée par la Conférence de 1899, mais cette Conférence, pas plus que celle de 1907, n'envisageait une union des Etats fortement établie, propre à assurer une paix durable.

Il serait injuste de prétendre que les Conférences de La Haye ont été une faillite ; le fait que des problèmes considérés jusqu'alors comme inabordables y ont été discuté, dans une étroite collaboration entre les représentants d'un nombre imposant de Puissances, 26 en 1899 et 44 en 1907, constitue plus qu'un progrès, mais un résultat. Seulement, les événements se sont chargés de démontrer qu'elles n'ont pas été non plus un succès.

Le pacte de la Société des Nations

(1919)

Le 28 juin 1919, la *Société des Nations* à laquelle on aspirait depuis des siècles prenait enfin naissance.

La Société des Nations a commencé d'exister, en effet, par la signature et la ratification du Traité de Paix de Versailles, le pacte formant la première partie de ce traité comme de ceux de Saint-Germain, de Neuilly et de Trianon.

La Société des Nations n'est pas une organisation distincte existant en dehors des Etats qui la composent ; c'est une Société internationale, volontairement consentie et non imposée, pourvue de tous ses organes et possédant une administration, une justice, une force publique ; c'est une association d'Etats s'engageant librement à respecter certains principes reconnus par tous, à limiter parfois leur indépendance d'action, à combiner leurs efforts pour la défense de leurs intérêts communs.

Il est intéressant et curieux de rapprocher le *Projet de Paix perpétuelle* de l'abbé de Saint-Pierre du *Pacte de 1919* parce qu'on retrouve, dans ce dernier, des princi-

pes formulés deux siècles auparavant par celui que l'on qualifiait alors d'utopiste.

Les plus importants de ces principes seront retenus.

L'abbé de Saint-Pierre préconisait la constitution d'une Diète européenne, siégeant à Utrecht, composée de représentants des Etats souverains.

Cette idée de groupement des Etats sous forme de Diète se retrouve dans le Pacte, mais, très élargie, cette association étant devenue mondiale d'eupéenne qu'elle devait être.

L'égalité politique la plus parfaite se trouvait respectée dans la Diète prévue par l'abbé de Saint-Pierre puisque chacune des Puissances de l'Union y nommait un député auquel était donnée une voix ; 2 vice-députés étaient également désignés pour suppléer au député au cas échéant.

Pareille égalité se rencontre au sein de l'*Assemblée de Genève* : chaque membre a le même nombre de représentants, 3 au plus, et ne dispose que d'une voix ; on ne tient compte ni de la population, ni de l'étendue, ni de l'ancienneté du territoire ; c'est là que se vérifie dans toute sa force le principe de l'égalité des associés qui a pour but de protéger les petites Puissances contre le développement des grandes qui pourraient prendre une importance considérable dans l'association (art. 3 du pacte).

Les représentants des Etats membres sont choisis par leur Gouvernement respectif ; ils peuvent toujours se

faire remplacer par des délégués suppléants ou des adjoints.

A côté de l'Assemblée se dresse un organisme, dont l'équivalent fait défaut dans le Projet de Paix perpétuelle, et qui est le *Conseil*.

La création du Conseil a eu pour but de faire, au sein de la Société des Nations, une place *prépondérante* aux principales Puissances qui, dans l'Assemblée, sont confondues avec les autres nations, tous les Membres étant sur le même pied d'égalité. On a estimé que, de par le nombre de leur population, l'étendue de leur territoire, leur ancienneté de civilisation, leur rôle historique, elles étaient particulièrement qualifiées pour prendre des initiatives.

L'Assemblée et le Conseil sont des organes *égaux* mais *différents* ; possédant chacun une large indépendance, ils ne sont pas pour cela tout à fait distincts l'un de l'autre, puisque les membres du Conseil sont aussi membres de l'Assemblée et que la liaison entre eux est assurée par le Secrétariat.

A l'origine, tel qu'il résultait du Pacte, il y avait 5 sièges permanents et 4 sièges non permanents ; les Etats-Unis, auxquels était attribué un siège permanent, n'ayant pas ratifié le traité de Versailles, le nombre des sièges permanents était tombé à 4.

Le Conseil a déjà usé du pouvoir qui lui est reconnu par l'art. 4 § 2 en augmentant le nombre des sièges permanents et non permanents, après une décision prise à l'unanimité, avec approbation de la majorité de l'Assemblée.

La possibilité pour le Conseil d'augmenter le nombre des sièges permanents montre la grande souplesse de l'institution.

En rédigeant l'art. 4 § 2, on a songé à l'Allemagne et à la Russie ; il est évident que, lorsque certaines Puissances se présentent au seuil de la Société des Nations, il faut qu'elles prennent immédiatement un siège au Conseil ; tel a été le cas pour l'Allemagne.

Ce qui fait encore la souplesse de l'art. 4 c'est qu'il n'est pas besoin, pour avoir un siège permanent, d'être principale Puissance alliée ou associée : une nation qui a fait un stage comme membre non permanent peut très bien s'élever jusqu'au titre de membre permanent si elle prend de l'autorité et si elle fait sentir son influence sur la Société des Nations. Cela ne veut pas dire qu'un membre de la Société qui n'a jamais été membre non permanent ne puisse pas devenir membre permanent ; il le pourra s'il présente un développement tel qu'il ne puisse pas être laissé au dehors du Conseil.

Les grandes Puissances favorisent l'extension du Conseil parce qu'elles sont toujours sûres que, dans ce corps, leur souveraineté politique sera sauvegardée : les décisions du Conseil requérant l'unanimité, aucun de ses membres ne peut être lié contre son gré.

La création des sièges non permanents est un progrès immense réalisé ; elle permet aux Etats qui ne sont pas principales Puissances, à ceux qu'on dénomme « puissances à intérêts limités », de venir dans le Conseil, temporairement il est vrai, à côté des principales Puissances, pour délibérer et voter. De plus, il est reconnu

à tout Etat non membre d'envoyer un représentant siéger au Conseil toutes les fois qu'une question l'intéressant particulièrement y est traitée. Il y a là une garantie pour le respect de sa souveraineté, et pour ses droits auxquels on ne peut toucher sans qu'il intervienne.

Primitivement, le mandat des membres non permanents était d'un an, depuis 1926 il est de trois ans. C'est à l'Assemblée que revient le soin d'élire chaque année, pour trois ans, trois membres non permanents qui entrent aussitôt en fonction.

Le Conseil et l'Assemblée sont compétents pour toute question, quelle qu'elle soit, du moment qu'elle relève de l'activité de la Société ou qu'elle affecte la paix du monde (art. 3 § 3, art. 4 § 4). Par conséquent, sauf disposition contraire du Pacte, le Conseil et l'Assemblée ont les mêmes pouvoirs : ils ont une *compétence générale commune*. Théoriquement il y a compétence égale et même alternée : l'Assemblée une fois saisie d'une question, le Conseil n'est plus compétent, et réciproquement ; mais, en fait, il y a prépondérance du Conseil : l'Assemblée et le Conseil sont bien compétents l'un et l'autre en matière de différends (art. 15), mais c'est devant le Conseil, et non pas devant l'Assemblée, que le conflit se trouve porté, et cela parce que le Conseil, moins nombreux que l'Assemblée, se réunit plus facilement et prend plus rapidement une décision. On peut, évidemment, faire passer la compétence du Conseil à l'Assemblée, mais, en réalité, le Conseil étant le premier saisi aura tendance à garder l'affaire. Le Conseil est ainsi appelé à exercer seul des attributions communes.

En dehors des attributions *concurrentes*, le pacte reconnaît au Conseil et à l'Assemblée certaines attributions, *spéciales* à chacun d'eux, et des attributions *conjointes* qu'ils exercent de concert.

L'Assemblée se réunit sur convocation du Président du Conseil, par l'intermédiaire du Secrétaire général, au mois de septembre de chaque année ; elle peut se réunir à d'autres dates fixées, soit par elle, soit par le Conseil, elle peut se réunir aussi en session spéciale.

Le Conseil se réunit quand les circonstances le demandent, et au moins une fois par an ; dans la pratique il se réunit une fois par trimestre.

Le siège de la Société est à Genève ; toutefois, le Conseil a le droit de décider de l'établir ailleurs.

L'abbé de Saint-Pierre recommandait comme langue officielle celle la plus courante en Europe. A Genève, les langues en usage sont le français et l'anglais.

C'est le Président du Conseil qui est président de l'Assemblée à son ouverture.

L'Assemblée nomme d'abord son président, qui n'appartient jamais à une grande Puissance, et six vice-présidents, auxquels viennent s'ajouter six autres qui sont les présidents des grandes Commissions de l'Assemblée. Le bureau une fois formé, les travaux commencent, l'Assemblée répartit les questions sur lesquelles elle a à se prononcer entre six commissions, ayant chacune une compétence spéciale, et dans laquelle chaque Etat a un représentant. Ces Commissions, spécialisées chacune dans un certain nombre de questions

déterminées, rappellent les bureaux institués par l'abbé de Saint-Pierre. La Commission saisie étudie la question qui lui est soumise et nomme un rapporteur chargé de présenter à l'Assemblée le compte rendu général de ses conclusions. Puis, l'Assemblée entière délibère et vote les résolutions finales.

En ce qui concerne le Conseil, la présidence change à chaque session ; elle est attribuée à tour de rôle à tous les membres du Conseil, en suivant l'ordre alphabétique français des pays qu'ils représentent. L'abbé de Saint-Pierre était également partisan de l'accession successive à la présidence de tous les membres de la Diète, mais il en basait le roulement sur l'ancienneté de l'entrée des Puissances dans l'Union.

Les séances de l'Assemblée sont publiques ; les séances du Conseil le sont, autant que possible.

D'après le Projet de Paix perpétuelle, les décisions de la Diète auraient été prises, soit à la pluralité, soit à la majorité, soit à l'unanimité. Le Pacte, au contraire, pose le principe de *l'unanimité*. Il y a des exceptions.

L'Assemblée et le Conseil ne sont pas les seuls principaux organes de la Société ; il y a encore le Secrétariat. Bien que dépourvu de pouvoir propre de décision, il a cependant une importance considérable ; il sert d'intermédiaire entre les Etats membres et est agent de liaison des organes politiques de la Société ; il prépare les réunions du Conseil et de l'Assemblée, centralise tous les renseignements et publie les documents relatifs à la Société ; en cette matière le Pacte lui a confié une lourde tâche en le chargeant de l'enregistrement et de la

publicité des traités internationaux. Son travail se répartit entre différentes sections.

La Société des Nations une fois créée, il faut songer à son existence. L'abbé prévoyait une contribution proportionnelle des Souverains aux frais de l'Alliance (art. 11).

Les élaborateurs du Pacte ont montré le même souci d'assurer des *ressources pécuniaires* à l'Union dont les dépenses seront supportées proportionnellement par les membres, dans la mesure décidée par l'Assemblée (art. 6, § 5).

Le but que visait l'abbé de Saint-Pierre, par la formation de l'Union, était de procurer aux Princes « sûreté entière de la conservation en entier de leurs Etats » (art. 1).

Cette formule est passée dans l'art. 10 du Pacte «pour respecter et maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société ».

Suivant l'expression même du Président Wilson, la formule de la *garantie de l'intégrité territoriale* mutuelle constitue la clef de voûte de la construction du Pacte de la Société des Nations.

L'article 10 proclame le principe suivant : l'indépendance politique des Etats membres de la Société des Nations ne pourra être violée et leur statut territorial modifié par des actes d'agression. A cet effet, les Etats membres s'engagent : 1° à *respecter* mutuellement leur

intégrité territoriale et leur indépendance politique, suivant le principe de souveraineté, c'est-à-dire à *s'abstenir* de tout ce qui sera susceptible de leur porter atteinte; 2° à *maintenir* mutuellement leur intégrité territoriale et leur indépendance politique, c'est-à-dire à les *garantir*, et à *agir*, si besoin est, pour leur défense. Cette obligation serait légère s'il n'y avait qu'à respecter, mais il faut aussi garantir, ce qui la rend très lourde.

Les dispositions de l'article 10 ne jouent que pour l'agression extérieure et non pas pour la révolte intérieure. Au contraire, dans le Projet de Paix perpétuelle, le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats n'est pas reconnu.

C'est le Conseil qui est le gardien de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des Etats, puisque c'est à lui qu'il appartient de donner à l'obligation tout son effet en cherchant les sanctions à infliger aux contrevenants.

Faut-il conclure de cette disposition du Pacte que l'organisation territoriale et politique des Etats est immuable et que le statut mondial a été fixé d'une manière intangible, en 1919, par les traités de paix ? La réponse se trouve dans l'article 19 du Pacte, qui ne doit pas être isolé de l'article 10 : « l'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales, dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde ».

L'article 19 permet le libre développement des Etats

et des Peuples en conciliant la garantie de l'intégrité territoriale avec toute possibilité d'évolution future.

Les termes du préambule du Pacté : les Puissances s'engagent à accepter certaines obligations *de ne pas recourir à la guerre*, font penser à la proposition très importante dans son principe de l'art. III du Projet de Paix perpétuelle : renonciation indéfinie, perpétuelle, à la guerre, comme solution des différends entre Princes; toutefois, chez l'abbé de Saint-Pierre, l'abstention est absolue. Le *Pacte Kellog* vient de renforcer tout récemment le Pacté de 1919 sur ce point.

Il est intéressant de noter que le problème du *désarmement*, qui se pose d'une façon si sérieuse aujourd'hui, préoccupait déjà l'abbé de Saint-Pierre qui demandait une réduction égale des effectifs. Le Pacté, dans son art. 8, parle, non pas de réduction égale pour tous les membres de la Société, mais de réduction proportionnelle

Le désarmement total n'est pas envisagé, mais seulement la *réduction* des armements nationaux. Il ne peut pas être question de désarmement complet puisque les besoins de la Société exigent qu'une force armée soit mise à sa disposition ; c'est pour cette raison d'ailleurs que le minimum fixé pour la réduction devra être, non seulement compatible avec la sécurité nationale de chaque Etat, mais encore suffisante pour permettre à la Société de poursuivre par les armes tous ceux qui voudront se soustraire aux obligations internationales.

La réduction des armements étant reconnue nécessaire, il devra être dressé des plans arrêtant pour chaque Etat

les contingents autorisés. C'est au Conseil seul qu'incombe cette tâche.

Les effectifs seront fixés en tenant compte de la situation géographique et des conditions spéciales de chaque Etat ; il est certain que les besoins de défense varient avec la nature et l'étendue des frontières, la force des Etats limitrophes, la nature des relations politiques entretenues avec les Puissances voisines.

Le Conseil n'a aucun pouvoir de décision ; il *n'impose rien* ; il ne fait que *recommander*. Les mesures de réduction, pour entrer en vigueur, doivent être soumises à l'approbation des divers Gouvernements qui se décideront après examen. Possibilité leur est donnée de les renvoyer au Conseil avec tous les changements qu'ils jugent désirables. D'après les termes mêmes du Pacte, les Gouvernements ne s'engagent nullement à réduire les armements ; ils consentent à étudier la question, et c'est tout ; ils ont donc le droit d'accepter ou de rejeter les propositions du Conseil, si bien que, tant qu'ils n'auront pas fait connaître leur décision, il n'y aura rien de fait. Il y a un cas où les Etats seront liés par les dispositions des plans, sans possibilité pour eux de les discuter, c'est lorsque ces Etats, ne faisant pas partie de la Société des Nations, demanderont à y être admis : ils doivent accepter le règlement établi par la Société en ce qui concerne leurs forces et leurs armements militaires navals et aériens.

Les plans, aussitôt adoptés, entreront en vigueur, mais ils ne seront pas immuables ; ils feront l'objet d'un nouvel examen tous les dix ans et seront révisés, si cela est

jugé utile, afin de permettre les adaptations nouvelles rendues parfois nécessaires par suite de changements survenus dans l'intervalle.

Si le Conseil n'a aucun pouvoir pour imposer la réduction, il a celui de s'opposer à une augmentation des armements fixés par les Gouvernements ; l'accroissement des forces militaires et navales relève uniquement de sa compétence.

Le Conseil intervient également dans une question qui mérite d'être rapprochée de celle de la réduction, parce que l'intéressant directement, celle de la fabrication privée des munitions et du matériel de guerre. Il est évident que réduire la masse des armements ne serait rien si l'on ne mettait pas en même temps un frein à l'accroissement des engins mis à leur disposition. Le Pacte laisse toute liberté au Conseil dans les mesures à prendre ; il tiendra compte seulement des besoins des Membres de la Société qui ne fabriquent, ni matériel de guerre, ni munitions.

En constituant la Société des Nations on a voulu mettre un frein à la guerre. Il n'est pas possible, évidemment d'empêcher les contestations entre Nations, mais on peut y mettre fin en employant des moyens pacifiques ; c'est ce que le Pacte s'est efforcé de faire.

L'abbé de Saint-Pierre repoussait complètement le recours à la guerre et reconnaissait l'importance des deux voies ouvertes aux Princes pour le règlement des différends : la médiation et l'arbitrage (art. III). Pour la médiation, on aurait fait appel aux Grands Alliés ; pour

l'arbitrage, à la Diète. La médiation et l'arbitrage n'auraient pas été deux procédés parallèles, mais deux procédés successifs.

Le Pacte, au contraire, n'a pas cherché à supprimer la guerre d'une façon absolue, mais il a voulu imposer *certaines obligations* de ne pas y recourir : tous les différends internationaux doivent être soumis *obligatoirement* à une *tentative de règlement pacifique* avant que les Etat n'aient le droit d'entrer en guerre. (Art. 12).

Il faut un différend susceptible d'entraîner une rupture ; il y a là une question d'appréciation qui relève des parties intéressées.

Trois voies sont ouvertes aux parties, en dehors des négociations directes par les voies diplomatiques, des bons offices ou de la médiation :

L'arbitrage de la Cour ou l'arbitrage constitué à la volonté des parties ;

La Cour permanente ;

Le Conseil.

— Les Parties ont le droit d'option, sauf naturellement s'il existe une convention spéciale spécifiant que tel litige sera réglé par tel mode de procédure.

Le recours au Conseil n'est pas subsidiaire : il peut être saisi le premier avant même qu'une tentative de règlement arbitral ou judiciaire ait eu lieu.

Un délai de trois mois après la décision arbitrale ou le rapport du Conseil, délai pendant lequel ne doit intervenir aucun acte d'hostilité, constitue un moratoire qui a pour but de laisser aux parties le loisir de réfléchir ;

on espère qu'après ce laps de temps elles auront renoncé à leurs intentions belliqueuses.

Un différend ne sera soumis à un règlement arbitral ou judiciaire que lorsqu'il aura été reconnu susceptible d'une solution arbitrale, à l'avis des parties (art. 13).

L'arbitrage, pris dans le sens général de tout règlement judiciaire, reste donc purement *volontaire* dans le Pacte puisque l'adoption de ce mode de procédure demande le consentement de l'une et l'autre des parties.

Pour que la Cour permanente de justice ou tout autre juridiction soit saisie, il faut, en effet, que les parties se mettent préalablement d'accord, signent un contrat appelé *compromis*, par lequel elles reconnaissent la compétence d'une juridiction déterminée, pour un litige également déterminé ; s'il n'y a pas compromis, il ne peut pas y avoir arbitrage. Le recours à une juridiction n'a de caractère obligatoire que lorsqu'il existe une convention passée antérieurement entre les États en litige, convention dans laquelle tel mode de solution pacifique est expressément stipulé.

L'abbé de Saint-Pierre ne parle nulle part, dans son Projet, d'un tribunal spécial chargé de trancher les différends entre Princes ; ce sont les plénipotentiaires des Souverains, c'est-à-dire la Diète, qui auraient statué.

L'idée d'arbitrage a évolué depuis le *xviii^e* siècle et, à côté des comités d'arbitres que les parties ont toujours la liberté d'instituer, il existe maintenant deux juridictions : la Cour d'arbitrage de la La Haye et la *Cour permanente de Justice internationale*. La création de cette dernière, en 1920, a marqué une étape dans le développe-

ment du droit international ; pour la *première fois* était constituée une Cour de Justice avec des juges stables, nommés d'avance et en dehors de la volonté des parties, occupant leur poste pendant un temps suffisamment long pour pouvoir créer une certaine continuité de jurisprudence.

Son apparition ne porte aucunement atteinte à la Cour d'arbitrage de la Haye qui continue d'exister et de travailler dans un domaine déterminé.

Le Pacte confère à la Cour permanente des fonctions d'ordre *juridictionnel* et d'ordre *consultatif* (art. 14).

La compétence juridictionnelle est double, soit *volontaire*, soit *obligatoire* ; la *Cour permanente de Justice internationale n'est donc pas une véritable juridiction puisque sa compétence n'est pas toujours obligatoire*.

La juridiction de la Cour est volontaire lorsque deux Etats décident, par un compromis, de porter un litige déjà né devant la Cour afin de le soumettre à son jugement.

La juridiction de la Cour est obligatoire lorsque, dans un traité ou une convention en vigueur, il est expressément stipulé que tout différend qui pourrait en naître sera porté devant la Cour, sans compromis ; il y a là compétence *particulière* obligatoire.

La compétence obligatoire est *générale* lorsque, avant même la naissance du litige, les parties se sont engagées, par une déclaration générale et formelle, à reconnaître comme obligatoire la juridiction de la Cour.

Le Pacte reconnaît encore à la Cour permanente de Justice internationale une compétence *consultative*. Seuls

le Conseil et l'Assemblée ont le droit de la saisir pour lui demander un avis consultatif, mais ils ne sont jamais liés par l'avis.

Si les membres de la Société sont libres de se soumettre à la procédure d'arbitrage, ils ne peuvent pas, pour cela, échapper à un *moyen de solution pacifique* ; s'ils ont repoussé l'autorité judiciaire, ils sont obligés de saisir le Conseil (art. 15), sauf lorsque l'un d'eux déclare que l'affaire relève uniquement de sa propre compétence, d'après le droit international. C'est là une question essentiellement relative qui dépend du développement des rapports internationaux.

Il n'y a nul besoin de l'accord des parties pour porter la cause devant le Conseil, l'avis d'un des Etats en conflit suffit.

Le Conseil peut se dessaisir de l'affaire et la transmettre à l'Assemblée ; les parties ont également toute facilité pour réclamer la compétence de l'Assemblée.

Tout d'abord, le Conseil, avant de prendre une décision, cherchera à régler le différend à l'amiable ; ce n'est qu'après échec qu'il se prononcera.

Deux cas peuvent se présenter :

Le rapport est accepté à *l'unanimité*, les voix des parties en litige n'entrant pas en ligne de compte ; le rapport est voté à la *majorité*.

Dans le premier cas, la décision du Conseil s'impose aux parties ; si l'un des deux Etats en litige s'y conforme, l'adversaire n'aura aucun droit à lui déclarer la guerre ; dans le cas contraire, bien que le Pacte ne le

mentionne pas expressément, il pourra donc ouvrir les hostilités. Il a été remédié à cet inconvénient à *Locarno*, en 1925, mais la réforme est de portée très restreinte puisqu'elle ne vise que les Etats directement intéressés sur le Rhin, c'est-à-dire l'Allemagne, la Belgique et la France : aucune de ces Puissances ne peut prendre les armes de plano contre celui qui refuse simplement d'observer la décision du Conseil, même le délai de trois mois étant écoulé (art. 5 annexe A) ; elle doit saisir le Conseil qui proposera les mesures à prendre.

Dans le deuxième cas, la décision du Conseil ne produit aucun résultat pratique : elle n'a pas *force obligatoire* et ne lie pas les parties qui conservent toute liberté d'action et peuvent même recourir à la guerre après expiration du moratoire.

Une tentative a été faite à *Genève*, en 1924, pour combler cette lacune, en modifiant la procédure instituée par le Pacte de manière à ce qu'elle aboutisse *toujours* à une solution définitive du conflit en question (art. 4. Protocole de Genève). La non-ratification du Protocole a tout fait échouer. A *Locarno*, la tentative effectuée à nouveau a été couronnée de succès : le recours à la guerre est interdit, même si l'unanimité n'est pas obtenue, à moins que l'action soit dirigée contre l'Etat qui, le premier, se livre à une attaque (art. 2 § 3, Annexe A) ; malheureusement cette disposition ne joue que pour l'Allemagne, la Belgique et la France.

Le Pacte, allant plus loin que l'Abbé de Saint-Pierre, étudie le procédure à suivre pour les différends qui s'élèvent entre les Membres de la Société et les non-Membres,

ou seulement entre les non-Membres, ce qui indique une tendance à son universalité.

Lorsqu'un conflit éclate, la Société a le droit *d'inviter* à se soumettre à la procédure pacifique établie par le Pacte l'Etat étranger ou les Etats étrangers à la Société.

Les obligations imposées aux Etats invités sont celles auxquelles doivent se soumettre les Membres mêmes de la Société, le Conseil est libre d'y apporter certaines modifications.

Plusieurs cas de refus de répondre à l'invitation sont envisagés.

Un seul Etat a été invité, l'autre partie étant Membre de la Société, et cet Etat recourt à la guerre après avoir décliné l'invitation ; les sanctions applicables à tout Membre de la Société qui a enfreint ses engagements lui seront imposées. Bien que le Pacte n'en parle pas, si c'est l'Etat membre de la Société qui entreprend les hostilités après le refus de l'Etat étranger, les sanctions ne jouent pas ; l'Etat membre est ainsi mieux traité que l'Etat étranger.

Deux Etats ont été invités, étant tous deux étrangers, et l'un et l'autre se soumettent à la procédure pacifique ; ils sont assimilés aux Membres de la Société et supportent les mêmes obligations.

Deux Etats étrangers ont été invités et les deux ont refusé les obligations de Membres de la Société ; les sanctions ne leur sont pas strictement imposables, un large pouvoir d'appréciation est laissé au Conseil dans leur application.

L'abbé de Saint-Pierre, pour assurer le respect des décisions de la Diète, prévoyait l'intervention armée de l'Alliance contre tout Prince qui n'aurait pas voulu s'y conformer (art. IV).

Le Pacte déclare de même qu'il est indispensable que les membres de la Société fournissent les effectifs nécessaires pour amener le récalcitrant à l'exécution de ses engagements (art. 16).

Des *sanctions* seront prononcées contre l'Etat qui entreprend une guerre, soit sans avoir eu recours à l'arbitrage ou à l'examen du Conseil, soit sans s'être conformé à la sentence rendue, à la décision du Conseil ou au délai imposé, bien qu'ayant accepté un mode de solution pacifique, soit enfin lorsque les hostilités sont dirigées contre la partie qui aura accepté la sentence ou l'avis du Conseil.

Trois sortes de sanctions sont prévues : *économique et financière* (1), *militaire, juridique*.

Il y aura d'abord rupture immédiate des rapports officiels : ce sera le blocus économique ; il y aura également rupture complète des relations des particuliers entre eux ; de plus, pour que l'isolement de l'Etat en rupture de pacte soit plus absolu, les Etats étrangers renonceront à entretenir avec lui toute relation financière, commerciale et personnelle.

La seconde sanction est l'action collective armée. Le rôle du Conseil se borne à *recommander* aux divers

(1) Un projet d'assistance financière aux Etats victimes d'une guerre d'agression, accueilli favorablement à la S.D.N., vient d'être soumis ces jours-ci à la ratification des Etats.

gouvernements de fournir les contingents nécessaires pour l'action commune, mais le soin de réunir les effectifs revient aux membres de la Société sans qu'il y ait pour eux obligation à intervenir. Le *Protocole de Genève* changeait cette situation : le droit de dire si l'obligation de participer à la sanction existait pour tel ou tel Etat aurait appartenu désormais au Conseil (art. 10) ; une imperfection serait demeurée puisque les Etats restaient juges de l'étendue de la contribution à apporter dans l'action collective (art. 11). Le *Protocole de Genève* n'étant pas entré en vigueur, cette amélioration n'aurait été d'aucun effet si la lettre interprétative de l'article 16, rédigée à *Locarno*, employant les termes du *Protocole*, n'était venue préciser le caractère obligatoire de l'assistance due aux Etats attaqués, non seulement pour les Etats signataire des Accords de *Locarno*, mais pour tous les Membres de la Société.

La dernière sanction, qui complète les deux premières, est l'*exclusion* de la Société. C'est là une punition aux conséquences redoutables puisque l'Etat exclu perd tous les avantages, toutes les sécurités que la Société offre à ses membres.

Le grand principe de la *publicité* dans la diplomatie, réclamé par l'abbé de Saint-Pierre, est formulé dans le Pacte (art. 18).

L'absence d'enregistrement et de publication des traités leur enlève toute force obligatoire. Cette sanction ne s'applique qu'aux Membres de la Société. Il est à remarquer qu'un traité passé entre un Etat membre et un Etat

étranger doit être soumis à l'enregistrement et à la publicité par l'Etat membre, mais que le manque à cette obligation n'enlève en rien au traité de sa force exécutoire.

Enfin, le principe de *l'amendement* à l'Alliance, posé par l'abbé de Saint-Pierre : les alliés régleront, dans leur association, tous les articles qui seront jugés nécessaires (art. V), se retrouve dans le Pacte : les amendements entreront en vigueur dès leur ratification par les Membres de la Société (art. 26).

Le Pacte ne se présente nullement comme un texte auquel il ne serait pas permis de toucher, même si des modifications étaient jugées nécessaires.

En somme, le Pacte met en vigueur les principes si chers à l'abbé de Saint-Pierre qui, persuadé de leurs immenses avantages, n'avait jamais mis en doute leur application future.

Les espérances de l'abbé se sont enfin réalisées avec la formation d'une grande alliance ; apportera-t-elle ce qu'on en attend depuis si longtemps ? C'est ce que nous allons essayer de prouver dans la conclusion.

CONCLUSION

La Société des Nations est-elle constituée de façon telle que l'atmosphère d'union et de paix qu'elle cherche à créer parmi ses membres semble devoir régner à tout jamais ?

L'opinion de la plupart, de ceux qui ignorent le mécanisme de Genève, est celle-ci : la Société des Nations est loin d'être parfaite ; elle n'est qu'un leurre ; elle ne fonctionne pas avec efficacité ; elle n'empêchera pas la guerre d'éclater.

Il est incontestable que le Pacte de 1919 présente des défauts dont le principal est de ne pas avoir muni la Société de moyens suffisamment forts pour lui permettre d'imposer sa volonté, ce qui vient restreindre son activité et sa mission de contrôle, mais on ne saurait demander à une association à ses débuts d'arriver, en un seul coup, à la perfection, de satisfaire à la fois tous les Gouvernements qu'elle représente et l'opinion universelle. Les amendement prévus à l'article 26 donnent la possibilité de remédier aux lacunes en procédant à de nouveaux examens.

La Société des Nations n'est pas un leurre ; elle existe,

et c'est déjà quelque chose ; 55 Etats y sont représentés, c'est-à-dire plus des 5/6 de la population de la terre ; elle a fonctionné dès le début et fonctionne encore efficacement, et c'est beaucoup.

La plupart des dispositions du Pacte, sauf les clauses relatives aux sanctions, ont déjà été appliquées.

Tous les organes techniques et consultatifs ont, depuis leur création, déployé une grande activité.

L'action pacificatrice du Conseil s'est déjà fait sentir de nombreuses fois : différend polono-lituanien — affaire des îles d'Aland — conflit Haut-Silésien — affaire de Corfou — affaire de Mossoul, etc...

La Cour permanente de Justice a déjà rendu des arrêts : affaire du vapeur « Wimbledon » — concessions Mavrommatis en Palestine — interprétation du traité de Neuilly — intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise — dénonciation du traité sino-belge de 1856 — affaire du « Lotus » — droit des minorités en Haute-Silésie.

La Cour a été également saisie par des demandes d'avis consultatifs : décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc — Carélie orientale — minorité allemandes en Pologne, etc...

La Société des Nations n'empêchera pas la guerre d'éclater parce que le Pacte n'a pas voulu qu'il en soit autrement ; il n'a pas entendu supprimer complètement la guerre pour le moment ; celle-ci ne sera donc pas la preuve d'un échec des dispositions du Pacte.

Lorsque la Société des Nations a été créée en 1919, on s'est rendu compte que l'on donnait à l'humanité un

établissement sans précédent dont l'apparition viendrait changer l'aspect du monde ; on a voulu ménager les passions et ne pas faire disparaître tout d'un coup, comme par enchantement, l'objet de la passion la plus forte chez l'homme : la passion belliqueuse. On a pensé que, pour faire accepter une institution qui avait attendu plusieurs siècles avant de se réaliser, le moyen le meilleur était de procéder par étapes pour amener les peuples à se plier, progressivement et sans contrainte, aux règles universelles et immuables qui régiront un jour, espérons-le, l'humanité entière.

Le Pacte est un acheminement vers la paix perpétuelle, il ne l'a pas encore atteinte ; il marque la première étape et les étapes seront nombreuses avant d'arriver au but.

Bien que des traités d'arbitrage, de plus en plus nombreux, ouvrent un champ considérable à la juridiction obligatoire, et que le Pacte Kellog ait donné une impulsion en avant à la cause de la paix, il y aura encore, sans doute, des guerres cruelles d'où les peuples sortiront épuisés, plus épuisés qu'après la dernière lutte ; comme après 1918, mais plus fortement encore, ils sentiront le besoin d'union et de paix ; peut-être alors le Pacte sera-t-il remanié de façon à rendre la guerre de plus en plus rare, pour qu'elle ne soit plus qu'un accident ; enfin, au bout de très nombreuses années, les générations s'étant succédées aux générations, après bien des échecs et des reculs, l'arbitrage muni d'une sanction efficace étant devenu le seul mode de solution des conflits, nous pourrions dire comme Claudien célébrant l'unité réalisée par Rome ; « Et cuncti gens una sumus »,

tous ensemble, nous ne sommes qu'une seule et unique nation !

Pour atteindre cette ère heureuse, il convient de travailler à créer une opinion en faveur de la paix ; pour donner à la Société une véritable influence sur les affaires mondiales, il est nécessaire de faire appel à la bonne volonté des Peuples : il s'agit, tout en maintenant leur autonomie, de les amener à reconnaître les principes de droit et de justice et à renoncer à se faire justice eux-mêmes.

La tâche est lourde, il ne faut pas s'illusionner ; il faudra beaucoup de fermeté pour surmonter toutes les difficultés qui se rencontreront, et surtout beaucoup de persévérance. Que cette mission ait pour guide la belle pensée de Socrate : « On va loin, quand on a le courage « de marcher longtemps et sur la même voie. »

Vu : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLEMY.

Vu : *Le Président de Thèse,*
L. LE FUR.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

ANNEXES

EXTRAIT DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS (1919)

Les Hautes Parties contractantes,

Considérant que, pour développer la coopération entre les Nations et pour leur garantir la paix et la sûreté, il importe d'accepter certaines obligations de ne pas recourir à la Guerre.

.....
Adoptent le présent pacte qui institue la Société des Nations.
.....

ARTICLE 2

L'action de la Société, telle qu'elle est définie dans le présent Pacte, s'exerce par une Assemblée et par un Conseil assistés d'un Secrétaire permanent.

ARTICLE 6

5). — Les dépenses de la Société seront supportées par les membres de la Société, dans la proportion décidée par l'Assemblée.

ARTICLE 8

1. — Les membres de la Société reconnaissent que le maintien de la Paix exige la réduction des armements nationaux, au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposée par une action commune.

2. — Le Conseil, tenant compte de la situation géographique et des conditions spéciales de chaque Etat, prépare

les plans de cette réduction en vue de l'examen et de la décision des divers Gouvernements.

3. — Ces plans doivent faire l'objet d'un nouvel examen et, s'il y a lieu, d'une révision tous les dix ans au moins.

4. — Après leur adoption par les divers Gouvernements, la limite des armements ainsi fixée ne peut être dépassée sans le consentement du Conseil.

5. — Considérant que la fabrication privée des munitions et du matériel de guerre soulève de graves objections, les Membres de la Société chargent le Conseil d'aviser aux mesures propres à en éviter les fâcheux effets, en tenant compte des besoins des Membres de la Société qui ne peuvent pas fabriquer les munitions et le matériel de guerre nécessaires à leur sûreté.

6. — Les Membres de la Société s'engagent à échanger, de la manière la plus franche et la plus complète, tous renseignements relatifs à l'échelle de leurs armements, à leurs programmes militaires, navals et aériens, et à la condition de celles de leurs industries susceptibles d'être utilisées pour la guerre.

ARTICLE 10

Les Membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les Membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation.

ARTICLE 12

1. — Tous les Membres de la Société conviennent que, s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront, soit à la procédure de l'arbitrage *ou à un règlement judiciaire* (1), soit à l'examen du Conseil. Ils conviennent encore qu'en aucun cas ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la décision arbitrale *ou judiciaire*, ou le rapport du Conseil.

2. — Dans tous les cas prévus par cet article, la décision doit être rendue dans un délai raisonnable et le rapport du Conseil doit être établi dans les six mois à dater du jour où il aura été saisi du différend.

(1) Amendement du 26 septembre 1924.

ARTICLE 13

1. — Les Membres de la Société conviennent que, s'il s'élève entre eux un différend susceptible, à leur avis, d'une solution arbitrale *ou judiciaire* (1) et si ce différend ne peut se régler de façon satisfaite par la voie diplomatique, la question sera soumise intégralement à un règlement arbitral *ou judiciaire*.

2. — Parmi ceux qui sont généralement susceptibles d'une solution arbitrale *ou judiciaire*, on déclare tels les différends relatifs à l'interprétation d'un traité, à tout point de droit international, à la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international, ou à l'étendue, ou à la nature de la répartition due pour une telle rupture.

3. — La cause sera soumise à la Cour permanente de Justice internationale, ou à toute juridiction ou cour désignée par les parties ou prévues dans leurs conventions antérieures.

4. — Les Membres de la Société s'engagent à exécuter de bonne foi les sentences rendues, et à ne pas recourir à la guerre contre tout Membre de la Société qui s'y conformera. Faute d'exécution de la sentence, le Conseil propose les mesures qui doivent en assurer l'effet.

ARTICLE 14

Le Conseil est chargé de préparer un projet de Cour permanente de Justice internationale et de le soumettre aux Membres de la Société. Cette Cour connaîtra de tous différends d'un caractère international que les parties lui soumettront. Elle donnera aussi des avis consultatifs sur tout différend ou tout point dont la saisira le Conseil ou l'Assemblée.

ARTICLE 15

1°) S'il s'élève entre les Membres de la Société un différend susceptible d'entraîner une rupture, et si ce différend n'est pas soumis à la procédure de l'arbitrage *ou à un règlement judiciaire* (1) prévu à l'article 13, les Membres de la Société conviennent de le porter devant le Conseil. A cet effet, il suffit que l'un d'eux avise de ce différend le Secrétaire général qui prend toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets.

2°) Dans le plus bref délai, les parties doivent lui commu-

(1) Amendement du 26 septembre 1924.

niquer l'exposé de leur cause avec tous faits pertinents et pièces justificatives. Le Conseil peut en ordonner la publication immédiate.

3°) Le Conseil s'efforce d'assurer le règlement du différend. S'il y réussit, il publie, dans la mesure qu'il juge utile, un exposé relatant les faits, les explications qu'ils comportent et les termes de ce règlement.

4°) Si le différend n'a pu se régler, le Conseil rédige et publie un rapport, voté soit à l'unanimité, soit à la majorité des voix, pour faire connaître les circonstances du différend et des solutions qu'il recommande comme les plus équitables et les mieux appropriés à l'espèce.

5°) Tout Membre de la Société représenté au Conseil peut également publier un exposé des faits du différend et ses propres conclusions.

6°) Si le rapport du Conseil est accepté à l'unanimité, le vote des représentants des parties ne comptant pas dans le calcul de cette unanimité, les Membres de la Société s'engagent à ne recourir à la guerre contre aucune partie qui se conforme aux conclusions du rapport.

7°) Dans le cas où le Conseil ne réussit pas à faire accepter son rapport par tous ses Membres autres que les Représentants de toute Partie au différend, les Membres de la Société se réservent le droit d'agir comme ils le jugeront nécessaire pour le maintien du droit et de la justice.

8°) Si l'une des Parties prétend et si le Conseil reconnaît que le différend porte sur une question que le droit international laisse à la compétence exclusive de cette Partie, le Conseil le constatera dans un rapport, mais sans recommander aucune solution.

9°) Le Conseil peut, dans tous les cas prévus au présent article, porter le différend devant l'Assemblée. L'Assemblée devra être présentée dans les quatorze jours à dater du moment où le différend est porté devant le Conseil.

10°) Dans toute affaire soumise à l'Assemblée, les dispositions du présent article et de l'article 12, relatives à l'action et aux pouvoirs du Conseil, s'appliquent également à l'action et aux pouvoirs de l'Assemblée. Il est entendu qu'un rapport fait par l'Assemblée avec l'approbation des Représentants des Membres de la Société représentés au Conseil et d'une majorité des autres Membres de la Société à l'exclusion, dans chaque cas, des Représentants des Parties, a le même effet qu'un rapport du Conseil adopté à l'unanimité de ses Membres autres que les représentants des Parties.

ARTICLE 16

1°) Si un membre de la Société recourt à la guerre, contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 ou 15, il est *ipso facto* considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres Membres de la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre leurs nationaux et ceux de l'Etat en rupture de pacte et à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou personnelles entre les nationaux de cet Etat et ceux de tout autre Etat, Membre ou non de la Société.

2°) En ce cas, le Conseil a le devoir de recommander aux divers Gouvernements intéressés les effectifs militaires, navals ou aériens par lesquels les Membres de la Société contribueront respectivement aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société.

3°) Les Membres de la Société conviennent, en outre, de se prêter l'un à l'autre un mutuel appui dans l'application des mesures économiques et financières à prendre en vertu du présent article pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qui peuvent en résulter. Ils se prêtent également un mutuel appui pour résister à toute mesure spéciale dirigée contre l'un d'eux par l'Etat en rupture de pacte. Ils prennent les dispositions nécessaires pour faciliter le passage à travers leur territoire des forces de tout Membre de la Société qui participe à une action commune pour faire respecter les engagements de la Société.

4°) Peut être exclu de la Société tout Membre qui s'est rendu coupable de la violation d'un des engagements résultant du pacte. L'exclusion est prononcée par le vote de tous les autres Membres de la Société représentés au Conseil.

ARTICLE 17

1°) En cas de différend entre deux Etats, dont un seulement est Membre de la Société ou dont chacun n'en fait partie, l'Etat ou les Etats étrangers à la Société sont invités à se soumettre aux obligations qui s'imposent à ses Membres aux fins de règlement du différend, aux conditions estimées justes par le Conseil. Si cette invitation est acceptée les dispositions des articles 12 à 16 s'appliquent sous réserve des modifications jugées nécessaires par le Conseil.

2°) Dès l'envoi de cette invitation, le Conseil ouvre une enquête sur les circonstances du différend et propose telle mesure qui lui paraît la meilleure et la plus efficace dans le cas particulier.

3°) Si l'Etat invité, refusant d'accepter les obligations de Membre de la Société, aux fins de règlement du différend,

recourt à la guerre contre un Membre de la Société, les dispositions de l'article 16 lui sont applicables.

4°) Si les deux Parties invitées refusent d'accepter les obligations de Membre de la Société aux fins de règlement du différend, le Conseil peut prendre toutes mesures et faire toutes propositions de nature à prévenir les hostilités et à amener la solution du conflit.

ARTICLE 18

Tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible. Aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré.

ARTICLE 19

L'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les Membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales, dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde.

.....

ARTICLE 26

1°) Les amendements au présent pacte entreront en vigueur dès leur ratification par les Membres de la Société, dont les Représentants composent le Conseil, et par la majorité de ceux dont les Représentants forment l'Assemblée.

2°) Tout Membre de la Société est libre de ne pas accepter les amendements apportés au pacte, auquel cas il cesse de faire partie de la Société.

EXTRAIT DU PROTOCOLE DE GENEVE (1924)

ARTICLE 4

En vue de compléter les dispositions des alinéas 4, 5, 6 et 7 de l'article 15 du Pacte, les Etats signataires conviennent de se conformer à la procédure suivante :

1° Si le différend soumis au Conseil n'a pu être réglé par lui, ainsi qu'il est prévu au § 3 du dit article 15, le Conseil engagera les parties à soumettre le différend à un règlement judiciaire ou arbitral.

2° a). — Si les parties s'y refusent, il est procédé, à la demande d'au moins l'une des parties, à la constitution d'un Comité d'arbitres. Le Comité sera constitué, autant que possible, par l'accord des parties,

b). — Si, dans le délai que le Conseil aura fixé, elles ne se sont pas entendues en tout ou en partie sur le nombre, le nom et les pouvoirs des arbitres, ainsi que sur la procédure, le Conseil réglera les points en suspens. Il choisira d'urgence, en consultant les parties, les arbitres et leur président, parmi les personnes qui, par leur nationalité, leur caractère et leur expérience, lui paraîtront donner les plus hautes garanties de compétence et d'impartialité.

c). — Après que les conclusions des parties auront été formulées, le Comité d'arbitres, à la demande de toute partie, sollicitera, par l'entremise du Conseil, sur les points de droit contestés, l'avis consultatif de la Cour permanente de Justice internationale qui, dans ce cas, se réunira d'urgence.

3°. — Si aucune des parties ne demande l'arbitrage, le Conseil reprendra l'examen du différend. Au cas où le Conseil établit un rapport voté à l'unanimité de ses membres autres que les représentants de toute partie au différend, les Etats signataires conviennent de se conformer aux solutions recommandées par lui.

4°. — Au cas où le Conseil ne peut établir un rapport accepté par tous ses membres, autres que les représentants de toute partie au différend, il soumettra le différend à l'arbitrage. Il réglera lui-même la composition, les pouvoirs et la procédure du Comité d'arbitres, et aura égard, dans le choix des arbitres, aux garanties de compétence et d'impartialité visées au n° 2 b) ci-dessus.

5° En aucun cas, ne pourront être remises en question les solutions ayant déjà fait l'objet d'une recommandation unanime du Conseil acceptée par l'une des parties intéressées.

ARTICLE 10

Le Conseil enjoindra aux Etats signataires d'appliquer sans retard contre l'agresseur les sanctions visées à l'article 11 du présent protocole, et tout Etat signataire ainsi requis sera, dès lors, fondé à exercer les droits d'un belligérant.

ARTICLE 11

Dès que le Conseil a fait aux Etats signataires l'injonction prévue au dernier alinéa de l'article 10 du présent Protocole, les obligations des dits Etats, en ce qui concerne les sanctions de toute nature visées aux alinéas 1 et 2 de l'article 16 du Pacte, deviennent immédiatement opérantes afin que ces sanctions puissent porter leurs effets contre l'agresseur sans aucun retard.

Ces obligations doivent être interprétées en ce sens que

chacun des Etats signataires est tenu de collaborer loyalement et effectivement pour faire respecter le Pacte de la Société des Nations et pour s'opposer à tout acte d'agression dans la mesure que lui permettent sa situation géographique et les conditions spéciales de ses armements.

Conformément à l'alinéa 3 de l'article 16 du Pacte, les Etats signataires prennent l'engagement, individuel et collectif, de venir à l'aide de l'Etat attaqué ou menacé et de se prêter un mutuel appui, grâce à des facilités et à des échanges réciproques en ce qui concerne le ravitaillement en matières premières et denrées de toute nature, les ouvertures de crédit, les transports et le transit, et, à cet effet, de prendre toutes mesures en leur pouvoir pour maintenir la sécurité de communications terrestres et maritimes de l'Etat attaqué ou menacé.

Si les deux parties au différend sont agresseurs au sens de l'article 10, les sanctions économiques et financières s'appliquent à l'une et à l'autre.

EXTRAIT DES ACCORDS DE LOCARNO (1925)

ANNEXE A

Traité entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande Bretagne et l'Italie

.....

ARTICLE 2

L'Allemagne et la Belgique, et de même l'Allemagne et la France, s'engagent réciproquement à ne se livrer, de part et d'autre, à aucune attaque ou invasion, et à ne recourir, de part et d'autre, en aucun cas, à la guerre.

Toutefois, cette stipulation ne s'applique pas s'il s'agit : d'une action en raison d'une décision prise par l'Assemblée ou par le Conseil de la Société des Nations, ou en application de l'article 15, § 7 du Pacte de la Société des Nations, pourvu que, dans ce dernier cas, cette action soit dirigée contre un Etat qui, le premier, s'est livré à une attaque.

.....

ARTICLE 5

Dans le cas où, sans commettre une violation de l'article 2 du présent Traité ou une contravention aux articles 42 et 43 du Traité de Versailles, une des Puissances mentionnée à l'article 3 (1) refuserait de se conformer aux méthodes de règlement pacifique ou d'exécuter une décision arbitrale ou judiciaire, l'autre partie saisira le Conseil de la Société des

(1) L'Allemagne, la Belgique et la France.

Nations, qui proposera les mesures à prendre ; les Hautes Parties contractantes se conformeront à ces propositions.

ANNEXE F

Projet de lettre à la Délégation allemande

La Délégation allemande a bien voulu demander quelques précisions au sujet de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations.

.....
les obligations résultant du dit article pour les Membres de la Société doivent être entendues en ce sens que chacun des Etats membres de la Société est tenu de collaborer loyalement et efficacement pour faire respecter le Pacte et pour s'opposer à tout acte d'agression, dans une mesure qui soit compatible avec sa situation militaire, et qui tienne compte de sa position géographique.

EXTRAIT DU PACTE KELLOGG (1929)

ARTICLE 1

Les Hautes Parties contractantes déclarent solennellement, au nom de leurs peuples respectifs, qu'elles condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux, et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles.

ARTICLE 2

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que le règlement ou la solution de tous les différends ou conflits, de quelque nature ou de quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	7
PRÉFACE	13
Pierre Dubois	17
François de Vitoria	20
François Suarez	23
Emeric Crucé	27
Sully	33
William Penn	41
L'abbé de Saint-Pierre, sa vie	47
Le Projet de Paix perpétuelle de l'abbé de Saint- Pierre	55
Critique du Projet de Paix perpétuelle	129
Jean-Jacques Rousseau	134
Jeremy Bentham	141
Emmanuel Kant	152
Les Conférences de La Haye de 1899 et de 1907...	161
Le Pacte de la Société des Nations (1919)	169
CONCLUSION	191
ANNEXES	195

IMPRIMERIE A. OLIVIER

RUE DEMOLOMBE, 34, CAEN

